

L'ANONYME

Diagnostic local en **sécurité urbaine**



Mercier
Hochelaga-Maisonneuve

Montréal 

Janvier 2023

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Liste des tableaux et des cartes | 5 |
| Annexes | 6 |
| Lexique | 7 |
| Introduction et mandat | 8 |
| Définition de la sécurité | 11 |
| Dimension objective | 12 |
| Dimension subjective | 12 |
| Groupes vulnérables et facteurs influençant le sentiment de sécurité | 13 |
| Mesures permettant d'améliorer le sentiment de sécurité (inspq 2021) | 14 |
| Méthodologie | 15 |
| Analyse documentaire | 16 |
| Littérature scientifique | 16 |
| Rapports et projets existants | 16 |
| Données statistiques | 17 |
| Collecte de données | 18 |
| Passation d'un questionnaire auprès de citoyen·nes du quartier | 18 |
| Groupes de discussion avec des citoyen·nes du quartier | 20 |
| Entrevues semi-dirigées avec des intervenant·es | 21 |
| Passation d'un questionnaire auprès d'intervenant·es | 21 |
| Considérations générales | 21 |
| État des lieux | 23 |
| L'environnement urbain | 24 |
| Localisation et description | 24 |
| Hochelaga-Maisonneuve | 25 |
| Mercier-Ouest | 27 |
| Mercier-Est | 30 |
| Les réalités démographiques et socioéconomiques | 32 |
| Hochelaga-Maisonneuve | 32 |
| Mercier-Ouest | 35 |
| Mercier-Est | 37 |
| Initiatives existantes et acteurs en présence | 39 |
| Initiatives liées à la sécurité urbaine dans MHM | 39 |
| Synthèse de l'état des lieux | 41 |

Table des matières

| | |
|---|---------------|
| Principaux enjeux | 43 |
| Criminalité et sécurité du domicile | 44 |
| Évolution des bilans au niveau de l'arrondissement | 44 |
| Présence policière | 48 |
| Données globales | 48 |
| Cohabitation sociale et sentiment sécurité dans l'espace public | 51 |
| Analyse pour l'arrondissement et comparaison avec les données de Montréal | 51 |
| Enjeux de cohabitation dans MHM | 52 |
| Les jeunes dans l'espace public | 53 |
| Analyse du sondage par quartier | 55 |
| Aménagement et sécurité urbaine | 57 |
| Sécurité dans les déplacements | 60 |
| Données sur les collisions routières | 60 |
| Sentiment de sécurité | 62 |
| Hochelaga-Maisonneuve | 63 |
| Mercier-Ouest | 64 |
| Mercier-Est | 64 |
| Synthèse des enjeux | 65 |
| Pistes de solutions et recommandations | 66 |
| Conclusion | 70 |
| Bibliographie | 72 |
| Annexes | 74 |

Liste des tableaux et des cartes

Tableau 1 : Organisation des groupes de discussion

Tableau 2 : Recommandation des citoyen.nes sondé.es dans le cadre du sondage et des groupes de discussion

Graphique 1 : Total des crimes PDQ 23 et 48, janvier à septembre 2021-2022

Graphique 2 : Total des crimes contre la propriété PDQ 23 et 48, janvier à septembre, 2021-2022

Graphique 3 : Total des crimes contre la personne PDQ 23 et 48, janvier à septembre, 2021-2022

Graphique 4 : Total des « autres infractions au Code criminel et aux lois » PDQ 23 et 48, janvier à septembre, 2021-2022

Graphique 5 : Actes criminels par quartier entre 2015 et 2021

Graphique 6 : Nombre de collisions routières par quartier entre 2012 et 2021

Graphique 7 : Nombre de victimes piétonnes par quartier entre 2012 et 2021

Carte 1 : Carte des projets d'aménagements et parcs

Carte 2 : Mobilité résidentielle des 5 dernières années, 2021

Carte 3 : Propriétaires occupant-es, 2021

Carte 4 : Concentration des personnes vivant seules, 2021

Carte 5 : Concentration des diplômé-es universitaires, 2021

Carte 6 : Concentration des personnes âgé-es de 65 ans et plus, 2021

Carte 7 : Concentration de la population issue de minorité visible, 2021

Carte 8 : Concentration des enfants âgé-es de 0 à 14ans, 2021

Carte 9 : Évolution de 2016 à 2021 de la population à faible revenu

Carte 10 : Concentration des véhicules volés et des introductions par effraction depuis 2015

Carte 11 : Lieux manquants d'éclairage et de mobilier

Carte 12 : Lieux les plus appréciés

Carte 13 : Sécurité dans les déplacements

Liste des Annexes

Annexe A : Résultats du sondage sur le sentiment de sécurité, L'anonyme 2022

Annexe B : Plan d'ateliers des groupes de discussion avec les citoyen·nes

Annexe C : Plan des entrevues semi-dirigées avec les intervenant·es

Annexe D : Résultats du sondage aux intervenant·es

Annexe E : Principes d'aménagements

Annexe F : Cartes

Carte 1 : Propriétaires occupant·es, 2021

Carte 2 : Nouvelles constructions depuis 2011

Carte 3 : Mobilité résidentielle des 5 dernières années, 2021

Carte 4 : Concentration des personnes vivant seules, 2021

Carte 5 : Concentration des enfants âgé·es de 0 à 14 ans, 2021

Carte 6 : Concentration des personnes âgées de 65 ans et plus, 2021

Carte 7 : Concentration des familles monoparentales, 2021

Carte 8 : Concentration de la population issue de minorités visibles, 2021

Carte 9 : Concentration des diplômé·es universitaires, 2021

Carte 10 : Revenu médian des ménages, 2019

Carte 11 : Ménages qui consacrent 30 % et plus de leurs revenus aux frais de logement, 2021

Carte 12 : Évolution de 2016 à 2021 de la population à faible revenu

Carte 13 : Lieux manquants d'éclairage et de mobilier

Carte 14 : Lieux les plus appréciés

Carte 15 : Sécurité dans les déplacements

Annexe G : Liste non exhaustive des initiatives entreprises dans l'arrondissement

Lexique

ADS+ : Analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle

CIPC : Centre international pour la prévention en criminalité

CIUSSS : Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux

CJM : Conseil jeunesse de Montréal

CRC : Centre récréatif et communautaire

DLS : Diagnostic local en sécurité

HLM : Habitations à loyer modique

HM : Hochelaga-Maisonneuve

INSPQ : Institut national de santé publique du Québec

LTOHM : La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve

ME : Mercier-Est

MHM : Mercier-Hochelaga-Maisonneuve

MO : Mercier-Ouest

OMS : Organisation mondiale de la Santé

PDQ : Poste de quartier

PPU : Programme particulier d'urbanisme

PSI : Personne en situation d'itinérance

RUI : Revitalisation urbaine intégrée

SDS : Service de développement social

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

STM : Société de transport de Montréal

YAM : Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur

Définitions :

Les crimes contre la personne : les homicides, la négligence criminelle ou autre infraction entraînant la mort, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les décharges d'arme à feu, les agressions sexuelles, les vols qualifiés et d'autres infractions contre la personne.

Les crimes contre la propriété : les crimes d'incendie, les introductions par effraction, les vols de véhicules à moteur, les vols simples, la possession de biens volés, les fraudes et les méfaits.

Les autres infractions au Code criminel et aux lois : les infractions relatives aux armes à feu, les lois réglementant certaines drogues et autres substances et d'autres infractions au Code criminel.

La sécurité routière : la conduite dangereuse, les délits de fuite, la conduite avec capacité affaiblie, la conduite d'un véhicule à moteur pendant une interdiction et, finalement, le bilan des accidents routiers incluant les piéton·nes et les cyclistes blessé·es mortellement, gravement, légèrement et avec dommages matériels.



La sécurité en milieu urbain est grandement influencée par les dynamiques locales de la ville ainsi que la forme urbaine, les caractéristiques sociales, démographiques et économiques à l'échelle des quartiers.

Introduction et **mandat**



L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve se caractérise par une population hautement contrastée, une mixité sociale importante et une variété d'attributs urbains à travers ses différents quartiers d'Hochelaga-Maisonneuve, de Mercier-Ouest et de Mercier-Est. L'arrondissement évolue également sous l'effet de phénomènes sociaux et économiques importants, notamment l'augmentation des loyers et des prix du logement. Les types de populations changent aussi, définissant de nouvelles dynamiques associées à la sécurité objective et subjective des secteurs.

Pour réaliser le diagnostic local de sécurité de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, il a donc été nécessaire d'adopter une approche locale particularisée par quartier afin d'identifier les préoccupations citoyennes, permettant de repérer les facteurs déterminants de la sécurité en rassemblant l'expertise et la connaissance du terrain des actrices locales.

Comme pour toute autre question sociale, la mise en place d'une approche stratégique a été nécessaire pour comprendre la sécurité sur le territoire et proposer des réponses pertinentes aux enjeux identifiés. Le diagnostic que L'Anonyme propose ici est le résultat d'une méthode collaborative et participative, ayant pour objectif d'assurer une meilleure prise en charge des enjeux par le milieu. Ce processus collaboratif est basé sur la participation de divers acteurs, publics, non gouvernementaux et privés. Le service de la diversité et de l'inclusion de la Ville de Montréal et la direction de l'Arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ainsi que le réseau de la santé et des services sociaux (CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal) ont suivi l'avancement de la réalisation du diagnostic. Le Service de police de la Ville de Montréal a pleinement contribué à la réalisation de ce diagnostic, notamment grâce aux bilans des postes de quartier (PDQ) 23 et 48. La collaboration avec le Centre International pour la Prévention de la Criminalité (CIPC) a également permis un accompagnement scientifique et méthodologique au fil du projet. Le suivi des tables de concertation et le lien avec le réseau des organismes communautaires ont aidé à l'acquisition de données sur le sentiment de sécurité des citoyen·nes de l'arrondissement.

À retenir pour la lecture que le diagnostic fait état d'une démarche figée dans le temps. Ainsi, ces résultats dépendent de nombreuses circonstances temporelles (influence de l'actualité, du bouche-à-oreille, de la circulation de l'information) et situationnelles (influence du sentiment personnel et du contexte urbain) qui continueront d'évoluer. Ce diagnostic est un portrait général de la sécurité urbaine dans l'arrondissement et permet d'identifier des priorités qui nécessiteront d'être approfondies dans les prochaines années.

La démarche s'est échelonnée entre septembre 2022 et janvier 2023. Elle comprend les étapes de prise de connaissance de la littérature sur le sujet de la sécurité, de conception et de déploiement des outils de collecte de données, d'analyse et de rédaction des différents livrables (rapport, documents de synthèse par quartier et présentation).

Un tel diagnostic vise à :

- Favoriser, soutenir et renforcer la mobilisation et l'engagement de la population, des communautés et des acteur·rices locaux·ales autour des questions de sécurité ;
- Développer la connaissance des enjeux de sécurité ;
- Renforcer le leadership local et la capacité d'action.


Le rapport diagnostic comprend quatre parties. La première regroupe les définitions des concepts concernant la sécurité. La sécurité est une notion complexe et large qui mérite d'être bien définie. Mieux comprendre ce que sont la sécurité objective, le sentiment de sécurité et le principe de facteurs de vulnérabilité facilitera la compréhension du diagnostic.

La deuxième partie donne une description de la méthodologie de recherche et de la collecte de données. Elle a été élaborée en s'inspirant des démarches diagnostiques précédentes de l'Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et d'autres types de démarches similaires.

La troisième partie fait un état des lieux sur les grandes caractéristiques sociales et économiques de l'arrondissement rendant un portrait de l'environnement urbain, des caractéristiques démographiques et socioéconomiques du territoire, de la criminalité et des acteur·rices et initiatives locales en lien avec la sécurité.

La quatrième partie présente l'analyse des principaux enjeux ressortis à travers la collecte de données, soit 1) la cohabitation sociale et la sécurité dans l'espace public, 2) la criminalité et la sécurité du domicile, 3) le sentiment de sécurité vis-à-vis de la présence policière, ainsi que 4) la sécurité dans les déplacements.

Enfin, une cinquième partie rapporte une synthèse des enjeux et propose des pistes de solutions et des recommandations.



La sécurité peut être définie comme suit : « *La sécurité est un état où les dangers, et les conditions pouvant provoquer des dommages d'ordre physique, psychologique ou matériel sont contrôlés de manière à préserver la santé et le bien-être des individus et de la communauté. C'est une ressource indispensable à la vie quotidienne qui permet à l'individu et à la communauté de réaliser ses aspirations* »

(Centre collaborateur, OMS du Québec, 1998).



Définition de **la sécurité**



Pour atteindre un niveau de sécurité optimale dans les communautés, les conditions suivantes doivent être présentes (Centre collaborateur, OMS du Québec, 1998) :

- La paix et la cohésion sociale, ainsi que l'équité et le respect des droits et libertés ;
- La limitation des blessures et des dommages causés par des accidents ;
- Le respect des valeurs et de l'intégrité des personnes ;
- L'accès à des moyens efficaces de contrôle, de prévention et de réhabilitation.

Dimension objective

La dimension objective de la sécurité fait référence à la présence ou à l'absence de danger réel. Elle décrit donc la sphère des faits reliés aux risques devant lesquels se trouve un-e individu-e.

Dimension subjective

La dimension subjective de la sécurité se réfère au ressenti d'un-e individu-e en rapport à sa propre sécurité. On se rapporte ici au sentiment de sécurité. Il varie donc de façon importante d'une personne à l'autre (situation économique, origine ethnoculturelle, âge, etc.) et dépend du contexte de vie personnel et des caractéristiques de son milieu de vie (INSPQ, 2021).

Ces deux dimensions vont s'influencer mutuellement, l'amélioration de la dimension objective peut détériorer la dimension subjective (ex. : la présence de nombreux-euses policier-es armé-es dans un quartier peut générer un sentiment de panique chez certain-es). À l'inverse, les stratégies mises en place pour améliorer le sentiment de sécurité peuvent entraîner une détérioration de la dimension objective (ex. : se procurer une arme à feu pour se sentir mieux protégé-e des agressions va augmenter le risque de blessures).

Le sentiment de sécurité fait donc référence à la crainte d'être victime de crimes ou d'incivilités en fonction de plusieurs facteurs personnels et environnementaux (Paquin, 2006 ; Statistiques Canada, 2014). Il est influencé par des facteurs reliés à la vulnérabilité de la personne. Ainsi, les personnes plus à risque d'être victimes, moins en mesure de se défendre et moins en mesure de se remettre à la suite d'un crime ou une incivilité ont généralement un sentiment de sécurité plus faible (Statistiques Canada, 2014). Des études démontrent que les caractéristiques personnelles suivantes peuvent influencer le sentiment de sécurité (Paquin, 2006 ; Statistiques Canada, 2014) :

- Le genre ;
- La victimisation passée ;
- La familiarité avec le quartier ;
- L'âge ;
- L'appartenance à un groupe ethnique minorisé ;
- La classe sociale.

Groupes vulnérables et facteurs influençant le sentiment de sécurité

Les résultats de l'*Enquête sur les perceptions des Canadiens à l'égard de la sécurité personnelle et de la criminalité* de Statistiques Canada en 2014 mettent en lumière les populations qui se sentiraient généralement moins en sécurité, ainsi que les facteurs influençant leur sentiment de sécurité.

- Les femmes et les personnes âgées : celles-ci se sentent vulnérables face aux crimes parce que leur risque d'en être victimes est plus élevé ou qu'elles se considèrent moins aptes à se défendre ou à se rétablir à la suite d'une victimisation.
- Les personnes résidentes ou occupantes des secteurs où il y a des comportements antisociaux et des désordres physiques. Ces signes sont perçus comme des indices de comportements déviants des normes. Ces caractéristiques de l'environnement social sont interprétées comme la possibilité que des crimes plus graves puissent être commis ou que la police ne soit pas en mesure de contrôler, par un manque de surveillance, par exemple.
- Les femmes de 15 à 24 ans : elles se sentent moins en sécurité de marcher seules le soir. Les jeunes femmes sont les plus à risque d'être victimes d'agressions sexuelles ou de comportements sexuels inappropriés et de harcèlement, ce qui les fait craindre pour leur sécurité.
- Les jeunes de 15 à 24 ans : ils/elles ont les plus hauts taux de victimisation.
- Les résident·es d'un quartier désavantagé sur le plan socioéconomique : elles/ils peuvent se sentir moins aptes à affronter divers problèmes et présenteraient un sentiment de sécurité plus faible.

Mesures permettant d'améliorer le sentiment de sécurité (INSPQ, 2021)

Plusieurs aspects contribuent à améliorer le sentiment de sécurité des personnes. Voici une liste non exhaustive de mesures :

- L'aménagement sécuritaire des lieux (donner un large champ de vision aux usager·ères, présence d'un éclairage adéquat, bonne connexion entre les lieux, assurer un bon niveau d'achalandage et de surveillance [voir Annexe : Les 7 principes de l'aménagement sécuritaire]);
- L'entretien des lieux publics et du mobilier urbain et l'entretien des terrains et édifices privés ;
- Le verdissement des espaces vacants ;
- La cohésion sociale, l'appartenance à la communauté et la participation sociale ;
- La surveillance formelle et informelle.

Principes d'aménagement sécuritaire

La Ville de Montréal a élaboré les six principes d'aménagement sécuritaire à respecter pour que les espaces publics soient sécuritaires pour les femmes ainsi que pour les autres groupes sociaux vulnérables. Un document synthèse, disponible en annexe, est utilisé lors des ateliers de L'Anonyme pour expliquer les principes d'aménagement sécuritaire. L'accessibilité universelle a été ajoutée comme un élément à part entière à prendre en compte, ainsi, sept principes plutôt que six sont décrits dans le document. Ces principes sont utilisés pour analyser les enjeux de sécurité dans les espaces publics.

Globalement, le concept de sécurité est large et circonscrire le sujet demeure un défi. Compte tenu des temps impartis, le sujet a été limité à certaines thématiques associées à la sécurité, à savoir : 1) la sécurité et la cohabitation dans l'espace public, 2) la sécurité du domicile et la criminalité, 3) la présence policière et 4) la sécurité des déplacements.





| Méthodologie



L'objectif de ce diagnostic est d'identifier les préoccupations citoyennes et d'identifier des pistes d'actions pour être en mesure d'apporter des réponses pertinentes et durables aux enjeux soulevés. La méthodologie du diagnostic local de sécurité s'organise en quatre phases distinctes :

1. La délimitation du sujet et le choix des thématiques de sécurité (août - septembre 2022);
2. La collecte des données de sécurité (septembre - décembre 2022);
3. L'analyse et l'interprétation des données (novembre 2022 - janvier 2023);
4. La présentation du diagnostic aux instances concernées (janvier - mars 2023).

Afin de brosser le portrait le plus complet possible de la situation de la sécurité dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et considérant les spécificités de chaque quartier, les données en provenance de différentes sources ont été triangulées. Plusieurs méthodes de collecte de données ont été appliquées. Dans un premier temps, les données du Service de police de la Ville de Montréal ainsi que celles de Statistiques Canada ont fait l'objet d'une analyse. Un sondage a par la suite été diffusé auprès des citoyen·nes et des intervenant·es. Enfin, des groupes de discussion regroupant des citoyen·nes ont été menés.

Analyse documentaire

Littérature scientifique

La littérature scientifique en lien avec la sécurité a été consultée pour nous permettre de mieux comprendre les facteurs de risque et de protection qui affectent le sentiment de sécurité.

Rapports et projets existants

L'équipe d'aménagement urbain de L'Anonyme a consulté divers documents construits par le programme en sécurité urbaine et la Ville de Montréal au cours des dernières années. Ces documents abordent la sécurité et le sentiment de sécurité des citoyen·nes de l'arrondissement et de la Ville de Montréal.

Données statistiques

Données sociodémographiques et socioéconomiques

Statistiques Canada a mis à jour ses données démographiques, sociodémographiques et socioéconomiques en 2022 par le recensement de la population. Afin de rendre compte des données statistiques les plus récentes, une extraction et une analyse des données nouvellement disponibles ont été réalisées. Elles ont été comparées avec celles des recensements de 2016 et 2011. La majorité des données publiées en 2022 a été récoltée en 2021 et est sujette à l'influence de la pandémie de COVID-19 (à partir de février 2020). Certaines données, comme le revenu médian, sont peu représentatives de la réalité actuelle sur le territoire. Pour pallier cette lacune, le revenu médian de 2019 a été retenu. Les données ont été analysées par aires de diffusion pour permettre de faire ressortir des spécificités dans des secteurs précis, mais aussi à l'échelle des quartiers.

Le diagnostic fait ainsi état de l'évolution des données démographiques de l'arrondissement et de Montréal. Certaines données sont intéressantes pour nous éclairer quant à la vulnérabilité des populations qui habitent sur le territoire : l'évolution du nombre des ménages composés d'une seule personne, l'évolution du nombre des familles monoparentales, l'évolution du nombre des personnes âgées de plus de 65 ans, le nombre des ménages dédiant plus de 30 % de leurs revenus aux frais de logement et l'évolution du taux de scolarité, du taux de chômage et du taux d'immigration.

Données ouvertes de la Ville de Montréal

Les données des collisions routières de 2012 à 2021 ont été analysées pour faire état de l'évolution du nombre de collisions routières et des piéton-nés blessé-es. Les données des actes criminels entre 2015 et 2022 ont aussi été utilisées pour analyser l'évolution des crimes contre la propriété, des infractions entraînant la mort et des vols qualifiés.

Données du 311

Les requêtes au 311 depuis 2016 ont été analysées pour faire ressortir les problématiques d'aménagement qui font le plus souvent l'objet de plaintes.

Données du SPVM

Dans le but de documenter l'insécurité de la manière la plus objective possible, nous avons fait appel aux données recensées par le SPVM (notamment les PDQ 23 et 48). Ces données font état des événements dénoncés aux services policiers ayant eu lieu dans l'arrondissement au cours des cinq dernières années. Toutefois, elles sont à prendre avec précaution, puisque tous les événements criminels ne font pas l'objet de plaintes.

Collecte de données

Passation d'un questionnaire auprès de citoyen·nes du quartier

(voir Annexes A et B pour questionnaire et résultats)

Choix des thématiques

La collecte des données concernant le sentiment de sécurité dans l'arrondissement se base principalement sur les résultats d'un sondage. Celui-ci était organisé autour de cinq thématiques principales, à savoir : 1) l'identification du·de la répondant·e, 2) le sentiment de sécurité global, 3) la sécurité des biens, 4) la sécurité routière et 5) la violence. Le choix de ces thématiques a été influencé par la méthodologie utilisée lors du diagnostic de sécurité de 2015, réalisé par le programme en sécurité urbaine (autrefois Tandem MHM). Déjà en 2015, le choix d'évaluer la sécurité de l'arrondissement s'organisait autour des thématiques citées précédemment. Pour des raisons pratiques, il a été décidé de poursuivre dans cette direction afin d'obtenir des données comparables entre elles.

L'orientation prise dans l'évaluation de la sécurité de l'arrondissement est également influencée par l'expertise de L'Anonyme en termes de sécurité urbaine. Certains champs de la sécurité (ex. : sécurité alimentaire) ont donc été écartés dans l'analyse du diagnostic.

Outils de collecte de données

Comme précisé précédemment, le sondage s'est organisé autour de thématiques précises, à savoir : 1) l'identification du·de la répondant·e, 2) le sentiment de sécurité global des répondant·es, 3) la sécurité des biens, 4) la sécurité routière et 5) la violence. Au total, le sondage comportait 32 questions, dont les 30 premières étaient à choix multiples. Plusieurs de ces questions proposaient par ailleurs un espace pour permettre aux répondant·es d'apporter des précisions.

L'identification du·de la répondant·e

Les questions portaient sur le secteur où vit la personne, son genre, son groupe d'âge, son groupe ethnoculturel, son revenu annuel, le nombre d'enfants vivant dans son ménage, son état civil, son niveau de scolarité, son type d'habitation et, enfin, son activité principale (ex. : À quel genre vous identifiez-vous ? Homme / Femme / Non binaire / Préfère ne pas répondre).

Le sentiment de sécurité

Les questions cherchaient à mesurer le sentiment de sécurité des répondant·es dans leur quartier en abordant les priorités à traiter en termes de sécurité, les déplacements la nuit, la fréquentation des espaces publics, la satisfaction vis-à-vis de la surveillance policière et les réalités affectant le sentiment de sécurité (ex. : Globalement, je me sens en sécurité dans mon quartier. Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt en désaccord / Tout à fait en désaccord).

La sécurité des biens

Les questions cherchaient à mesurer le nombre de victimes d'introduction par effraction, de victimes de méfaits et la sécurité du domicile (ex. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été victime d'une introduction par effraction ? Oui / Non).

La sécurité routière

Les questions de cette section portaient sur les modes de déplacement les plus utilisés, la cohabitation entre les modes de transport et les comportements insécurisants sur la route, notamment en tant que piéton-ne (ex. Je suis satisfait-e de la cohabitation des différents modes de transport dans mon quartier. Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt en désaccord / Tout à fait en désaccord).

La violence

Ces questions mesuraient la crainte d'être victime d'une agression ou de violence (ex. : Je crains d'être victime d'une agression dans mon quartier. Beaucoup / Assez / Un peu / Pas du tout).

Diffusion du sondage

Le sondage s'adressait uniquement aux citoyen·nes de l'arrondissement. Afin de toucher le plus grand nombre de personnes, la diffusion du sondage s'est faite par le réseau d'organismes communautaires qui l'ont diffusé à leurs membres et dans leurs infolettres. La diffusion s'est majoritairement faite en ligne à travers les différents groupes Facebook couvrant la vie citoyenne de l'arrondissement. Ces types de diffusions expliquent le manque de réponses concernant le secteur de Mercier-Ouest étant donné que le réseau communautaire est moins présent et que les groupes Facebook pour ce quartier sont peu nombreux. Pour pallier ce déficit, des passant·es ont été interpellé·es dans des espaces stratégiques pour remplir des sondages en format papier, sur une tablette électronique ou à l'aide de leur cellulaire grâce à un code QR. Ces espaces étaient le parc de la Promenade-Bellerive, la bibliothèque Langelier, la fête de quartier dans Hochelaga-Maisonneuve, le Centre récréatif et communautaire (C.R.C.) Saint-Donat et Le Chic Resto Pop.

Portrait des répondant·es et biais liés au sondage

La diffusion du sondage dans l'arrondissement a permis la collecte de 648 réponses. L'échantillon était composé de 451 femmes, 183 hommes et 9 personnes non binaires (5 répondant·es ont préféré ne pas répondre). En lien avec le lieu de résidence, 320 répondant·es étaient situé·es dans Hochelaga-Maisonneuve, 107 dans Mercier-Ouest et 208 dans Mercier-Est (13 répondant·es ne l'ont pas indiqué). Au moment de la passation du questionnaire, la majorité des répondant·es étaient âgé·es de 25 à 40 ans (n=329), alors que 226 avaient de 41 à 65 ans, 59 avaient plus de 65 ans, et 24 avaient de 15 à 24 ans (10 répondant·es ne l'ont pas indiqué). La majorité des répondant·es au sondage avait un revenu annuel par ménage de plus de 100 000 \$ par année et ont rapporté avoir obtenu un diplôme universitaire. Notons finalement que les personnes ayant eu un intérêt pour le sondage sont majoritairement des personnes qui se sentent en sécurité dans leur quartier (n=448).

Une bonne représentativité de la population de l'arrondissement est difficilement atteignable dans le cadre d'un sondage avec un échantillon de convenance. Aussi, quelques difficultés ont été rencontrées pour rejoindre les populations âgées de plus de 65 ans ainsi que les jeunes de 14 à 24 ans.

Groupes de discussion avec des citoyen·nes du quartier

(voir Annexe C pour le plan d'atelier)

Afin de pallier le déficit de réponses pour certaines populations, il a été décidé de mener deux groupes de discussion regroupant des aîné·es (n=25), deux groupes regroupant des jeunes (n=15) et un groupe regroupant des personnes vulnérabilisées (n=6). Au total, 46 personnes ont participé à l'un ou l'autre des groupes organisés dans Hochelaga-Maisonneuve et Mercier-Est. Malgré la volonté de L'Anonyme et des organismes communautaires de Mercier-Ouest, des enjeux logistiques et météorologiques ont empêché la réalisation des groupes de discussion dans ce quartier.

Tableau 1. Organisation des groupes de discussion

| Organismes | Quartiers | Populations visées | Dates | Nombre de participant·es |
|-----------------------------|-----------------------|---|------------------|--------------------------|
| Résolidaire | Hochelaga-Maisonneuve | Aîné·es plus de 65 ans | 14 décembre 2022 | 20 |
| L'Anonyme | Hochelaga-Maisonneuve | Personnes en situation de vulnérabilité | 12 janvier 2023 | 6 |
| PITREM | Mercier-Est | Jeunes de 15 à 24 ans | 7 décembre 2022 | 6 |
| École Louise-Trichet | Mercier-Est | Jeunes de 15 à 24 ans | 11 janvier 2023 | 9 |
| Le Chez-Nous de Mercier-Est | Mercier-Est | Aîné·es plus de 65 ans | 9 janvier 2023 | 5 |

Le tableau ci-dessus revient sur l'organisation de l'ensemble des groupes de discussion, qui se sont déroulés durant les mois de décembre 2022 et de janvier 2023.

Déroulement des groupes de discussion

Les groupes de discussion se sont déroulés en suivant trois étapes. Dans un premier temps, les participant·es étaient invité·es par deux employées de L'Anonyme à écrire l'ensemble des comportements, des aménagements et des lieux pouvant être insécurisants dans leur quartier. Dans un deuxième temps, l'équipe animait une conversation avec les participant·es afin d'en apprendre davantage sur les raisons de ce sentiment. Le même processus était appliqué aux lieux publics sécurisants dans le quartier. Enfin, dans un troisième temps, les participant·es étaient invité·es à proposer des aménagements et des actions à prioriser pour renforcer le sentiment de sécurité et contribuer à leur réappropriation de l'espace public.

Entrevues semi-dirigées avec des intervenant-es

(voir Annexe D pour le plan d'entrevues)

Parallèlement au sondage diffusé à la population de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et des groupes de discussion, des entretiens semi-dirigés ont été réalisés avec trois intervenant-es de L'Anonyme œuvrant dans les trois quartiers de l'arrondissement. L'objectif de ces entretiens était de mettre en lumière les enjeux propres à chaque quartier, du point de vue d'intervenant-es qui observent quotidiennement les dynamiques sur le terrain et interviennent auprès de l'ensemble des citoyen-n-es. Ces entretiens ont permis de connaître leur sentiment de sécurité en tant qu'intervenant-e et de mettre en exergue les potentielles problématiques associées au sentiment de sécurité des personnes auprès desquelles ils/elles interviennent.

Passation d'un questionnaire auprès d'intervenant-es

(voir Annexe E pour le questionnaire et les résultats)

La diffusion d'un sondage court auprès des intervenant-es et des travailleur-euses de rue de l'ensemble de l'arrondissement s'est fait à travers notre réseau d'organismes communautaires. Ce sondage spécifique aux intervenant-es a récolté 18 réponses avec 42 % de réponses provenant de Mercier-Est, 37 % de réponses provenant de Mercier-Ouest et 21 % de réponses provenant d'Hochelaga-Maisonneuve. Ce sondage visait à connaître le sentiment de sécurité des intervenant-es dans l'exercice de leur métier, mais aussi de mieux connaître le taux de fréquentation des espaces publics par les personnes avec lesquelles ils/elles interviennent. Les données colligées dans ce contexte ont contribué à faire l'état des lieux publics les plus insécurisants.

Considérations générales

Les données récoltées sont influencées par la temporalité et les événements

Saison, moment de la journée


Il est essentiel de rappeler que l'espace-temps dans lequel s'est réalisé le diagnostic local de sécurité de l'arrondissement comporte des biais d'interprétation. En effet, la grande partie de la collecte de nos données s'est déroulée entre octobre 2022 et janvier 2023. Les groupes de discussion ont été menés durant la période des Fêtes de décembre 2022 à janvier 2023, limitant ainsi le nombre de participant-es. La mobilisation des citoyen-n-es s'est faite dans des conditions non optimales (période des Fêtes, début de l'hiver et tempête de neige). La majorité des participant-es intéressé-es par la réalisation de ces ateliers rencontrait souvent des enjeux liés à leur sentiment de sécurité dans l'espace public.

Chocs

Le contexte de la réalisation du diagnostic de sécurité est aussi à prendre avec beaucoup de prudence. La vie d'un individu peut être marquée par des expériences éprouvantes qui peuvent avoir un impact de courte ou de longue durée sur son propre

sentiment de vulnérabilité. Une situation peut susciter un écho d'autant plus grand qu'elle touche l'individu-e à un moment de sa vie où elle/il est déjà fragilisée-e (Fondation Roi Baudouin, 2006). C'est le cas, par exemple, pour le quartier Mercier-Est, qui a subi des faits de violence armée au début de l'année scolaire 2022-2023. Ces événements ont probablement influencé les réponses au sondage et orienté les discussions lors de la réalisation des groupes de discussion.





La section sur l'état des lieux propose de brosser un portrait succinct de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, d'abord pour établir une base commune des caractéristiques environnementales et sociales du territoire et ensuite pour mettre en contexte les enjeux qui seront abordés dans la section suivante.

Il y sera présenté les caractéristiques liées à l'environnement urbain, au contexte démographique et socioéconomique ainsi que les acteur·rices et les initiatives en présence sur le territoire. L'arrondissement sera d'abord évoqué dans sa globalité, puis il s'agira de mettre en avant les contextes et les dynamiques propres à chacun des quartiers.

État des lieux



Hochelaga-Maisonneuve

Description et localisation

Hochelaga-Maisonneuve est un quartier vivant et attractif. Sa desserte en transports en commun, l'abordabilité de ses logements et sa localisation entre les quartiers centraux et l'est de l'île lui confèrent des atouts majeurs. Il est situé à l'ouest de l'arrondissement et partage sa frontière avec l'arrondissement Ville-Marie. Le quartier est structuré par la rue Sherbrooke Est au nord, la friche de la Compagnie des Chemins de fer nationaux du Canada à l'est, la rue Notre-Dame Est au sud et par le chemin de fer Canadien Pacifique à l'ouest.

Il s'agit d'un quartier principalement résidentiel, mis à part le secteur au sud de la rue Notre-Dame Est, dédié aux installations portuaires. La portion sud-ouest du quartier, soit environ le tiers du quartier, est touchée par le programme de Revitalisation urbaine intégrée (RUI). Ce programme est pris en charge par La Table de Quartier d'Hochelaga-Maisonneuve (LTQHM) et a pour but d'améliorer les conditions de vie et le cadre physique du secteur nommé (LTQHM, s.d.).

Transport et mobilité

Dans l'arrondissement, Hochelaga-Maisonneuve est le quartier le mieux desservi par le réseau de transports en commun. Il compte sur son territoire les stations de métro Préfontaine, Joliette, Pie-IX et Viau ainsi que plusieurs lignes d'autobus. La portion sud-est desservie par une piste cyclable qui longe la rue Notre-Dame Est et qui traverse la ville d'est en ouest. Plusieurs autres pistes cyclables traversent le quartier en direction nord-sud. La population du quartier d'Hochelaga-Maisonneuve utilise davantage les moyens de transport alternatifs à la voiture.

Institutions scolaires

En ce qui concerne les institutions, on retrouve le Collège de Maisonneuve au sud de la rue Sherbrooke Est dans la portion nord du quartier. Il est situé entre les stations de métro Joliette et Pie-IX. Le quartier compte sept écoles primaires et deux écoles secondaires, une école spécialisée et deux centres de formation aux adultes :

 École primaire Baril

 École primaire Notre-Dame-de-L'Assomption

 École primaire Sainte-Jeanne-d'Arc

 École primaire Saint-Nom-de-Jésus

 École primaire Maisonneuve

 École primaire Saint-Clément

 École primaire Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle

■ École secondaire Chomedey-De Maisonneuve

■ École secondaire Eulalie-Durocher

■ École spécialisée Irénée-Lussier

■ École des métiers de la construction de Montréal

■ Centre Hochelaga

Il faut également noter que le Cégep du Vieux Montréal et l'Université du Québec à Montréal (UQAM) sont accessibles en transport en commun en moins de 30 minutes. Les services offerts en matière de transport en commun ainsi que la proximité avec les institutions scolaires sont considérés comme de grands atouts, notamment aux yeux de la population étudiante.

Parcs et places publiques

Le quartier comprend plusieurs parcs de quartier et places publiques. Le parc Lalancette, encadré des rues Hochelaga, de Rouen, Nicolet et Bourbonnière, a connu plusieurs améliorations au cours des dernières années et connaît une popularité croissante, tout comme le parc Morgan, situé au sud du quartier. Ces parcs sont fortement achalandés, particulièrement durant la saison estivale et sont fréquentés par une communauté animée des plus diversifiées.

Le square Dézéry, localisé à l'angle des rues Sainte-Catherine Est et Dézéry, est situé sur le territoire du programme de Revitalisation urbaine intégrée (RUI). C'est un des comités de la Table de Quartier de Hochelaga-Maisonneuve (LTQHM) qui est chargé d'animer et de rendre plus attractif ce lieu.

La Promenade Ontario est aussi un lieu vivant du quartier, particulièrement en été lorsqu'elle est piétonnisée entre le boulevard Pie-IX et la rue Dézéry. La rue est traversée par la Place Valois, qui est entourée de restaurants et de cafés. L'intersection Ontario Est et Valois a récemment fait l'objet de rénovations pour accueillir une nouvelle Zone de rencontre. Les nouveaux aménagements ont pour but de prioriser les usager·ères du transport actif (piéton·nes et cyclistes) en leur offrant la priorité à cette intersection. Cette Zone fonctionne sur le principe d'une rue partagée, la circulation automobile est permise, mais la circulation piétonne est favorisée.

Modes d'habitation

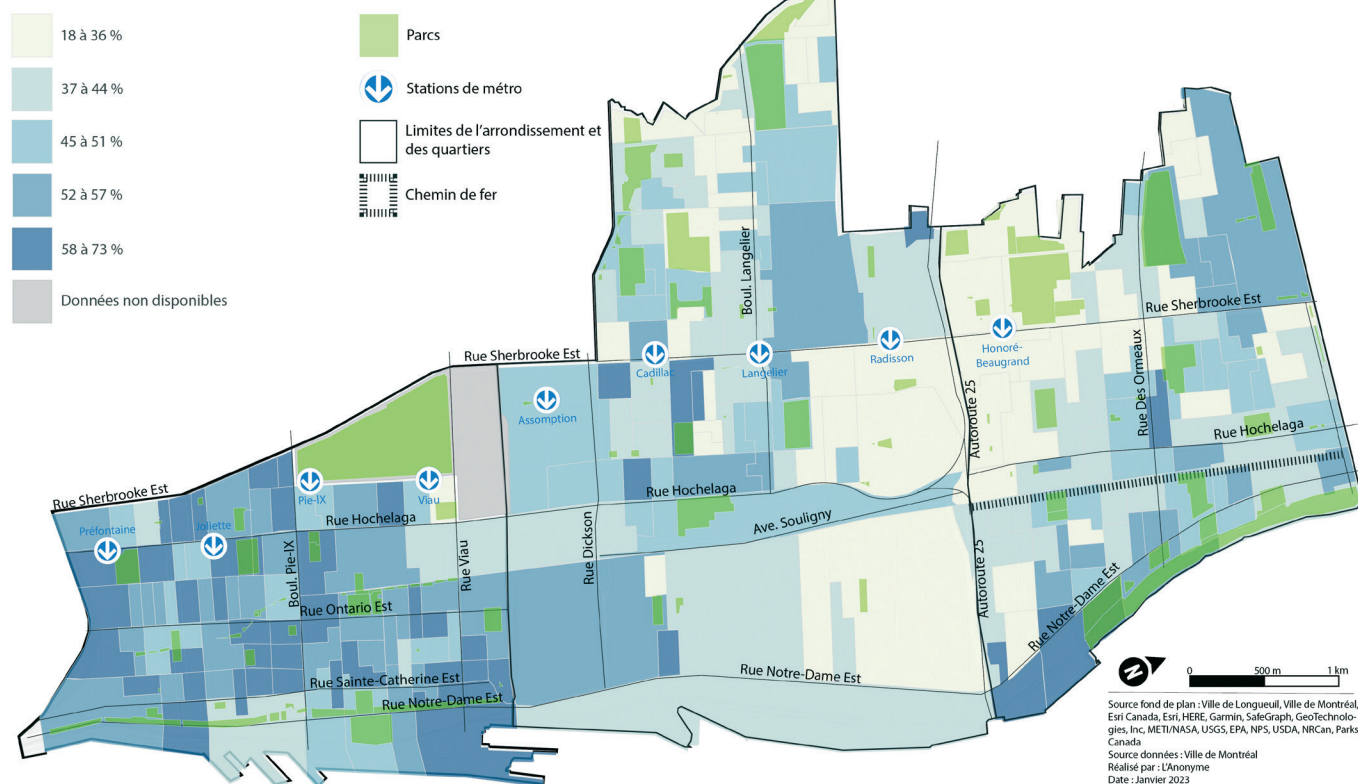
La proportion des ménages locataires est plus élevée dans Hochelaga-Maisonneuve que dans les autres quartiers. Ce sont 72 % des ménages qui sont locataires, comparativement à 66 % dans Mercier-Ouest et 57 % dans Mercier-Est. Ces ménages sont principalement localisés dans la portion sud-ouest du quartier. En ce qui concerne les propriétaires occupant·es, la plus forte concentration est localisée entre le boulevard Pie-IX et les rues Hochelaga, de Rouen et Viau (voir Annexe F - Carte 1).

C'est également ce secteur qui est touché par une plus forte concentration de nouvelles constructions depuis 2015. En effet, les données illustrées sur la carte des nouvelles constructions depuis 2011 (voir Annexe F - Carte 2) démontrent que cette zone est particulièrement touchée par la construction de nouveaux logements, pour plusieurs de type condominium.

Une autre particularité du quartier est liée à la mobilité résidentielle. L'analyse des données sur la mobilité résidentielle des cinq dernières années démontre qu'Hochelaga-Maisonneuve est le quartier où il y a la plus forte concentration de résident-es qui ont déménagé durant cette même période. C'est presque la majorité des secteurs du quartier qui sont touchés par une concentration de 50 % et plus de mobilité résidentielle depuis les cinq dernières années. Ce phénomène pourrait, en partie, s'expliquer par la plus grande mobilité résidentielle de la population étudiante.

Carte 2 : Mobilité résidentielle des 5 dernières années, 2021

MOBILITÉ RÉSIDENTIELLE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, 2021



Mercier-Ouest

Description et localisation

Le quartier de Mercier-Ouest se scinde en deux types d'occupation, un secteur résidentiel au nord et un secteur industriel au sud. Le quartier est situé dans le centre de

l'arrondissement entre Hochelaga-Maisonneuve et Mercier-Est, à l'ouest de l'Autoroute 25. Il est caractérisé par la présence de plusieurs grands espaces institutionnels comme Le Repos Saint-François d'Assise, L'Institut universitaire en santé mentale (autrefois l'Hôpital Louis-H. Lafontaine) et Garnison Montréal (autrefois la base militaire de Longue-Pointe). Des espaces commerciaux (Place Versailles) et industriels (Port de Montréal, Secteurs Assomption Nord et Sud) sont également à prendre en compte. La présence de ces zones a pour effet de fragmenter les secteurs habités du quartier en unités enclavées qui présentent de nombreux défis en matière de sentiment d'appartenance et d'offre de services de proximité.

Le quartier est subdivisé horizontalement en trois secteurs, soit Guybourg au Sud, Longue-Pointe au centre et Louis-Riel au Nord. Les secteurs au nord de l'avenue Souigny sont principalement résidentiels, alors que les secteurs à l'ouest et au sud sont touchés par plusieurs projets d'envergure. Deux secteurs sont actuellement touchés par des Programmes particuliers d'urbanisme (PPU), le secteur Assomption Nord (entre les rues Sherbrooke Est, Dickson, Hochelaga et Viau) et le secteur de Radisson (qui vise plus particulièrement les abords de la station de métro Radisson et de la Place Versailles). Le secteur Assomption Sud ainsi que la majorité du territoire au sud de l'avenue Souigny jusqu'à la limite du quartier sont touchés par le projet d'Écoparc industriel de la Grande-Prairie. Ce secteur est aussi celui de la RUI, qui, contrairement aux RUI de Hochelaga et Mercier-Est, est financée à même les budgets de l'arrondissement. Plus particulièrement, un projet d'entrepôt et de transbordement en lien avec les activités portuaires inquiète les citoyen·nes riverain·es (Ville de Montréal, 2019). Le projet est confronté à une forte opposition sociale depuis le début des démarches. Les citoyen·nes émettent des inquiétudes face aux impacts environnementaux et aux nuisances que produiront le camionnage et les activités, qui seront en cours 24 heures sur 24. Ces nuisances impliquent de la pollution sonore et atmosphérique pouvant impacter le sentiment de sécurité des citoyen·nes riverain·es et faire en sorte qu'ils/elles se sentent moins à l'aise dans le quartier.

Transport et mobilité

Le quartier est traversé par les rues Sherbrooke Est, Hochelaga et Notre-Dame Est et par l'avenue Souigny, qui sont d'importantes voies de circulation. La rue Dickson, le boulevard Langelier et l'Autoroute 25, qui traversent le quartier en direction nord-sud, sont également des voies de transit importantes.

Les abords de la rue Sherbrooke Est se trouvent toutefois bien desservis par le service de métro ; le quartier peut compter sur les stations de métro Assomption, Cadillac, Langelier et Radisson. La portion au sud de la rue Sherbrooke Est est principalement desservie par des lignes d'autobus et des pistes cyclables.

Institutions scolaires

Mercier-Ouest héberge deux écoles secondaires, cinq écoles primaires francophones, une école primaire anglophone, une école spécialisée et un centre de formation pour adultes :

■ École primaire Guillaume-Couture

■ École primaire Louis-Dupire

■ École primaire Notre-Dame-des-Victoires

■ École primaire Saint-Donat

■ École primaire Saint-Fabien

■ École primaire anglophone Edward Murphy

■ École secondaire Édouard-Montpetit

■ École secondaire Louis-Riel

■ École spécialisée Rosalie-Jetté

■ Centre Tétreaultville

Sur l'avenue Pierre-de Coubertin, à l'angle de la rue Duquesne se trouvent à la fois l'école secondaire Édouard-Montpetit et l'école primaire Louis-Dupire. Dans le secteur Louis-Riel, au nord de la rue Sherbrooke Est, on retrouve notamment l'école secondaire Louis-Riel et, à proximité, l'école primaire Guillaume-Couture.

Parcs et places publiques

Il existe une différence considérable en termes de parcs entre le nord et le sud du quartier. Le nord de la rue Sherbrooke Est, plus particulièrement à l'ouest du boulevard Langelier, est une zone qui se trouve bien desservie : on y retrouve les parcs Félix-Leclerc, Francesca-Cabrini, Louis-Riel et Pierre-Bédard. Au sud de la rue Sherbrooke Est, la superficie d'espaces verts diminue fortement. Comme il a été mentionné, une grande partie de ce secteur est touchée par un projet d'Écoparc industriel, qui pourrait avoir comme impact d'augmenter les îlots de chaleur déjà présents dans cette portion du quartier (Luc Gallant, *Le Devoir*, 2022). Mis à part la rue Sherbrooke Est, qui est animée de plusieurs restaurants, ainsi que le centre commercial Domaine aux abords de la station de métro Langelier, le quartier ne possède pas de place publique ou de rue commerciale à proprement dit.

Modes d'habitation

Dans Mercier-Ouest, le total des ménages locataires est de 66 %. Les données révèlent que les propriétaires occupant-es sont localisé-es en plus forte concentration dans la portion au nord et particulièrement à l'ouest de l'Autoroute 25 (voir Annexe F - Carte 1). En ce qui concerne la construction de nouveaux logements, c'est dans le secteur Assomption Nord (touché par le PPU) que s'est vu développer la plus grande concentration de logements (voir Annexe F - Carte 2).

Mercier-Est

Description et localisation

Le quartier Mercier-Est est localisé dans la portion est de l'arrondissement, traversé par les rues Sherbrooke Est, Hochelaga et Notre-Dame Est en direction est-ouest et par l'Autoroute 25 et les rues des Ormeaux et Georges V en direction nord-sud. Il s'agit d'un quartier principalement résidentiel et sa dynamique urbaine se rapproche plus de celle de l'est de la ville, qui connaît beaucoup moins d'animation, que son quartier voisin le plus à l'ouest.

Toute la portion au sud de la rue Hochelaga est touchée par un programme de Revitalisation urbaine intégrée (RUI). C'est la première RUI à avoir été mise en place dans l'arrondissement, octroyée dans le cadre régional des RUI.

Transport et mobilité

Le quartier est celui qui est actuellement le moins bien desservi par les services de transport en commun. Sa localisation dans la portion est de l'île marque également la fin de la ligne verte du métro avec la station Honoré-Beaugrand, qui est située au commencement du quartier.

Ainsi, 55 % de la population se déplace en automobile. Cette proportion est supérieure à la moyenne de l'arrondissement, qui est de 45 %. Les citoyen-nés de Mercier-Est utilisent généralement moins les transports en commun et les transports actifs que le reste de l'arrondissement (Recensement de la population 2016, Statistique Canada).

Institutions scolaires

Ce sont huit écoles primaires, deux écoles secondaires publiques, une école secondaire privée, trois écoles pour les élèves à besoins particuliers qui se trouvent sur le territoire de Mercier-Est. Ces écoles se retrouvent majoritairement dans la portion la plus au nord :

■ École primaire Armand-Lavergne

■ École primaire Boucher-De La Bruère

■ École primaire La Vérendrye

■ École primaire Philippe-Labarre

■ École primaire Saint-François-d'Assise

■ École primaire Saint-Justin

■ École primaire Sainte-Claire

■ École primaire Sainte-Louise-de-Marillac

■ Académie Dunton (secondaire publique)

■ Collège Mont-Royal (secondaire privée)

■ École secondaire Louise-Trichet (secondaire publique)

■ Centre d'adaptation scolaire

■ École spécialisée Irénée-Lussier (annexe)

■ École spécialisée La Lancée

Parcs et places publiques

La portion sud de Mercier-Est est bordée par le parc de la Promenade-Bellerive, qui fait partie du réseau des grands parcs de la Ville de Montréal et qui longe le fleuve Saint-Laurent. La Promenade-Bellerive est un grand espace vert qui offre une variété d'installations, tant pour les jeunes que les personnes plus âgées. L'arrondissement y a récemment aménagé un planchodrome. C'est la Société d'animation de la Promenade-Bellerive qui s'occupe d'animer le parc. Autrement, le quartier comprend d'autres parcs de quartier, dont le parc Thomas-Chapais, qui inclut un boisé.

Sur la rue Hochelaga entre les rues Paul-Pau et Curatteau et sur la rue des Ormeaux entre la rue Sainte-Claire et l'avenue Souigny, on retrouve principalement des commerces d'achats courants de proximité. Les services de restauration et de divertissement existent, mais ils sont moindres. Le taux de commerces tendrait à diminuer, en 2017, 21 % des commerces du territoire de l'Association des Commerçants de Tétéreaultville étaient vacants, alors qu'en 2019, le taux était à 13 %. Plusieurs actions sont mises en place depuis 2017 pour tenter de revitaliser le quartier comme l'installation d'une terrasse collective, des espaces publics et des carrés d'arbres (Table de quartier Solidarité Mercier-Est, 2021a).

Modes d'habitation

C'est dans Mercier-Est que l'on retrouve la plus forte concentration de propriétaires occupant-es dans l'arrondissement. En 2021, c'est 57 % des ménages du quartier qui étaient locataires, alors que 43 % étaient propriétaires (Statistique Canada, 2021). Comme il est possible de l'observer sur la carte des propriétaires occupant-es, la vaste majorité du territoire présente une concentration de 25 % et plus de propriétaires occupant-es. Ce sont les extrémités nord-ouest et nord-est qui présentent la concentration la plus élevée, avec un taux qui se situe entre 60 et 88 %.

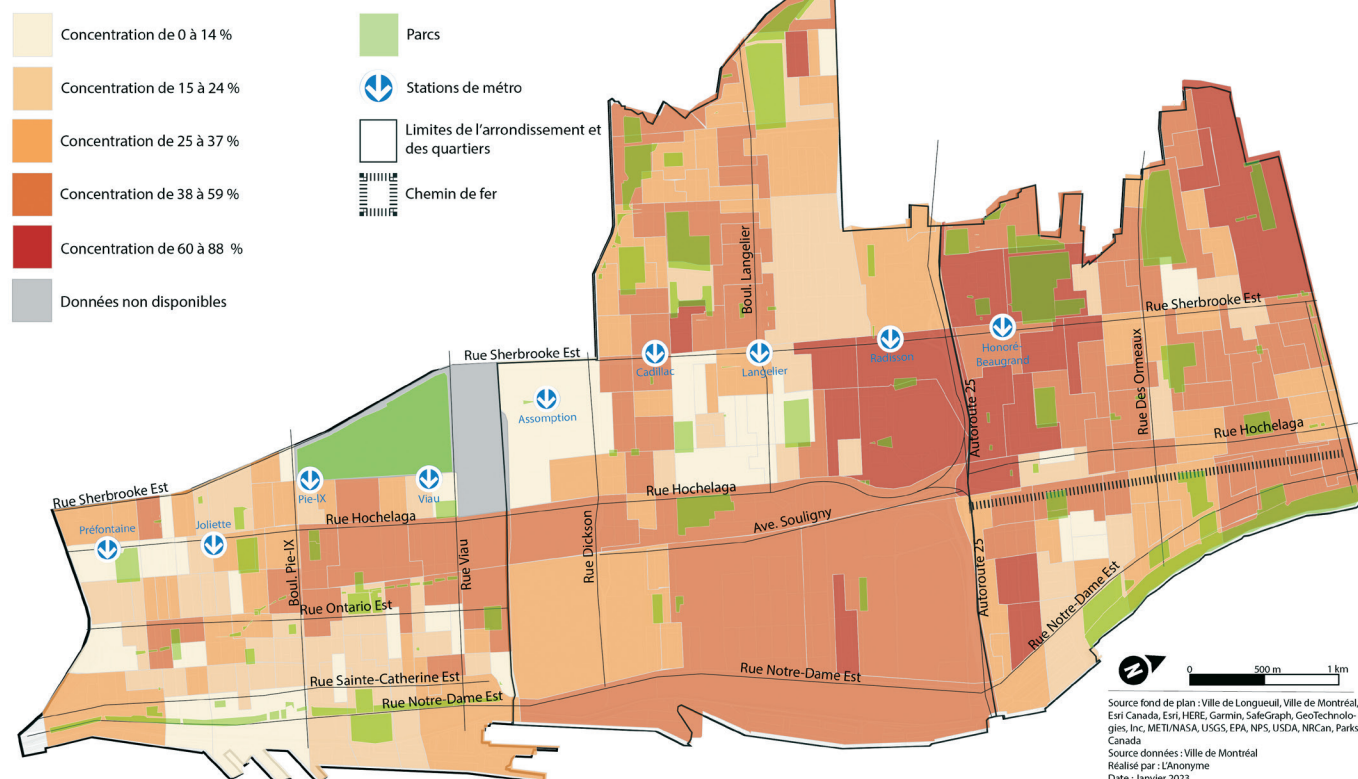
La portion nord-est est un secteur résidentiel en développement depuis plusieurs années. On y voit apparaître de plus en plus d'habitations (de type condominium, coopératives d'habitations, résidences privées pour aîné-es, etc.). La carte des nouvelles constructions (voir Annexe F - Carte 2) permet de mieux visualiser les principaux secteurs de développement au sein de l'arrondissement.

Le fait que ce secteur soit en construction depuis quelques années pourrait expliquer, du moins en partie, une plus forte concentration de mobilité résidentielle pour la période des cinq années précédentes (voir Annexe F - Carte 3). Le projet du Faubourg Contrecoeur

a notamment permis de faire évoluer la population du quartier en permettant à de jeunes familles d'accéder à la propriété (Table de quartier Solidarité Mercier-Est, 2021b).

Carte 3 : Propriétaires occupant-es, 2021

CONCENTRATION DES PROPRIÉTAIRES OCCUPANT-ES, 2021



Les réalités démographiques et socioéconomiques

Les données qui seront présentées dans cette section sont issues des recensements de la population effectués en 2021, 2016 et 2011. On compte 146 848 résident-es dans l'arrondissement au dernier recensement pour une superficie de 25,4 km², ce qui représente une densité de population au km² de 5781 résident-es.

Hochelaga-Maisonneuve

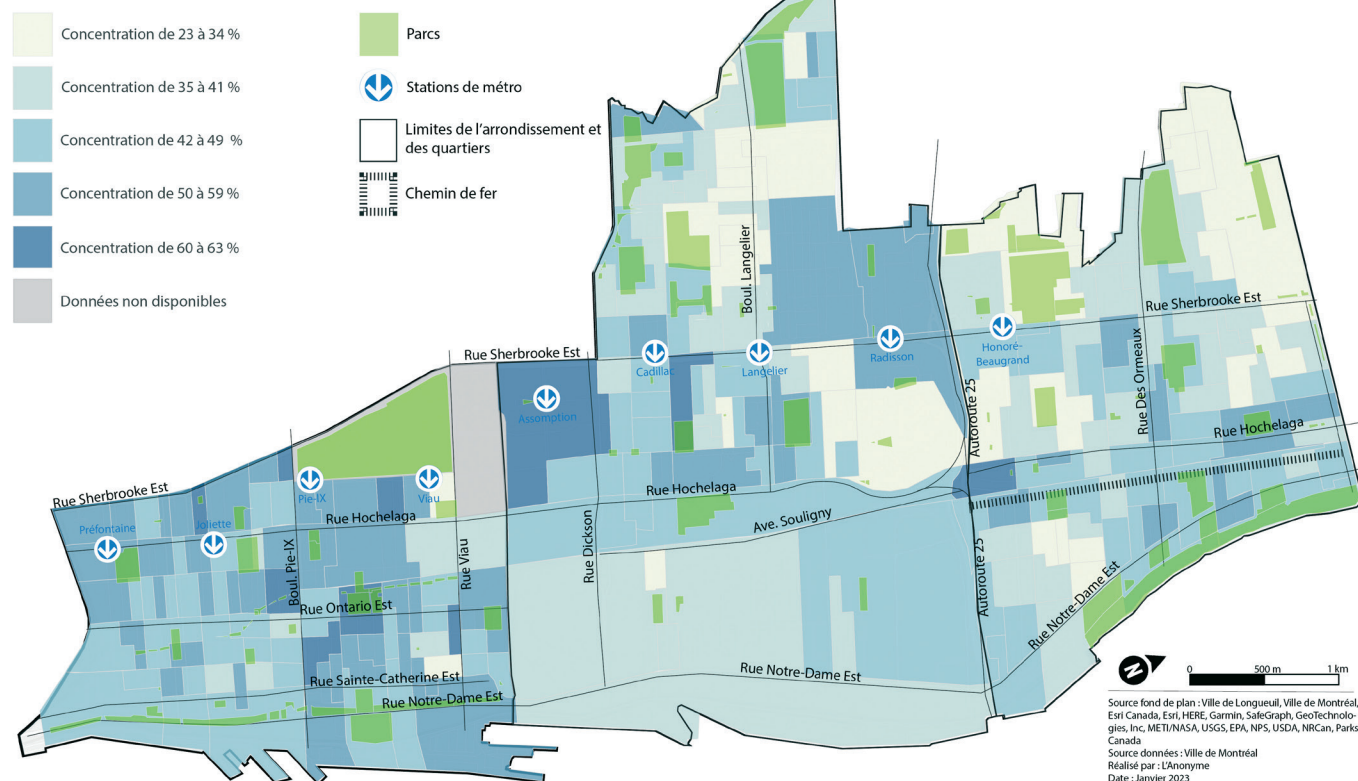
Les données démographiques

Hochelaga-Maisonneuve est le quartier le plus densément peuplé de l'arrondissement. Le nombre de résident-es en fait le quartier le plus peuplé de l'arrondissement : on y

comptait 54 769 personnes lors du recensement de 2021. Le quartier est principalement habité par des ménages d'une seule personne, qui composent 52 % de l'ensemble des ménages (Statistiques Canada, 2022). Le sentiment d'appartenance de ses résident-es y est très fort. En effet, nos présences sur le terrain et notre proximité avec plusieurs acteur·rices varié·es du quartier nous permettent d'affirmer qu'une partie considérable des résident-es est très attachée à son quartier ou son secteur.

Carte 4 : Concentration des personnes vivant seules, 2021

CONCENTRATION DES PERSONNES VIVANT SEULES, 2021



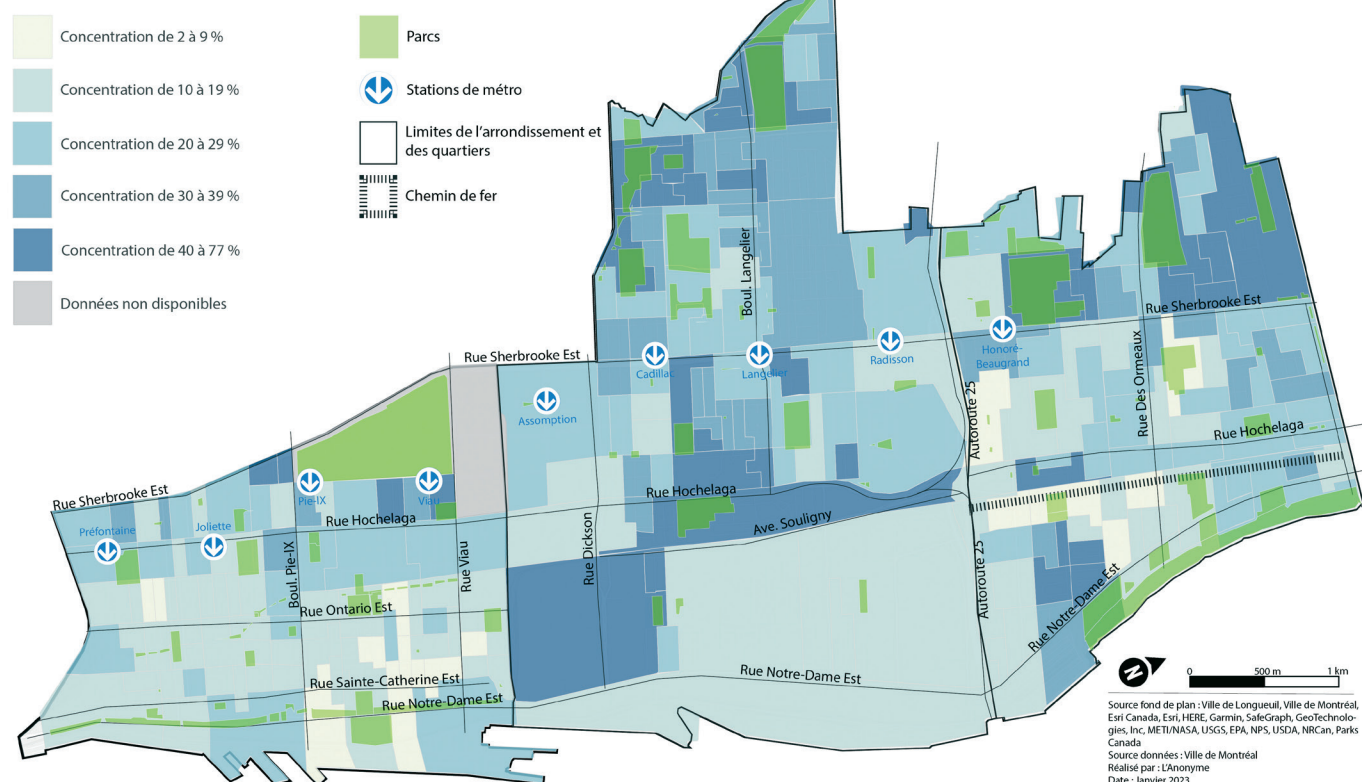
La population d'Hochelaga-Maisonneuve est relativement jeune en comparaison avec les quartiers voisins. C'est le quartier où l'âge médian serait le plus bas, soit 36 ans. Par ailleurs, c'est également dans ce quartier qu'il y a le moins d'enfants âgés de 0 à 14 ans et de personnes âgées de 65 ans et plus. Ces populations représentent chacune 11 % de la population du quartier (pour un total de 22 % de la population) (voir Annexe F - Cartes 5 et 6).

Les familles monoparentales sont concentrées dans le sud du quartier, entre les rues Ontario Est et Notre-Dame Est. Cette concentration varie entre 33 et 73 % selon le secteur (voir Annexe F - Carte 7). En ce qui a trait aux populations identifiées comme minorités visibles¹, c'est dans HM que la concentration est la plus basse (21 % comparativement

¹ L'expression « minorités visibles » est celle utilisée par Statistiques Canada, à laquelle L'Anonyme préfère « population racisées » ou « populations minorisées ». Toutefois, dans un souci de rapporter les données de façon à représenter le contexte dans lequel elles ont été colligées, nous conserverons ici les termes choisis par Statistiques Canada.

Carte 7 : Concentration de la population issue de minorité visible⁴, 2021

CONCENTRATION DE LA POPULATION ISSUE DE MINORITÉ VISIBLE *, 2021



* L'expression « minorités visibles » est celle utilisée par Statistiques Canada, à laquelle L'Anonyme préfère « population racialisées » ou « populations minorisées ». Toutefois, par souci de rapporter les données de façon à représenter le contexte dans lequel elles ont été colligées, nous conservons ici les termes choisis par Statistiques Canada.

Les données socioéconomiques

Les données révèlent que la proportion de la population ayant un faible revenu est restée stable ou a connu une augmentation par rapport à 2016. Un secteur semble toutefois avoir connu une diminution de la proportion de ménages ayant un faible revenu, localisé à l'est du boulevard Langelier.

En ce qui concerne la proportion des ménages consacrant plus de 30 % de leurs revenus pour se loger, elle s'élevait à 10 % en 2021. Ces ménages sont localisés dans les mêmes secteurs où la concentration de personnes âgées est plus importante, soit le secteur Assomption Nord et le secteur situé au nord de la rue Sherbrooke Est, près de l'Autoroute 25 (voir Annexe F - Cartes 11 et 6).

⁴ *Idem.*

Mercier-Est

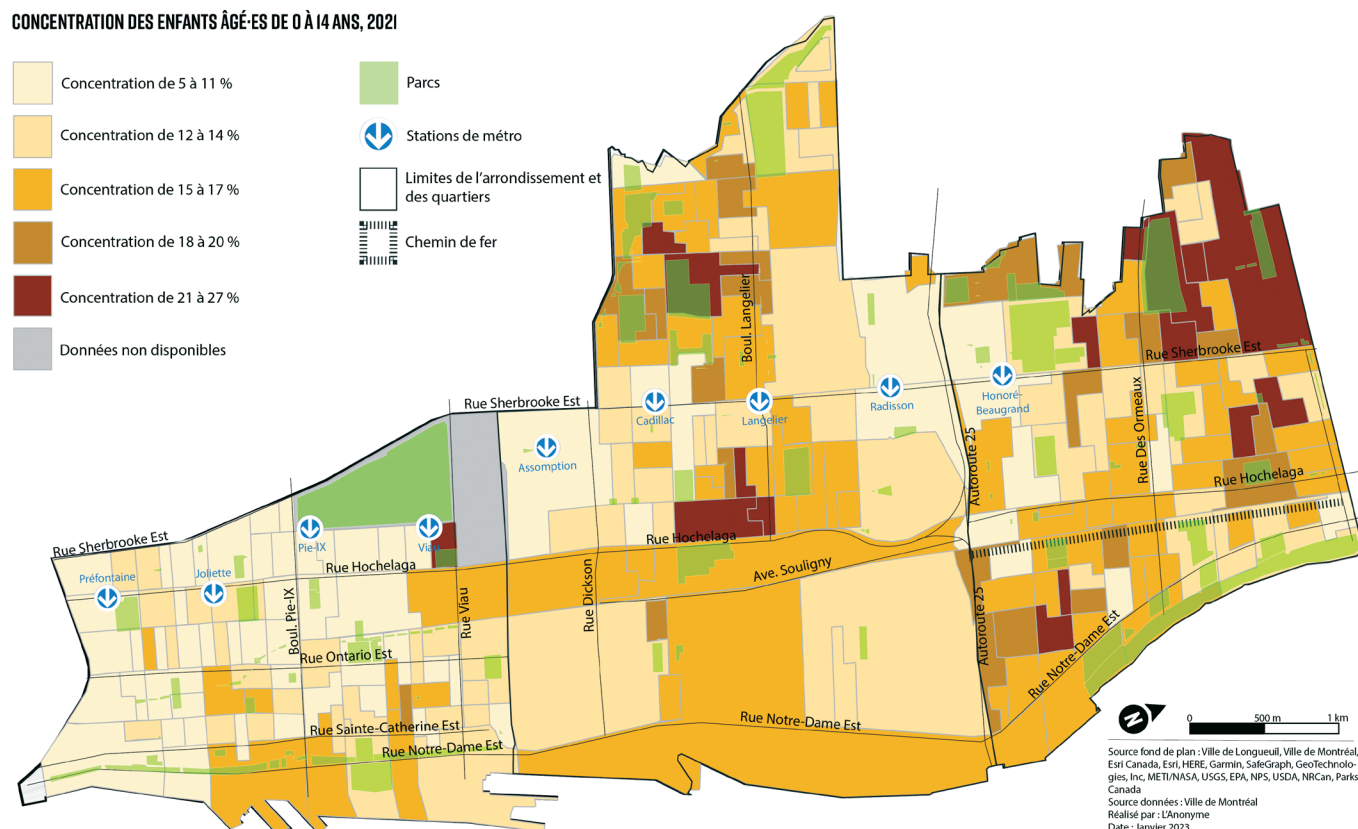
Les données démographiques

Mercier-Est était habité par 48 000 résident·es en 2021, faisant de lui le deuxième quartier le plus peuplé de l'arrondissement. La population de Mercier-Est a connu un bond de 12 % par rapport à 2011, la plus importante augmentation dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

L'âge médian y est de 42 ans. C'est dans Mercier-Est que la concentration d'enfants de 0 à 14 ans est la plus importante par rapport aux autres quartiers de l'arrondissement. Les enfants de cette tranche d'âge sont particulièrement nombreux·euses dans les portions nord-est et sud-ouest du quartier. Les personnes âgées de 65 ans et plus représentaient quant à elles 18 % de la population totale en 2021, données qui sont demeurées stables depuis 2011 (voir Annexe F – Carte 6).

Carte 8 : Concentration des enfants âgés de 0 à 14 ans, 2021

CONCENTRATION DES ENFANTS ÂGÉS DE 0 À 14 ANS, 2021



Les familles monoparentales, comme pour l'ensemble de l'arrondissement, sont concentrées dans les secteurs au sud de la rue Hochelaga (voir Annexe F - Carte 7). Les personnes identifiées comme minorités visibles⁵ représentent une proportion

⁵ Idem.

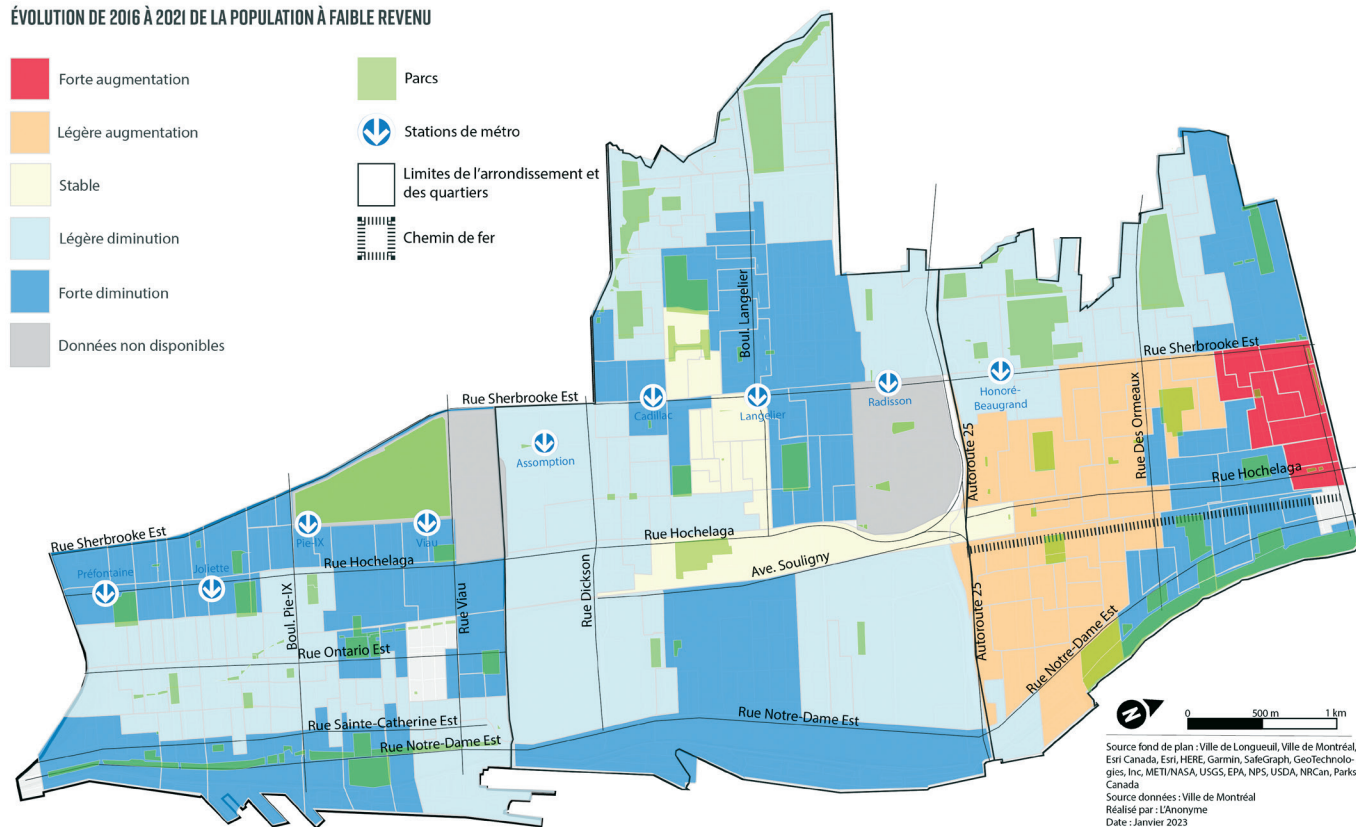
importante des résident·es du quartier avec 28 % de l'ensemble de la population. Ces personnes sont localisées en plus grand nombre au nord de la rue Sherbrooke Est aux abords de la limite est du quartier.

Les données socioéconomiques

Certains secteurs du quartier ont connu une légère ou une forte augmentation de la proportion de ménages à faible revenu. Parmi ces secteurs, on retrouve la portion centrale du quartier et les abords de la limite est du quartier. Le revenu annuel médian des ménages est le plus élevé dans l'arrondissement, atteignant un peu plus de 36 000 \$ en 2019 (voir Annexe F - Carte 10). En ce qui a trait aux ménages qui consacrent 30 % et plus de leurs revenus aux frais de logement, ils sont surtout localisés aux abords de la rue des Ormeaux et au sud de la rue Hochelaga (voir Annexe F - Carte 11).

Carte 9 : Évolution de 2016 à 2021 de la population à faible revenu

ÉVOLUTION DE 2016 À 2021 DE LA POPULATION À FAIBLE REVENU



Initiatives existantes et acteurs en présence

Initiatives liées à la sécurité urbaine dans MHM

Plusieurs initiatives locales exercent une influence sur le sentiment de sécurité des citoyen·nes de l'arrondissement (voir liste des initiatives, Annexe G). Nous brossons ici un portrait non exhaustif des différents projets, aménagements, actions et interventions déployés dans l'arrondissement et qui ont un effet bénéfique sur la sécurité (objective et subjective) de la population.

Aménagements sécuritaires

Plusieurs initiatives comme le verdissement, l'aménagement de ruelles vertes, les murales et les terrasses collectives contribuent à rendre les lieux agréables et plus sécuritaires. Ces actions permettent également de mobiliser la participation des citoyen·nes dans l'aménagement des espaces qu'elles/ils fréquentent. Un des défis est d'inclure toutes les populations dans les réflexions pour que les projets soient plus inclusifs et reflètent les besoins de tou·tes en matière de sécurité.

Y'a QuelQu'un l'aut'bord du mur (YAM) porte un projet pour l'embellissement des murs des bâtiments avec des projets de murales. Ces projets d'une grande envergure artistique occupent le plus souvent des espaces donnant sur des ruelles qui peuvent être une source d'insécurité. Dans un sondage de 2008, deux jeunes répondant·es sur cinq considéraient les ruelles comme un lieu qui les expose au danger (CJM, 2009).

Les tables de quartiers sont porteuses des programmes de Revitalisation urbaine intégrée (RUI) qui visent entre autres à faire de certains secteurs ciblés des lieux plus attrayants et sécuritaires. Elles peuvent y organiser des actions pour animer et adapter les lieux, ainsi que planifier des consultations citoyennes afin de répondre aux préoccupations et aux besoins de ses résident·es.

Lorsque des enjeux ont un impact sur le sentiment de sécurité des personnes, le programme en sécurité urbaine de L'Anonyme peut être appelé à mobiliser les acteur·rices et les citoyen·nes afin d'organiser des marches exploratoires. Cela permet de faire une analyse des lieux en fonction des perceptions des participant·es et d'établir des recommandations qui sont ensuite transmises aux instances concernées.

L'organisme Info-Femme organise des marches exploratoires depuis de nombreuses années dans le quartier Mercier-Est. Une collaboration est née entre nos deux organismes pour organiser des marches exploratoires qui permettent de cibler les problématiques qui affectent le sentiment de sécurité des femmes.

Actions et interventions auprès de populations vulnérables

Plusieurs organismes d'intervention sont présents sur le territoire. Le travail de rue⁶, le travail de milieu⁷ et le travail de proximité⁸ génèrent une présence dans l'espace public tout en permettant d'intervenir auprès de personnes vulnérabilisées ayant des besoins spécifiques par une approche de réduction des risques. Les actions des intervenant-es contribuent à l'amélioration du sentiment de sécurité de toutes les personnes dans l'espace public, en plus de jouer un rôle dans la prévention des surdoses.

Dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, nous pouvons compter sur des organismes en réduction des méfaits bien ancrés dans la communauté. Des travailleuse-s de rue sont déployé-es par Dopamine et Stella dans Hochelaga-Maisonneuve, par PACT de rue dans Mercier-Ouest et par L'Antre-Jeunes de Mercier-Est dans le quartier du même nom. Ces deux derniers organismes sont principalement présents pour intervenir auprès des jeunes. Les intervenant-es de l'organisme PAS de la rue interviennent dans tout l'arrondissement, auprès de personnes âgées de 55 ans et plus en situation de précarité.

En travail de milieu et de proximité, nous retrouvons dans l'arrondissement des organismes qui s'adressent aux familles, aux personnes âgées et aux jeunes. Dans Hochelaga-Maisonneuve, le Centre des jeunes Boyce-Viau est installé au sein des HLM du même nom et accueille des jeunes de 6 à 17 ans. Les intervenant-es du GCC la violence, un autre organisme situé au sein d'HLM, s'adressent autant aux aîné-es qu'aux jeunes dans le secteur sud-ouest d'Hochelaga-Maisonneuve. Des intervenant-es de Résolidaire sont également présents dans les milieux de vie pour aîné-es.

Dans Mercier-Ouest, le Projet Harmonie intègre le travail de ses intervenant-es au projet de gériatrie sociale du territoire, offrant ainsi un filet de sécurité pour les personnes âgées tout en poursuivant ses interventions auprès des jeunes et des familles du HLM la Pépinière. Les bureaux de Tel-Aînés se situent dans Mercier-Ouest, un organisme qui offre un service d'écoute et de soutien à tou-tes les aîné-es du Grand Montréal.

Dans Mercier-Est, l'organisme Le Chez-Nous de Mercier-Est porte plusieurs actions auprès des aîné-es (ITMAV, intervention de milieu en HLM). La Maison des Familles de Mercier-Est offre un service de proximité et de l'intervention de milieu en HLM. Le projet Mercier Est en réseau (MEER) vient solidifier et soutenir les interventions du milieu, et ce, en intégrant des intervenant-es relais où le filet de sécurité est augmenté auprès des personnes plus vulnérables.

L'Anonyme contribue également au sentiment de sécurité des citoyen·nes avec ou sans domicile, par le travail d'intervention de deux de ses programmes qui se déploie dans tout l'arrondissement pour assurer une présence dans l'espace public et de répondre à des besoins des citoyen·nes. Les intervenant-es en sécurité urbaine sillonnent les quartiers et peuvent référer, écouter ou établir une médiation dans un objectif de favoriser un partage de l'espace et un vivre-ensemble équitable et sécuritaire pour

⁶ « Le travail de rue est une pratique de proximité qui se base sur l'insertion négociée et respectueuse d'un intervenant social (le travailleur de rue) dans les espaces non institutionnels fréquentés par la population ciblée. » (Gonzales Castillo, 2017 : 246)

⁷ Auprès des aîné·es : « Le travailleur de milieu (TM) agit comme un « pont », une « courroie de transmission d'information », un « passeur » ou un « intermédiaire » entre les personnes âgées et les ressources pertinentes du milieu. Son rôle doit s'adapter aux particularités des milieux et à la singularité des situations tout en s'assurant de respecter la volonté et le rythme de la personne aînée » (Québec, 2018 : 5).

⁸ « L'établissement du lien avec la personne ; l'écoute active, une fois le lien acquis et l'accompagnement et les formes multiples de la médiation (famille et société) constituent le prolongement de l'intervention. » (Trottier et al., 2003 : 196)

tou·te citoyen·ne, travailleur·euse, commerçant·e ou autre. L'équipe d'intervention de proximité assure également une présence de soir et de nuit des unités d'intervention mobiles, l'autobus et le service de consommation supervisée.

Maintien de la paix et surveillance

Bien que pour certain·es la présence des autorités locales dans l'espace public peut donner l'impression de la présence d'un risque pour la sécurité ou peut augmenter la peur d'être la cible des autorités (CJM, 2009), la présence d'un corps policier rassure une partie de la population. Sur le territoire, les PDQ 23 et 48 ont des équipes de policier·ères sociocommunautaires travaillant autant en prévention qu'en intervention dans les divers milieux (aîné·es, écoles, PSI, etc.). Les patrouilles à pied ou à vélo et les cadets assurent une présence dans l'espace public, permettant d'intervenir et d'être accessibles de façons différentes.

Animation

L'animation des lieux permet d'occuper l'espace de façon ludique et de rejoindre les citoyen·nes. Les fêtes de quartiers et la programmation d'activités dans les parcs et les ruelles à travers les divers comités sectoriels, les tables de quartiers et l'arrondissement jouent un rôle important dans l'appropriation de l'espace public. Ces initiatives permettent aux citoyen·nes de créer des liens, d'obtenir des informations sur des organismes locaux et de sortir de leur isolement. Cela contribue à augmenter le sentiment d'appartenance au quartier, ce qui est un effet positif sur le sentiment de sécurité de la population de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Ateliers de prévention

La prévention se fait sur différents niveaux à même les organismes, que ce soit dans les milieux de vie, par l'organisation de discussions, l'organisation d'activités ou simplement par la fréquentation des ressources. Dans l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la prévention de la criminalité et la sensibilisation à la sécurité urbaine sont faites par les agents sociocommunautaires des PDQ 23 et 48, dans les écoles et les organismes communautaires, mais aussi par l'organisme L'Anonyme avec le programme en sécurité urbaine de l'arrondissement. Ce sont entre autres les thèmes de prévention de la maltraitance, de l'intimidation et de la violence, ainsi que la sensibilisation à la sécurité routière et à la cohabitation qui sont abordés par ces deux instances auprès de citoyen·nes de tous âges. En plus de son travail de milieu, l'organisme GCC La Violence contribue également en offrant des activités dans les écoles du primaire et du secondaire en prévention de la violence.

Synthèse de l'état des lieux

L'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve possède un bon réseau communautaire, des infrastructures variées et une localisation stratégique dans la ville. La composition des quartiers a grandement changé durant les dernières années, de nouvelles populations venant s'y installer. Si on observe des disparités en termes de populations, de ressources et d'infrastructures entre les trois quartiers, de telles disparités sont aussi présentes à l'intérieur même de ceux-ci entre différents secteurs.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, on observe un fort sentiment d'appartenance de la population envers leur quartier. La vie de quartier y est dynamique et il y a une forte concentration d'organismes communautaires et une diversité de commerces. Même si la population y est de plus en plus jeune et favorisée, des populations plus vulnérables sont toujours présentes.

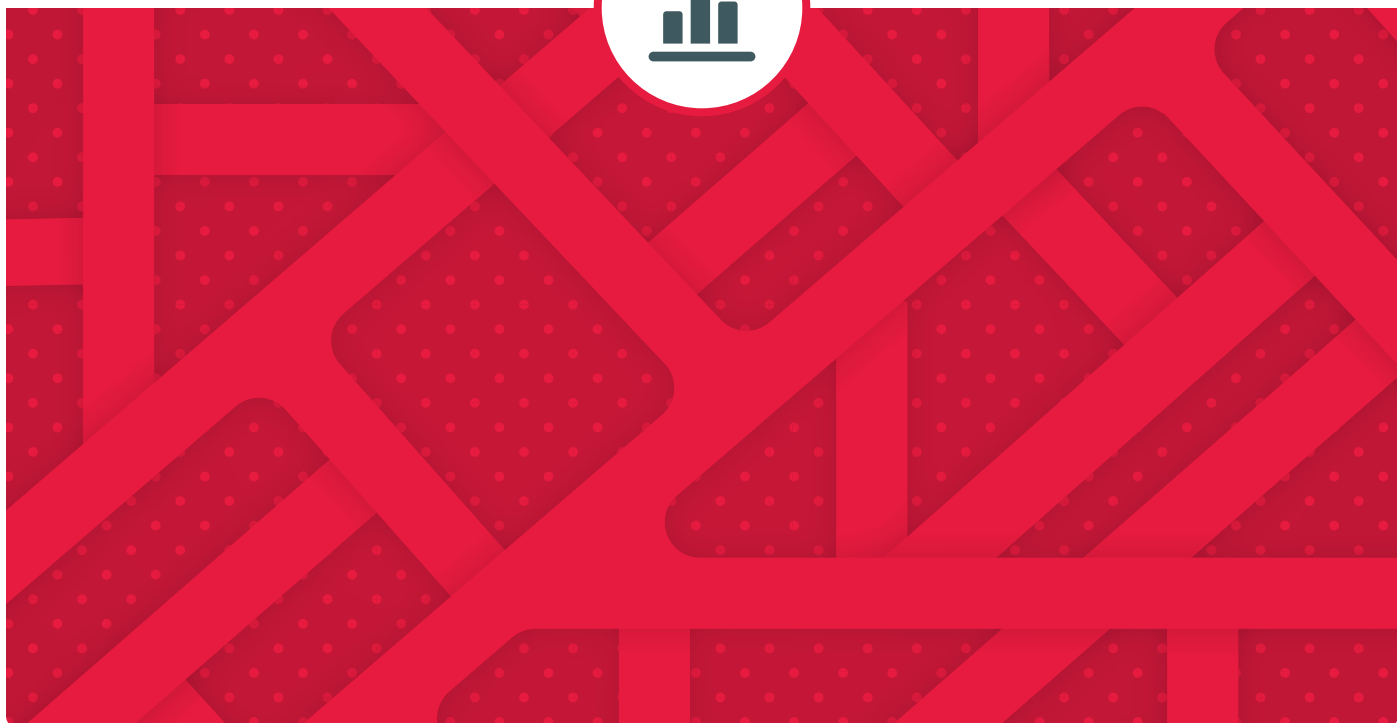
Le quartier Mercier-Ouest est celui où le sentiment d'appartenance se fait le moins sentir et où on observe une moins grande présence de services. Plusieurs secteurs seront en développement au cours des prochaines années, ce qui modifiera considérablement la dynamique du quartier. Il y a d'importantes disparités entre les différents secteurs du quartier, le secteur Louis-Riel étant le plus favorisé.

Mercier-Est est le quartier où la population a le plus augmenté depuis 2011. Il est également celui où la concentration d'enfants de 0 à 14 ans est la plus élevée. Sa population est caractérisée par une importante population de personnes âgées, de personnes racisées et de propriétaires occupant-es. De plus en plus de populations favorisées se trouvent dans Mercier-Est, mais également beaucoup de populations plus vulnérables. La proportion de la population à faible revenu a même augmenté dans le secteur centre-est du quartier.





| Principaux **Enjeux**



Criminalité et sécurité du domicile

Il semble que les populations évoluant dans les sociétés capitalistes avancées aient le sentiment de vivre dans une époque d'incertitude et d'insécurité croissantes, où les perceptions de la délinquance et les menaces de violences deviennent plus fréquentes (Bauman, 2001; Crawford, 2002). Ce sentiment est illustré par Young (2007) qui évoque une analogie avec les troubles du « vertige » pour décrire le sentiment d'insécurité, d'incertitude et de peur de tomber devenus des aspects dominants de la culture contemporaine. Les sociétés déploieraient alors une nouvelle culture du contrôle (Garland, 2001) qui les amène à être gouvernées par le crime et la peur du crime (Simon, 2007).

À partir de ces réflexions, l'analyse des bilans du SPVM pour l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve apparaît importante afin de mieux interpréter les résultats sur le sentiment de sécurité des citoyen·nes obtenus dans le sondage.

Grâce aux bilans trimestriels du SPVM, il a été possible de brosser un portrait succinct de l'état de la criminalité au sein de l'arrondissement pour les trois premiers trimestres de l'année 2021 et 2022⁹.

Les données sont présentées selon la classification des bilans fournis par le SPVM et exclues certaines informations non pertinentes à ce rapport. La classification des bilans distingue les infractions en quatre grandes catégories, à savoir : 1) les crimes contre la personne, 2) les crimes contre la propriété, 3) les autres infractions au Code criminel et aux lois, ainsi que 4) la sécurité routière. Les informations qui ne sont pas incluses dans ce rapport concernent le nombre d'appels reçus au 911 ainsi que leur priorité et le nombre de constats d'infraction émis. Sur le plan de la sécurité routière, les infractions, la vitesse et le stationnement ne sont pas pris en compte dans la présente analyse.

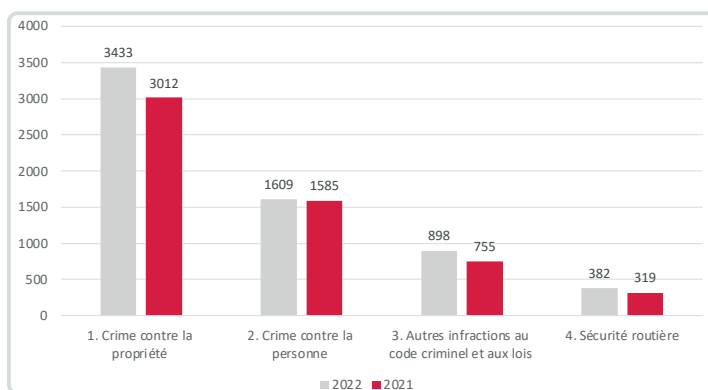
L'analyse a permis de révéler la concentration de certains types d'infractions ainsi que leur localisation.

Évolution des bilans au niveau de l'arrondissement

L'arrondissement est desservi par deux postes de quartier du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Le poste de quartier 48 couvre une superficie de territoire plus grande. En effet, il intervient dans les secteurs de Mercier-Ouest et de Mercier-Est, alors que le poste de quartier 23 couvre le secteur d'Hochelaga-Maisonneuve.

À l'échelle de l'arrondissement, nous observons que l'ensemble des crimes a augmenté par rapport à 2021. Ce sont toutefois les « autres infractions au Code

Graphique 1 : Total des crimes PDQ 23 et 48, janvier à septembre 2021-2022



⁹ Les données du dernier trimestre (du 1er octobre au 31 décembre 2022) devraient être disponibles sous peu et être ajoutées lors de la prochaine mise à jour de ce rapport.

criminel et aux lois » (+13 %) ainsi que les « crimes contre la propriété » (+12 %) qui ont connu la plus forte augmentation. Les « crimes contre la personne » ont augmenté, mais dans une moindre mesure (+2 %).

Crimes contre la propriété

Les crimes contre la propriété ont connu une augmentation globale de 13 % par rapport aux trois premiers trimestres de 2021. Cela dit, à noter que les crimes d'incendie et incendies sont les seuls à avoir diminué (-9 %) par rapport à la même période. Autrement, l'analyse des données a révélé une augmentation plus marquée en ce qui a trait aux vols de véhicules à moteur ainsi que pour la possession de biens volés.

Pour ce qui est des vols de véhicules, ils ont connu une augmentation globale de 28 % par rapport à 2021, en nombre cette augmentation représente 118 cas supplémentaires. Il s'agit de l'augmentation la plus importante parmi cette catégorie d'infraction. Les données révèlent également une différence considérable du nombre de vols de véhicules entre les territoires des PDQ 23 et 48. En 2021, le PDQ 23 a enregistré 89 vols de véhicules contre 327 sur le territoire du PDQ 48. En 2022, le PDQ 23 a enregistré 162 vols (+82 % par rapport à 2021) et le PDQ 48 a enregistré 372 vols (+13 % par rapport à 2021).

Concernant la possession de biens volés, ceux-ci ont également connu une forte augmentation en proportion, soit une augmentation de 27 %. Cela dit, en nombre, il s'agit d'une augmentation de 11 infractions.

Dans le cadre de notre analyse sur le sentiment de sécurité des citoyen·nes de l'arrondissement, une section du sondage était consacrée à la sécurité du domicile. Parmi l'ensemble des répondant·es, 11 % considéraient que leur domicile n'était pas sécuritaire. De

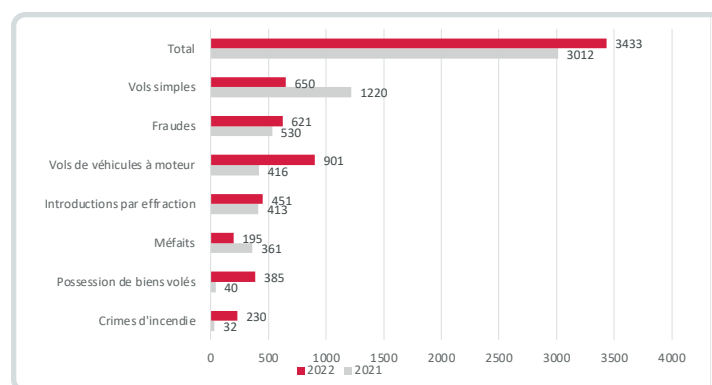
ces personnes, 45 % avaient été victimes d'une introduction par effraction au cours des cinq dernières années. De plus, 18 % des répondant·es ont rapporté avoir été victimes d'une introduction par effraction au cours des cinq dernières années.

Parmi les introductions par effraction, on remarque une concentration des plaintes pour occupations de terrains privés dans Hochelaga-Maisonneuve. Un·e répondant·e a indiqué :

« Un homme et une femme se sont introduits dans notre cour arrière, sous notre balcon pour consommer ou prostitution. Cet été-là nous avons refait notre clôture pour pallier ce genre de situation (SIC). »

Parmi les répondant·es ayant été victimes de méfaits, de vol ou vandalisme, 27 % ont été victimes de vols dans ou sur véhicule, 24 % ont été victimes de vol de vélo et 30 % ont été victimes de vandalisme.

Graphique 2 : Total des crimes contre la propriété PDQ 23 et 48, janvier à septembre, 2021-2022



Crimes contre la personne

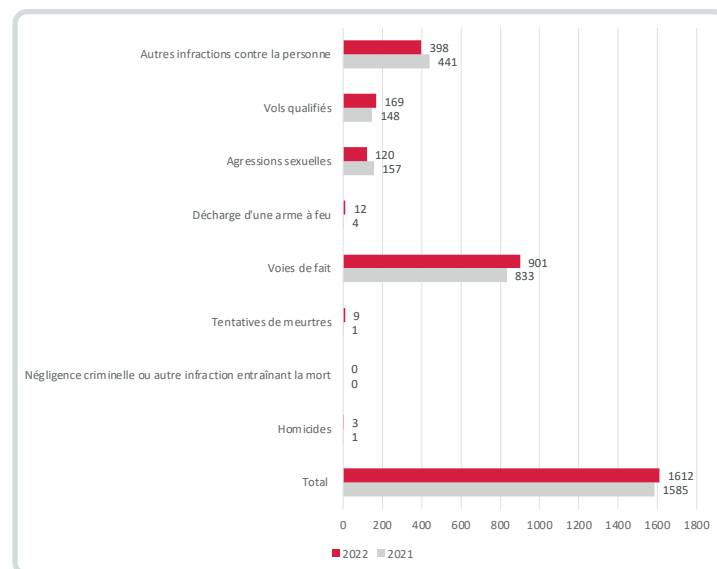
Les bilans des postes de quartier 23 et 48 font état de 1585 crimes contre la personne déclarés sur les trois premiers trimestres de 2021. Les déclarations de crimes contre la personne ont connu une augmentation de 2 % sur les trois premiers trimestres 2022 (n = 1612) par rapport à 2021.

Les plaintes pour agressions sexuelles et autres infractions contre la personne ont respectivement diminué de 24 % et 10 % entre 2021 et 2022.

En revanche, les signalements de vols qualifiés ont augmenté de 14 %, le nombre de décharges d'une arme à feu a été multiplié par trois (pour un total de 12 en 2022), les déclarations de voies de fait ont fait un bond de 8 %, le nombre de tentatives de meurtre déclarées a augmenté de neuf et on compte trois homicides en 2022.

Pour l'ensemble des crimes contre la personne, le recensement est plus élevé pour le poste de quartier 48, excepté pour les homicides, où le bilan est plus élevé dans le poste de quartier 23.

Graphique 3 : Total des crimes contre la personne PDQ 23 et 48, janvier à septembre, 2021-2022



Autres infractions au Code criminel et aux lois

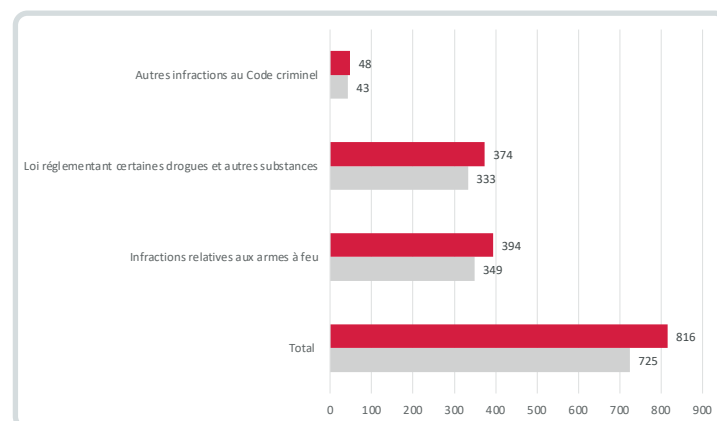
Les signalements d'autres infractions au Code criminel et aux lois pour les deux postes de quartier ont augmenté de 13 % entre 2021 (n=725) et 2022 (n=816).

L'ensemble des données ont augmenté, les autres infractions au Code criminel ont augmenté de 12 %, les infractions à la loi réglementant certaines drogues ou autres substances ont augmenté de 12 % et les infractions relatives aux armes à feu ont augmenté de 13 %.

Pour le poste de quartier 23, les autres infractions au Code criminel ont diminué de 10 % entre 2021 (n=20) et 2022 (n=18).

Pour le poste de quartier 48, les infractions relatives aux armes à feu ont augmenté de 16 % entre 2021 (174 faits recensés) et 2022 (201 faits recensés).

Graphique 4 : Total des « autres infractions au Code criminel et aux lois » PDQ 48 et 47, janvier à septembre, 2021-2022

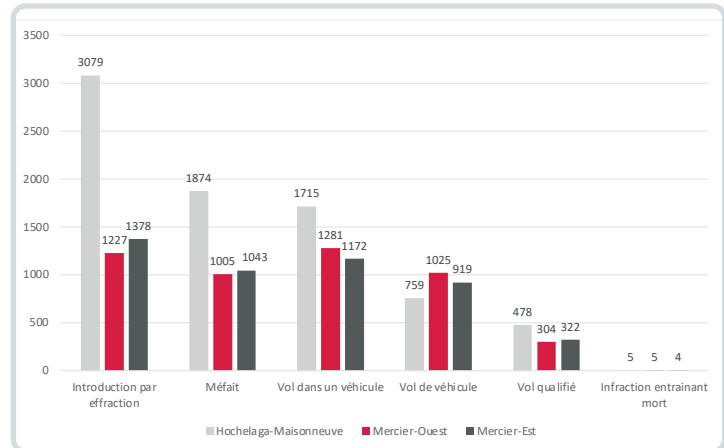


Spécificités par quartier

Les données en provenance du SPVM montrent une importante disparité en ce qui concerne les actes criminels commis dans les trois quartiers de l'arrondissement. Les introductions par effraction, les méfaits, les vols dans et sur véhicule ainsi que les vols qualifiés sont plus importants dans Hochelaga-Maisonneuve durant la période de 2015 à 2021.

Pour les introductions par effraction et les méfaits, on observe une différence considérable entre Hochelaga-Maisonneuve et les deux autres quartiers. C'est un peu plus du double de ces actes qui ont été commis dans Hochelaga-Maisonneuve.

Graphique 5 : Actes criminels par quartier entre 2015 et 2021



Carte 10 : Concentration des véhicules volés et des introductions par effraction depuis 2015

CONCENTRATION DES INTRODUCTIONS PAR EFFRACTION ET DES VOLS DE VÉHICULES DEPUIS 2015



Pour ce qui est des vols de véhicules, les données révèlent que les signalements sont concentrés dans le quadrilatère situé entre les rues Hochelaga, Ontario Est, Préfontaine et Joliette dans le quartier d'Hochelaga-Maisonneuve, aux abords de la station Radisson

et à proximité de l'Autoroute 25 dans Mercier-Ouest et sur la rue Sherbrooke Est à l'est de la rue des Ormeaux dans Mercier-Est.

Présence policière

Données globales

Dans un sondage réalisé en 2019 (Ibrahim, 2020), 41 % des Canadien·nes ont déclaré avoir une grande confiance en la police, alors que 49 % déclaraient avoir une certaine confiance en celle-ci. Les Canadien·nes ayant une incapacité physique, mentale ou cognitive étaient 35,5 % à accorder une grande confiance à la police, alors que cette proportion était de 43 % pour les Canadien·nes n'ayant aucune incapacité. Seulement 30 % des personnes issues des Premières Nations, Métis et Inuits déclaraient avoir une grande confiance en la police, comparativement à 42 % des personnes non autochtones. Les Canadien·nes appartenant à une minorité visible¹⁰ étaient moins susceptibles d'accorder une grande confiance à la police (35 %) que ne l'étaient les personnes n'appartenant à aucune minorité visible¹¹ (44 %).

Rappelons que l'arrondissement est desservi par deux postes du Service de police de la Ville de Montréal. Le poste de quartier 48 intervient à la fois dans les secteurs de Mercier-Ouest et de Mercier-Est, alors que le poste de quartier 23 intervient dans le secteur d'Hochelaga-Maisonneuve.

Les sondages réalisés par les postes de quartier 48 et 23 en juillet 2016, auprès de la population en regard du sentiment de sécurité et de la satisfaction à l'égard des services policiers, nous permettent d'approfondir les résultats susmentionnés.

Les résultats pour le poste de quartier 23 (Hochelaga-Maisonneuve) indiquent que la majorité des résident·es estimaient que la qualité de vie était bonne ou très bonne dans leur quartier (73 %). Notons toutefois que ces résultats se situent en dessous de la moyenne montréalaise (87 %). Quant à la perception des problèmes par les résident·es du quartier, les résultats indiquent qu'ils/elles sont nombreux·euses à penser qu'il y a des problèmes de violence (56 %), de drogue (80 %), de gangs de rue (32 %), de cambriolages (60 %), d'incivilités (81 %) et de flânage ou d'attroupements de jeunes (47 %) dans leur quartier (Cordeau, 2016). Parmi les répondant·es, 84 % déclaraient faire confiance à la police et 75 % étaient d'accord pour dire que la police est au service des citoyen·nes. Les répondant·es estimaient à 60 % que peu importe leur origine, leur religion, leur condition sociale, etc., la police traite les citoyen·nes de la même façon. Pour le PDQ 23, les résident·es ont attribué la note globale de 6,7 sur 10, moyenne légèrement inférieure à celle de l'ensemble de Montréal (7,1).

Concernant le PDQ 48 (Mercier-Ouest et Mercier-Est), 88 % des répondant·es étaient d'accord pour dire que la qualité de vie est bonne ou très bonne dans leur quartier. Contrairement au PDQ 23, les résident·es étaient en proportion moins nombreux·euses à penser qu'il existe des problèmes de violence (18 %), de drogue (29 %), de gangs de rue

¹⁰ L'expression « minorité visible » est celle utilisée dans le cadre de la recherche citée. L'Anonyme lui préfère « populations racisées » ou « populations minorisées ». Toutefois, par souci de rapporter les données de façon à représenter le contexte dans lequel elles ont été colligées, nous conserverons ici les termes utilisés dans la source.

¹¹ *Idem*.

(15 %), d'incivilités (36 %) et de flânage ou d'attroupements de jeunes (29 %) dans leur quartier. Enfin, les résultats de cette étude révèlent que la confiance des répondant-es à l'égard des services policiers a légèrement diminué depuis 2013, bien qu'elle demeure élevée. Ainsi, les résident-es estimaient à 80 % que peu importe leur origine, leur religion, leur condition sociale, etc., la police traite tou-t-es les citoyen-n-es de la même façon. Les répondant-es ont accordé une note de 7,5 sur 10 au PDQ 48. (Cordeau, 2016).

Les résultats du sondage sur le sentiment de sécurité mené par L'Anonyme pour le présent diagnostic rapportent que 60 % des répondant-es estiment qu'il n'y a pas suffisamment de présence policière dans leur quartier. Lorsqu'on s'intéresse au genre des répondant-es, 64 % des femmes déclaraient que la présence policière était insuffisante (contre 53 % chez les hommes). En revanche, 72 % des hommes ont répondu que la présence policière renforce leur sentiment de sécurité, alors que cette proportion n'est que de 60 % chez les femmes. Sur les 9 répondant-es s'identifiant comme non-binaires, 78 % ont déclaré que la présence policière ne participait pas à renforcer leur sentiment de sécurité.

Les aîné-es estiment à 60 % que la présence policière est insuffisante (contre 40 % pour les jeunes entre 15 et 24 ans). Chez les 18 à 24 ans, c'est 48 % qui estiment que la présence policière ne participe pas à augmenter leur sentiment de sécurité tandis que cette donnée est de seulement 20 % pour les plus de 65 ans.

Ces résultats résonnent avec le rapport sur le sentiment de sécurité des jeunes dans les espaces publics publié en 2008 par le Conseil jeunesse de Montréal. La surveillance accrue des espaces publics tendrait à étiqueter davantage les jeunes comme source de trouble et d'insécurité. Dans ce sondage réalisé au cours de l'année 2008 auprès des jeunes de 12 à 30 ans pour connaître leur sentiment de sécurité (CJM, 2009), on constate que les jeunes répondant-es issu-es de minorités visibles¹² sont moins nombreuses à considérer comme respectueuse la personne en autorité (34,6 %), et ce, comparativement à ceux/celles issu-es des minorités ethniques (40 %) ou encore celles/ceux ne faisant partie d'aucune minorité (57,6 %).

Les attroupements de jeunes sont souvent perçus comme insécurisants, notamment par le traitement médiatique du phénomène des gangs de rues et des perceptions que l'on se fait de la jeunesse. Cela a des incidences sur les jeunes, notamment concernant les actions municipales déployées sur l'ensemble des arrondissements en faveur d'une surveillance policière accrue dans les espaces fréquentés par les jeunes et pas toujours justifiée (CJM, 2009).

Sur les 60 répondant-es se déclarant d'une origine ethnoculturelle autre que québécoise, canadienne ou européenne, 26 % déclarent que la présence policière ne participe pas à augmenter leur sentiment de sécurité (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*).

Parmi l'ensemble des répondant-es au sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*), 30 % ont déclaré que la présence policière ne participait pas à elle seule à renforcer leur sentiment de sécurité. Certains-es faisaient état du besoin qu'il y ait davantage de cohésion sociale, d'intervention sociale, de prévention et de réaménagement de l'espace public. L'augmentation de la présence

¹² *Idem*.

policrière participerait à renforcer le stress et les comportements imprévisibles chez certain-es citoyen-n-es. En outre, certain-es estiment que les policier-ères sont trop peu visibles et pas assez réactif-ves en cas de danger. On remarque que les répondant-es souhaitent davantage d'intervention auprès des personnes en situation de vulnérabilité et manquent d'information sur les ressources à joindre en cas de danger. Lors d'un groupe de discussion mené dans Mercier-Est, les participant-es évoquaient ne plus prendre la police au sérieux par manque de visibilité. Tou-tes étaient assez confus-es de la ressource à joindre en cas d'urgence.

Le sentiment de sécurité vis-à-vis de la police selon les quartiers

Les résultats du sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*) pour Hochelaga-Maisonneuve montrent que la grande majorité des jeunes (83 %) âgé-es de 15 à 24 ans considère suffisante la surveillance policière dans leur quartier. Pour Mercier-Ouest, le seul répondant de cette tranche d'âge considère aussi suffisante la surveillance policière. Dans Mercier-Est, la proportion de jeunes considérant la présence policière comme adéquate est moindre, avec une proportion de 30 % de ces répondant-es.

Quant aux populations aînées, 46 % des répondant-es considèrent qu'il n'y a pas assez de surveillance policière dans Hochelaga-Maisonneuve. Cette proportion est un peu plus élevée dans Mercier-Ouest, puisque 60 % des répondant-es de plus de 65 ans considèrent que la présence policière est insuffisante. Enfin, dans Mercier-Est, 78 % des aîné-es estiment que la présence policière est insuffisante.

Dans Hochelaga-Maisonneuve, lorsque nous avons demandé aux citoyen-n-es si la présence policière participait à augmenter leur sentiment de sécurité, 66 % ont répondu que oui. Cette proportion est identique pour le quartier Mercier-Ouest et Mercier-Est, puisque 73 % des résident-es dans chaque quartier ont répondu que la police participait à augmenter leur sentiment de sécurité.

Les propos rapportés dans le cadre des groupes de discussion menés par des employées de L'Anonyme indiquent que la grande majorité des participant-es à ces groupes est en faveur d'une augmentation du nombre de médiateur-rices et d'intervenant-es de rue sur le terrain. Un grand nombre de participant-es dit vouloir davantage de professionnel-le-s vers qui se référer dans les espaces publics.

Les personnes sondées dans l'arrondissement, que ce soit dans le cadre du sondage ou des groupes de discussion, réclament plus de visibilité policière et d'intervention de proximité.

Cohabitation sociale et sentiment de sécurité dans l'espace public

Plusieurs personnes ne se sentent pas en sécurité dans les espaces publics, notamment puisqu'ils n'ont pas été conçus pour répondre aux besoins de toutes les populations. En effet, l'espace public a le plus souvent été aménagé pour répondre principalement aux besoins des hommes en âge de travailler. Par ailleurs, des efforts sont maintenant déployés pour prendre en compte les besoins des femmes et d'autres populations qui vivent des discriminations lors de l'aménagement de l'espace public. Par exemple, au moment de planifier l'aménagement, l'arrondissement mobilise l'ADS+. Cette démarche consiste à analyser les effets qu'aura une politique ou un aménagement sur les femmes et les hommes, en considérant aussi les discriminations fondées sur la classe sociale, la situation de handicap, l'âge, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, etc. (Observatoire international des maires sur le vivre ensemble, s.d.). Toutefois, beaucoup de travail reste à faire pour aménager des espaces publics sécuritaires et inclusifs, puisqu'aujourd'hui encore, les femmes et les personnes vivant des discriminations s'y sentent moins en sécurité.

Analyse pour l'arrondissement et comparaison avec les données de Montréal

Lorsque les résident·es de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ont été sondé·es (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*), à savoir s'ils/elles se sentent à l'aise de fréquenter les espaces publics, 85 % ont répondu oui. Parmi les 15 % de répondant·es ne se sentant pas à l'aise de fréquenter les espaces publics, 67 % sont des femmes et 32 %, des hommes.

Les enjeux de cohabitation sociale sont présents dans l'arrondissement et transparaissent dans les résultats du sondage. Ainsi, parmi les répondant·es, 30 % ont déclaré ne pas se sentir en sécurité dans leur quartier. Lorsqu'on s'intéresse aux réalités affectant le sentiment de sécurité des citoyen·nes, 23 % ont identifié la consommation de substances psychoactives, 22 % l'itinérance, 17 % le matériel de consommation à la traîne, 17 % le regroupement de personnes et 15 % le travail du sexe (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*).

Parmi les femmes ayant répondu au sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*), 79 % ont mentionné craindre d'être victimes d'une agression dans leur quartier, contre 59 % des hommes. Le harcèlement de rue a été identifié comme l'une des principales causes de l'insécurité des femmes dans l'espace public, plus spécifiquement lors d'un groupe de discussion regroupant des adolescentes. Le rapport de recherche sur le harcèlement de rue à Montréal (Courcy et al., 2022) fait état de la sécurité dans l'espace public. Parmi les répondant·es au sondage sur le harcèlement de rue, 65 % mentionnaient en avoir déjà vécu entre 2020 et 2021. Les incidents ont été commis le plus souvent dans la rue ou le trottoir ou dans un terrain de stationnement. Le rapport fait état de groupes de populations qui sont davantage la cible de harcèlement de rue, à savoir les personnes de la diversité sexuelle (75 %), les jeunes de 18 à 24 ans (82 %), les personnes racisées ou autochtones et de la diversité de genre (95 %), les femmes cisgenres (69 %) et les femmes cisgenres

vivant une situation de handicap (75 %). Parmi les répondant·es, 7 sur 10 répondaient avoir été harcelé·es en majorité par des hommes adultes. Concernant les moments auxquels se sont produits les événements de harcèlement de rue rapportés, 57 % ont eu lieu en plein jour, entre midi et 16 h.

Enjeux de cohabitation dans MHM

On observe un phénomène d'embourgeoisement, particulièrement dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, mais aussi dans le secteur de Mercier-Est. Ce phénomène se définit par l'appropriation du secteur par des personnes issues de classes sociales aisées au détriment des personnes plus pauvres ou non blanches (Van Crielingen, 2014). L'augmentation du coût des logements, la construction de condos et l'augmentation du nombre de propriétaires amènent un changement dans le statut socioéconomique de la population. Ce changement s'accompagne d'un remplacement graduel des commerces abordables par des commerces branchés plus dispendieux, qui répondent davantage aux préférences de la nouvelle population aisée (Smith et Williams, 2007). Le phénomène de l'embourgeoisement s'accompagne ainsi d'une diminution du nombre de logements abordables, de commerces et de services de proximité pour répondre aux besoins des personnes les moins favorisées du quartier, qui voient leur accès à de lieux de socialisation considérablement réduit. Ces personnes sont éventuellement amenées à se déplacer vers d'autres quartiers, où le prix des loyers est moindre. Lors de la revitalisation d'un secteur, qui vise notamment l'amélioration du sentiment de sécurité, s'il n'est accompagné d'aucune mesure permettant de maintenir les logements abordables, cette revitalisation peut contribuer au phénomène d'embourgeoisement. Ainsi, alors que les personnes ayant un faible revenu ou en situation de pauvreté devraient avoir le droit de bénéficier d'aménagements sécurisants, propres et accueillants, la création de ces espaces peut contribuer à leur exclusion. Par ailleurs, lorsque des populations plus aisées investissent un quartier, attirées par un nouveau milieu de vie revitalisé, certaines personnes qui occupaient déjà l'espace public tendent à en être marginalisées. En outre, la présence de ces populations est perçue comme une source d'insécurité, et ces populations ne se sentent plus à leur place dans l'espace public désormais occupée par des personnes dérangées par leur présence.

Le partage de l'espace est un défi, en lien avec la diversité des usages qui en sont faits, la diversité des populations qui s'y côtoient ainsi qu'en raison de certains comportements qui peuvent être insécurisants. Certaines personnes sont malgré elles associées à des comportements perçus comme dérangeants ou nuisibles. Par exemple, une méconnaissance des réalités vécues par les personnes en situation d'itinérance et la stigmatisation de ces personnes amènent plusieurs à craindre leur présence dans l'espace public. D'autres vivent un inconfort face à ces personnes et souhaitent ne pas être confronté·es à cette réalité. Il en résulte des enjeux de cohabitation parfois complexes puisqu'il y a des tensions entre plusieurs populations.

Comme nous l'avons mentionné, la consommation de substances psychoactives, les comportements associés à l'itinérance (personnes qui dorment ou quêtent dans l'espace public) et le travail du sexe ont été rapportés comme des irritants, associés à l'insécurité, ou identifiés comme source de malaise. Or, il importe de rappeler que les personnes en situation d'itinérance, qui consomment ou qui exercent le travail du sexe ressentent aussi de l'insécurité dans l'espace public. En plus de subir une judiciarisation

et d'être stigmatisées, elles sont constamment à risque de démantèlement de leur campement ou d'éviction du lieu où elles dorment.

La présence de personnes en situation d'itinérance dans l'espace public est associée, pour certaines personnes ayant un domicile, à différents comportements qui ne conviennent pas aux normes établies. Les irritants et les comportements nommés qui seraient le plus enclins à affecter le sentiment de sécurité des résident-es seraient :

- La présence de matériel de consommation à la traîne, qui insécuriserait particulièrement les parents (craintes de piqûre accidentelle par leur enfant avec une seringue souillée) ;
- Les cris de personnes désorganisées ;
- L'odeur d'urine ;
- La présence d'effets personnels à la traîne.

Les enjeux liés à la cohabitation sont donc aussi liés à des éléments structurels comme l'aménagement et l'accès aux ressources et services. Par exemple, l'accès restreint à des toilettes publiques a certainement un lien avec l'odeur d'urine. D'ailleurs, des personnes ayant un domicile urinent aussi dans l'espace public, par exemple à la suite d'événements festifs dans les parcs ou à la sortie des bars. La présence d'effets personnels à la traîne peut s'expliquer de son côté en partie par l'absence d'accès gratuit à des laveuses ainsi que par les dons non sollicités déposés à proximité de campements.

Enfin, des participant-es à nos groupes de discussion ont formulé le souhait de venir en aide aux personnes en situation d'itinérance, mais se sentir démuni-es et ne pas savoir de quelle façon apporter leur aide. Cette volonté d'aider a été nommée dans les groupes constitués d'ainé-es comme dans ceux regroupant les jeunes.

Les jeunes dans l'espace public

Les regroupements de jeunes ont été identifiés comme source d'insécurité par les personnes âgées rencontrées. Cette donnée fait écho aux résultats du sondage diffusé aux citoyen-nes de l'arrondissement, alors que des répondant-es ont mentionné être inquiet-es vis-à-vis des regroupements de jeunes dans leur quartier.

Un rapport réalisé en 2008 (CJM, 2009) étaye les éléments qui pourraient contribuer à l'insécurité liée aux jeunes. L'effet d'attroupement, plus que l'âge des jeunes en lui-même, pourrait être en cause. Les comportements décrits comme désinvoltes pourraient aussi être perçus comme une menace, et ce, même pour les autres jeunes. Si les groupes de jeunes peuvent être associés, dans le discours général, à la criminalité et à des comportements jugés problématiques ou qui dérangent (p. ex. consommation de substances psychoactives, graffitis, malpropreté des lieux) (Massey, 2007), dans les faits, le plus souvent, les jeunes se rassemblent pour socialiser sans commettre de crime. Cette perception erronée pourrait s'expliquer par une influence de l'information véhiculée par les médias, alors que la jeunesse y est dépeinte comme « dangereuse, paresseuse,

inactive, non engagée, toxicomane, dans une promiscuité sexuelle constante » (Centre des femmes de Saint-Laurent, 2007 : 21). La manière dont les citoyen·nes perçoivent les groupes de jeunes dans l'espace public pourrait aussi être influencée par le traitement médiatique du phénomène des gangs de rue.

Les résultats du sondage diffusé en 2008 auprès de jeunes Montréalais-es âgé-es de 12 à 30 ans (CJM, 2009) laissent croire que les jeunes de l'arrondissement ne s'y sentent pas tou·tes en sécurité. En effet, dans le cadre de cette étude, près de la moitié des répondant·es (48,3 %) de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ont répondu percevoir leur quartier comme peu ou pas du tout sécuritaire. La proportion de jeunes de 15 à 24 ans ayant répondu se sentir peu ou pas en sécurité dans le cadre du sondage diffusé par L'Anonyme pour le présent diagnostic s'élève plutôt au tiers des répondant·es (29 %).

Le rapport du CJM (2009) fait état des espaces publics perçus comme sécuritaires par les jeunes participant·es. Les éléments souhaités par ces jeunes pour un aménagement sécuritaire étaient, par ordre de priorité :

- Un espace propre et lumineux ;
- Un espace animé et fréquenté par des personnes de tous âges ;
- Un espace aménagé de façon à voir et être vu·e ;
- Un espace où l'on peut avoir des recours ;
- Un espace où l'on peut être soi-même sans crainte ;
- Un espace bienveillant où tou·tes ont conscience de la réalité d'autrui et font preuve de tolérance.

La même étude soulève un constat désolant : peu de lieux répondraient à l'ensemble de ces critères. Les raisons identifiées par les répondant·es de l'ensemble de la ville pour expliquer leur faible sentiment de sécurité dans les lieux proposés étaient liées à l'éclairage (pour 57,7 % des répondant·es), la présence de personne ayant consommé des substances psychoactives (pour 57,6 % des répondant·es), le faible achalandage le soir (pour 55,1 % des répondant·es) ainsi que l'éventualité d'y croiser des gangs de rue (pour 52,9 % des répondant·es).

Ces résultats sont similaires à ceux obtenus au sondage déployé dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve par L'Anonyme. En effet, les jeunes consulté·es ont majoritairement fait écho au manque d'éclairage dans l'arrondissement, ce qui pouvait limiter leur fréquentation des espaces publics à la tombée de la nuit, ainsi qu'à la crainte de se faire agresser par des personnes en état de consommation dans l'espace public. Le sentiment de sécurité de certain·es jeunes apparaît plus affecté par ces éléments, notamment les jeunes femmes, les jeunes de 12 à 17 ans et les jeunes provenant de minorités visibles¹³ (CJM, 2009).

¹³ *Idem.*

L'espace public joue pourtant un rôle d'importance dans le développement social des adolescent-es, qui devraient y avoir accès plus facilement. Par exemple, les résultats d'un récent rapport sur la fréquentation des espaces publics par les jeunes la nuit (Ville de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal, Tryspace, 2021) suggèrent que les adolescentes se rassembleraient à l'extérieur du domicile dans le but, notamment, d'échapper au contrôle parental et aux tâches domestiques qui leur sont assignées sur la base de leur genre. Ainsi, pour ces adolescentes, l'espace public serait synonyme de liberté en plus de contribuer à leur vie sociale, et ce, en favorisant la création de liens d'amitié.

Nombreuses sont les femmes qui éprouvent un sentiment d'insécurité dans l'espace public (Lieber, 2008), sentiment qui pourrait être renforcé par l'information transmise par les médias. La peur d'être agressée ou harcelée serait intériorisée par les femmes et leur sentiment de sécurité serait d'autant plus faible la nuit. Certain-es chercheureuses avancent que la peur engendrée par les risques de violence sexuelle dans l'espace public la nuit pourrait être atténuée par diverses actions entre autres, l'augmentation de l'achalandage des lieux permettant une meilleure surveillance informelle et un éclairage adéquat qui offre une plus grande visibilité (Garcia-Carpintero-Munos et al., 2020). Selon les principes d'aménagements sécuritaires, les aménagements qui permettent de savoir où l'on est et où l'on va et de pouvoir obtenir de l'aide sont également à favoriser.

Patrick Bruneteaux (Bruneteaux, 2017) dresse le même constat et explique que certaines femmes itinérantes restent éveillées la nuit en raison d'un sentiment de grande vulnérabilité et de la crainte d'une agression.

Analyse du sondage par quartier

Dans Hochelaga-Maisonneuve, les répondant-es au sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*) ont déclaré, dans une proportion de 86 %, se sentir à l'aise de fréquenter les espaces publics. Cette proportion est stable, quel que soit le groupe d'âge des répondant-es. Parmi les 14 % de répondant-es ayant déclaré ne pas se sentir à l'aise de fréquenter les espaces publics, on retrouve en majorité des femmes (67 %). En outre, plus de la moitié (51 %) des répondant-es ont affirmé avoir la perception que leur quartier est moins sécuritaire que le reste de Montréal, une proportion plus élevée que dans les deux autres quartiers.

Les résultats du sondage révèlent que 83 % répondantes craignent d'être victime d'une agression dans l'espace public, alors que 71 % des ménages avec mineur craignent pour la sécurité des personnes vivant avec elles/eux.

Parmi les réalités qui affectent le plus le sentiment de sécurité des résident-es d'Hochelaga-Maisonneuve, on retrouve, en ordre de priorité, la consommation de substances psychoactives, le matériel de consommation à la traîne, l'itinérance, le travail du sexe et les attroupements. En matière de comportements qui affectent le plus le sentiment de sécurité, on retrouve les incivilités, la violence armée, le harcèlement de rue et le vandalisme. C'est dans ce quartier que les intervenant-es de L'Anonyme retrouvent la plus grande quantité de seringues à la traîne lors de leur présence sur le terrain. Entre juillet et décembre 2022, ce sont 699 seringues qui y ont été ramassées, comparativement à 83 dans Mercier-Ouest et 6 dans Mercier-Est. Plusieurs signalements (ex. : par les

médias sociaux, directement sur le terrain, par téléphone, etc.) en lien avec une présence ponctuelle ou récurrente de seringues à la traîne dans certains lieux ont été effectués par des citoyen·nes.

L'arrivée des nouvelles ressources d'hébergements temporaires a changé l'occupation de l'espace et a influencé le sentiment de sécurité de résident·es riverain·es. Certain·es ont associé des incivilités et des comportements violents à la présence d'usager·ères des ressources.

Dans Mercier-Ouest, 90 % des répondant·es au sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*) affirment se sentir à l'aise de fréquenter les lieux publics. C'est presque la moitié (49 %) des répondant·es qui estiment que le quartier est plus sécuritaire en comparaison au reste de Montréal, alors que 20 % l'estiment moins sécuritaire.

Toujours dans Mercier-Ouest, 66 % des répondantes ont affirmé craindre d'être victimes d'une agression dans l'espace public, et 47 % des répondant·es de ménage avec mineurs ont affirmé craindre pour la sécurité des personnes vivant avec elles/eux.

Parmi les réalités identifiées comme affectant le plus le sentiment de sécurité des résident·es de Mercier-Ouest, on retrouve également l'itinérance, la consommation de substances psychoactives et le matériel de consommation à la traîne. Ces craintes soulevées pourraient être en partie liées à l'installation d'une ressource d'hébergement temporaire pour les personnes en situation d'itinérance entre juin 2021 et avril 2022. Enfin, les comportements identifiés comme affectant le plus le sentiment de sécurité dans l'espace public sont les incivilités, la violence armée et le harcèlement. Les enjeux de cohabitation seraient surtout vécus aux abords de stations de métro, où l'on retrouve une plus grande présence de matériels de consommation à la traîne et davantage de personnes ayant consommé des substances psychoactives occupant l'espace.

Dans Mercier-Est, 84 % des répondant·es au sondage (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*) affirment se sentir à l'aise de fréquenter les espaces publics. Les résultats du sondage indiquent que 37 % des répondant·es de ce quartier l'estiment moins sécuritaire que le reste de Montréal.

Ce sont 80 % des répondantes qui ont affirmé craindre d'être victimes d'une agression dans l'espace public.

Parmi les réalités qui affectent le sentiment de sécurité des répondant·es dans Mercier-Est, on retrouve, comme dans les deux autres quartiers, la consommation de substances psychoactives, l'itinérance et les attroupements. Toutefois, ce sont la violence armée et les incivilités qui arrivent au premier rang des comportements affectant le sentiment de sécurité des résident·es.

Par ailleurs, dans le cadre des groupes de discussion, les jeunes comme les personnes âgées du quartier ont surtout mentionné que leur sentiment de sécurité est affecté par la présence de personnes en situation d'itinérance. Les participant·es ont affirmé se sentir mal à l'aise lorsque ces personnes leur demandent de l'argent ou un service. Les personnes âgées craignent également la présence de personnes en situation d'itinérance à proximité des guichets automatiques du quartier, craignant de se faire

voler. Les jeunes ont de leur côté nommé se sentir insécures lorsqu'elles/ils rencontrent des personnes ayant consommé des substances psychoactives ou qui présentent des enjeux de santé mentale. Ils/elles craignent un comportement agressif de la part de ces personnes.

L'enjeu des regroupements de jeunes dans les parcs a davantage été mentionné dans ce quartier. Certaines personnes ne se sentent pas en sécurité lorsqu'il y a un groupe de jeunes, les associant à la criminalité. Les conflits d'usage dans certains parcs entre des groupes de jeunes qui utilisent l'espace pour des activités festives et d'autres populations qui souhaitent utiliser l'endroit pour des activités de détente ont aussi été soulevés.

Aménagement et sécurité urbaine

L'éclairage

Tant dans le sondage aux citoyen·nes (*Diagnostic local en sécurité urbaine, sondage sur le sentiment de sécurité, L'Anonyme, 2022*) que lors de nos groupes de discussion, le manque d'éclairage est apparu comme un facteur insécurisant important, d'autant plus que la collecte des données a été faite à une période de l'année où les journées sont plus courtes. Ainsi, le manque d'éclairage se fait davantage ressentir. Les résultats du sondage indiquent que c'est la priorité d'aménagement pour Mercier-Est et Mercier-Ouest, et la deuxième priorité pour Hochelaga-Maisonneuve. C'est aussi une des requêtes les plus fréquentes au 311, avec 7 200 requêtes par rapport à des problématiques avec l'éclairage existant. En lien avec le principe d'aménagement sécuritaire voir et être vu·e, un bon éclairage est essentiel pour que les gens se sentent en sécurité le soir et la nuit. De plus, lors de nos consultations et de nos marches exploratoires, les personnes rencontrées ont nommé le manque d'éclairage des rues résidentielles et des ruelles comme un enjeu majeur. La carte (annexe) indique les principaux lieux dont l'éclairage est à améliorer, selon les résultats de nos consultations. Les parcs du secteur de la RUI dans Hochelaga sont mis en évidence, ainsi que la piste cyclable Notre-Dame, qui est trop sombre, bien que ce soit un axe cyclable important.

Sécurité dans les déplacements

La sécurité dans les déplacements est un enjeu important dans l'arrondissement, particulièrement pour les déplacements en transport actif. Malgré les nombreux aménagements mis en place durant les dernières années pour améliorer la sécurité des piéton·nes et des cyclistes, plusieurs endroits ne sont pas considérés sécuritaires par et pour les usager·ères du transport actif, particulièrement pour les plus vulnérables (enfants, aîné·es, personnes en situation de handicap, etc.). Pour faire état des enjeux de sécurité dans les déplacements, les données des collisions routières seront présentées, ainsi que les enjeux qui affectent le sentiment de sécurité de la population sur les routes.

Carte 13 : Sécurité dans les déplacements

SÉCURITÉ DANS LES DÉPLACEMENTS



Données sur les collisions routières

Entre 2012 et 2021, le nombre total de collisions routières dans l'arrondissement a diminué de près de moitié, passant de 1 973 en 2012 à 1 018 en 2021. Par ailleurs, la diminution en 2020 et 2021 peut s'expliquer par les confinements qui ont réduit le nombre de déplacements, mais on observe tout de même une tendance à la baisse jusqu'en 2019, année durant laquelle il y a eu 1 279 collisions.

Principaux Enjeux

En revanche, le nombre total de victimes piétonnes dans l'arrondissement n'a pas autant diminué pour la même période. Même si on observe une baisse marquée des victimes piétonnes en 2020 et 2021, ce qui est probablement attribuable à la réduction des déplacements durant les confinements, il n'y a eu que 10 victimes de moins en 2019 par rapport à 2012, soit une diminution d'environ 11 %. La même tendance s'observe à l'échelle de Montréal, où le nombre de victimes piétonnes est passé de 1 242 en 2012 à 1 195 en 2019, soit une diminution d'environ 4 %.

Bref, l'ensemble des collisions routières a diminué depuis 10 ans, mais il y a presque toujours autant de piéton·nes blessé·es ou tué·es.

Données à l'échelle de la Ville de Montréal

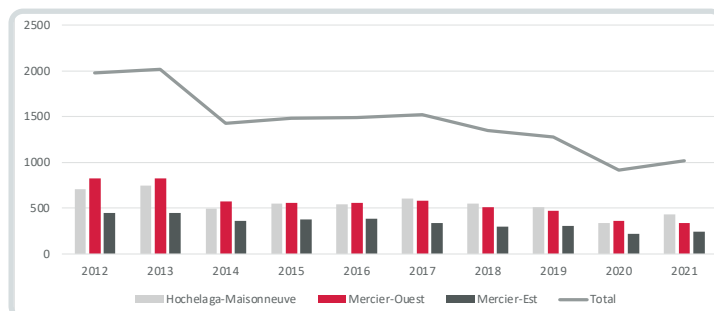
La Vision Zéro (Ville de Montréal, 2022) est un plan d'action de la Ville de Montréal pour atteindre zéro blessé·e grave et décès sur les routes. La démarche consiste à analyser les endroits où il y a eu des blessé·es graves ou des décès pour comprendre les causes de l'accident et déterminer les aménagements à réaliser pour rendre l'endroit plus sécuritaire. En outre, depuis l'adoption du Plan de transport en 2008, le bilan des collisions s'est grandement amélioré et le taux de mortalité est relativement stable depuis 2014. Le nombre de blessé·es graves par collision a considérablement diminué au cours de la dernière décennie, mais demeure stable depuis deux ans.

Concernant les victimes de collisions (tous modes de transport confondus) qui subissent des blessures graves, leur nombre a considérablement diminué à Montréal. En revanche, le nombre de décès reste stable. De plus, le pourcentage de blessé·es graves qui ont plus de 65 ans augmente.

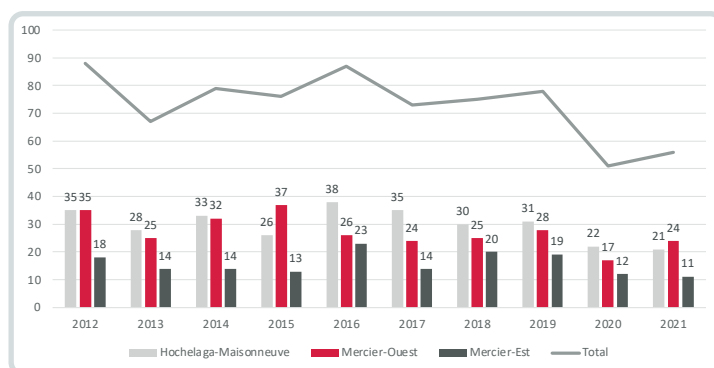
Les piéton·nes sont surreprésenté·es comme victimes de blessures graves et de décès, puisque ce sont les usager·ères de la route les plus vulnérables. Voici donc les cinq principaux enjeux de sécurité routière observés lors d'accidents qui causent des blessures graves ou des décès de piéton·nes :

1. Les comportements imprévus, dus principalement au non-respect de la signalisation de la part de piéton·nes ou d'automobilistes.
2. Les caractéristiques des véhicules : les véhicules plus gros font en sorte que leur visibilité est réduite.

Graphique 6 : Nombre de collisions routières par quartier entre 2012 et 2021



Graphique 7 : Nombre de victimes piétonnes par quartier entre 2012 et 2021



3. La signalisation déficiente, comme l'absence de feu piéton ou l'absence d'aménagements pour assurer la sécurité des piéton·nes.
4. L'obstruction visuelle aux intersections, particulièrement par des voitures stationnées à moins de cinq mètres des intersections ou d'objets mal positionnés.
5. L'état cognitif altéré, soit des usager·ères fatigué·es ou intoxiqué·es.

Les comportements imprévus, la signalisation et les aménagements déficients reviennent beaucoup dans nos consultations comme éléments qui affectent le sentiment de sécurité dans les déplacements.

Sentiment de sécurité

Une partie importante de la population ne se sent pas toujours en sécurité lors des déplacements, ce qui fait en sorte que certaines personnes choisissent de limiter leurs activités, surtout lors de moments plus problématiques, comme l'hiver à cause des lacunes dans l'entretien des trottoirs et le soir lorsqu'il manque d'éclairage. Favoriser les déplacements actifs permet un meilleur achalandage des lieux et est un facteur contribuant au sentiment de sécurité des citoyen·nes qu'on ne doit pas négliger. Deux enjeux principaux sont ressortis de nos consultations, soient les comportements dangereux des usager·ères de la route, tels que la vitesse automobile, les lacunes dans les aménagements et particulièrement les intersections dangereuses.

Perceptions des répondant·es

Comportements des usager·ères de la route

La vitesse automobile est un des enjeux qui affecte le plus le sentiment de sécurité des répondant·es au sondage. La vitesse impacte le sentiment de sécurité de 26 % des répondant·es au sondage. Les limites de vitesse ne sont pas respectées, particulièrement sur les artères et les rues locales larges où il n'y a pas de mesures d'apaisement. Les gens ont l'impression qu'il y a de plus en plus d'impatience sur la route, faisant en sorte que les automobilistes circulent plus rapidement, mais aussi que la signalisation n'est pas respectée et que leurs comportements sont dangereux. Les participant·es mentionnent observer un non-respect des arrêts et des feux rouges aux intersections. Les personnes âgées sont particulièrement sensibles aux automobilistes qui tournent trop rapidement sur des feux piétons lorsqu'elles sont en train de traverser.

La cohabitation entre les différents modes de transport est aussi un enjeu, 30 % des répondant·es au sondage ne sont pas satisfait·es de la cohabitation des transports dans l'arrondissement. Lors des groupes de discussion, les personnes âgées mentionnent craindre de percuter des cyclistes lorsqu'elles conduisent un véhicule.

Les intersections dangereuses sont le deuxième enjeu principal de sécurité dans les déplacements avec la vitesse automobile. Les répondant·es sont 26 % à mentionner que cela affecte leur sentiment de sécurité. Plusieurs intersections sont difficiles à traverser lorsqu'il n'y a pas de saillies de trottoir ou en l'absence d'un feu piéton. Pour

les personnes âgées ou à mobilité réduite, le temps de traverser des feux piétons est souvent insuffisant pour qu'elles soient en mesure de traverser l'intersection avant la fin du décompte.

Le manque d'entretien hivernal des trottoirs est un enjeu important pour les personnes âgées et à mobilité réduite, limitant ainsi leurs déplacements parce qu'elles craignent de chuter. Les trottoirs peuvent même devenir impraticables pour ces personnes. Les trottoirs glissants sont une des problématiques qui a fait l'objet du plus de requêtes au 311, avec 1 543 demandes d'intervention depuis 2016 dans l'arrondissement.

Le manque d'éclairage fait en sorte que certain-es ne se sentent pas en sécurité de se déplacer à la tombée de la nuit, particulièrement dans les rues moins achalandées et les ruelles. Au niveau de l'arrondissement, 58 % de femmes ont répondu ne pas se sentir en sécurité lors des déplacements le soir dans notre sondage. L'éclairage est la priorité d'aménagement nommée dans le sondage. C'est un enjeu qui est aussi ressorti dans nos groupes de discussion, particulièrement avec les aîné-es. Là aussi, il est important de prendre en compte le moment de l'année où a été réalisée la collecte de données, les journées se font plus courtes et donc le manque d'éclairage se fait encore plus ressentir.

Hochelaga-Maisonneuve

Les données localisées des collisions routières depuis 2012 montrent une concentration des victimes piétonnes le long du boulevard Pie-IX et de la rue Hochelaga, particulièrement à proximité de la station de métro Joliette. Les éléments préoccupants en lien avec la sécurité routière chez les répondant-es au sondage dans le quartier concernent les intersections dangereuses et la vitesse excessive des voitures. Malgré la mise en place de mesures d'apaisement et de saillies de trottoir dans le quartier, plusieurs intersections, particulièrement le long des voies routières avec un débit de circulation important, sont dangereuses à traverser en transport actif. Les nombreuses rues fermées à cause des travaux de construction font en sorte que les automobilistes sont moins patient-es envers les piéton-n-es et circulent à une vitesse trop élevée dans les ruelles, malgré l'interdiction.

Durant le groupe de discussion à Résolidaire (Centre de services et d'activités pour aîné-es), plusieurs enjeux spécifiques sont ressortis pour cette clientèle du quartier. En effet, pour les aîné-es qui utilisent leurs voitures comme mode de déplacement, le manque d'espaces de stationnement réservés aux personnes à mobilité réduite les insécurise, puisqu'elles craignent de ne pas être capables de se stationner assez près de leur destination pour pouvoir s'y rendre sans problème. Une autre préoccupation importante pour les automobilistes est la peur de percuter les cyclistes le soir, certain-es n'étant pas visibles. Peu importe le mode de déplacement, les détours occasionnés par les travaux routiers sont stressants, puisque la routine de déplacement des aîné-es doit être modifiée. Les personnes craignent de se perdre ou de devoir passer par des lieux inconnus, ce qui les insécurise.

Mercier-Ouest

Les données localisées des collisions routières depuis 2012 montrent une concentration des victimes piétonnes le long de la rue Sherbrooke Est. Plusieurs intersections de cette rue ont aussi été mentionnées dans le sondage comme étant dangereuses. En outre, l'intersection la plus accidentogène de l'arrondissement, soit l'intersection des rues Sherbrooke Est et du Trianon se trouve dans Mercier-Ouest. Les enjeux de sécurité routière sont donc concentrés aux endroits où il y a le plus de déplacements et d'activités (stations de métro, centres commerciaux, stationnement incitatif, etc.), mais il y a aussi des enjeux de sécurité en transport actif pour se déplacer entre les secteurs Guybourg et Haig-Beauclerk et le reste du quartier ; le secteur étant enclavé et disposant de peu d'infrastructures sécuritaires pour le transport actif :

« Mon fils de 10 ans doit marcher 1,4 km pour se rendre à l'école. Il traverse le viaduc Cadillac et Hochelaga. Je n'ai jamais l'esprit tranquille et je refuse qu'il y aille à vélo, car le trajet est dangereux. (Voie cyclable qui traverse Hochelaga à une intersection sans lumière!!!? Quelle idée!!) (SIC) ».

Répondante au sondage

Dans le sondage, lorsqu'on demande aux citoyen.nes « Quelles sont les priorités en sécurité urbaine dans votre quartier ? », on remarque que la sécurité routière et dans les déplacements arrivent en priorité. Concernant la sécurité routière, la sécurité des piéton.nes et la vitesse excessive des autos arrivent comme premières préoccupations des citoyen.nes dans le quartier.

Mercier-Est

Plusieurs intersections dangereuses ont été nommées dans le sondage, notamment sur la rue Hochelaga et la rue Sherbrooke Est et il y a également une concentration de piéton.nes blessé-es ou décédé-es depuis 2012 sur ces rues. C'est le quartier où les gens se déplacent le plus en voiture. La vitesse automobile est l'enjeu principal en termes de sécurité routière. Cet enjeu est nommé dans le sondage, mais aussi lors des groupes de discussion. Ce sont les artères qui sont nommées comme étant les rues les plus dangereuses du quartier, ainsi que les intersections qui s'y trouvent. Les rues Dubuisson et Souigny, qui rejoignent l'autoroute 25, sont aussi identifiées comme étant très problématiques au niveau de la vitesse des voitures.

L'équipe en aménagement du programme en sécurité urbaine de L'Anonyme est souvent sollicitée pour effectuer des marches exploratoires dans le quartier, ce qui démontre que la sécurité dans les déplacements y est un enjeu important. Ces marches ont été effectuées principalement avec des groupes de femmes (en collaboration avec Info-Femmes) et d'ainé-es. Les principales problématiques qui ressortent des marches sont les lacunes en éclairage qui limitent les déplacements le soir et le manque d'accessibilité universelle des trottoirs, qui sont trop étroits et mal entretenus, ainsi que le manque d'infrastructures permettant de traverser les intersections en sécurité et les décomptes trop courts des feux piétons.

Synthèse des enjeux

Le diagnostic local en sécurité urbaine s'intéresse à des thématiques distinctes, telles que la cohabitation sociale et le sentiment de sécurité dans l'espace public, la sécurité dans les déplacements, la présence policière ainsi que la criminalité et la sécurité du domicile.

Le sentiment de sécurité dans l'espace public varie en fonction des caractéristiques des personnes et de leur niveau de vulnérabilité. Les hommes qui ne vivent pas de discriminations se sentent généralement en sécurité, mais les femmes se sentent généralement moins en sécurité, surtout le soir et la nuit lorsque l'éclairage est déficient ou que le lieu n'est pas achalandé. Le harcèlement de rue affecte aussi beaucoup le sentiment de sécurité des femmes, plus particulièrement celui des adolescentes, étant moins outillées pour y faire face. La crainte de vivre des agressions dans l'espace public limite les déplacements et l'occupation de l'espace public des femmes et des personnes âgées plus particulièrement.

La consommation de substances psychoactives et l'itinérance sont les principales réalités affectant le sentiment de sécurité dans l'arrondissement, puisque plusieurs personnes associent l'itinérance à la consommation de substances psychoactives, réalité souvent associée à des comportements agressifs. Lors des ateliers de discussion, beaucoup de personnes expriment vouloir interagir davantage avec les individus en situation de vulnérabilité et les aider, mais elles ne sont pas outillées pour le faire. L'établissement de nouveaux refuges sans consultations des résident·es riverain·es a exacerbé les enjeux de cohabitation avec les populations en situation d'itinérance.

Concernant la sécurité du domicile, l'occupation des terrains privés et les vols sur les balcons ou les terrains affectent aussi beaucoup le sentiment de sécurité et contribuent à la stigmatisation des personnes vulnérables. Plusieurs personnes, particulièrement, les aîné·es, aimeraient une plus grande présence policière pour renforcer leur sentiment de sécurité, même s'il y a un sentiment que le service de police est impuissant face aux violences armées et aux vols de et dans les véhicules, ce qui préoccupe beaucoup les résident·es. En revanche, certaines populations ne font pas tellement confiance au service de police, c'est même un facteur d'insécurité chez les populations stigmatisées, particulièrement celles en situation d'itinérance, qui relèvent se faire surjudiciarisées et évincer de leurs campements. Il y a un consensus sur le besoin de plus d'intervenant·es dans les lieux publics et de plus de surveillance, sans que ce soit nécessairement par des policier·ères.

L'aménagement des lieux publics ne répond pas aux besoins de l'ensemble de la population. Il manque de mesures d'apaisement dans les rues et aux intersections pour s'assurer que l'ensemble des usager·ères du transport actif puissent se déplacer en sécurité. Les personnes à mobilité réduite ne sont pas en mesure de se déplacer partout et en tout temps, puisque les trottoirs ne sont pas toujours en bon état et qu'il manque de mobilier pour se reposer. Les parcs et les places publiques ne sont pas tous accessibles universellement et l'absence d'installations sanitaires accessibles fait en sorte de freiner la fréquentation des parcs. Enfin, il y a des conflits d'usage dans certains parcs puisqu'ils ne sont pas aménagés pour répondre aux différents besoins de toutes les populations (aîné·es, jeunes, personnes en situation de handicap, personnes en situation de vulnérabilité, etc.).



| Pistes de solutions et **recommandations**



Pistes de solutions et recommandations

Voici les principales propositions issues de nos consultations pour améliorer le sentiment de sécurité dans l'arrondissement, en fonction des différents enjeux :

Tableau 2 - Recommandation des citoyen·nes sondé·es dans le cadre du sondage et des groupes de discussion

| Enjeux | Initiatives proposées |
|------------------------------------|---|
| Cohabitation | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'intervention de proximité/travail de rue Valoriser la culture d'entraide dans l'arrondissement Favoriser les rencontres entre les différentes populations Donner des formations ou des ateliers pour favoriser les interactions respectueuses avec les personnes en situation de vulnérabilité ou marginalisées Tolérer / assurer la stabilité des campements Identifier des lieux de tolérance et d'accueil pour les personnes en situation d'itinérance qui répondent à divers besoins (halte chaleur, fraîcheur, accès aux toilettes, etc.) |
| Prévention de la violence | <ul style="list-style-type: none"> Offrir des formations sur différents sujets entre autres la désescalade de crises Offrir des ateliers d'autodéfense Offrir des formations pour contrer le harcèlement de rue (demande exprimée par les jeunes adolescentes) Augmenter l'intervention de proximité/travail de rue |
| Surveillance et sécurité | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter l'intervention de proximité/travail de rue Améliorer la présence dans les lieux publics (patrouille, police de proximité, intervention) |
| Sécurité routière | <ul style="list-style-type: none"> Optimiser le réseau de transports en commun Améliorer la signalisation afin de ralentir la vitesse des automobilistes Augmenter le nombre de traverses piétonnes Améliorer l'accessibilité universelle (places de stationnement, déneigement, ascenseurs dans les stations de métro) Sécuriser les pistes cyclables Augmenter la sécurité pour des déplacements actifs aux abords des écoles |
| Aménagement | <ul style="list-style-type: none"> Augmenter le nombre de toilettes publiques et de fontaines d'eau Installer des stations pour charger les téléphones Créer des haltes fraîcheur dans le nord de Mercier-Est Améliorer l'éclairage Aménager des espaces détente dans les rues (bancs, tables...) Assurer l'accès aux parcs l'hiver Verdir des ruelles Installer des bacs pour disposer de déchets biomédicaux Installer des supports à vélos |
| Connaissance des ressources | <ul style="list-style-type: none"> Améliorer les communications auprès de la population sur les ressources présentes sur le territoire (babillards urbains, feuillets informatifs) Organiser davantage d'activités dédiées aux jeunes et les informer des ressources déjà présentes |

La mise en œuvre de ces propositions pourrait contribuer à améliorer le sentiment de sécurité de la population. Il est cependant essentiel d'analyser l'impact de chaque mesure sur les populations trop souvent exclues des espaces publics (ex. : femmes, adolescent·es, personnes en situation d'itinérance, aîné·es, etc.), et particulièrement sur les populations les plus vulnérables. Ainsi, avant de modifier les aménagements, il est important de se questionner sur les populations qui en profiteront et s'assurer d'un environnement inclusif. Par exemple, il est essentiel de s'assurer de l'accessibilité universelle des lieux.

Un fort besoin se fait sentir pour des formations en lien avec la cohabitation. Les personnes sondées souhaitent connaître les ressources disponibles pour les personnes vulnérabilisées, ainsi que savoir comment faire face à certains comportements insécurisants. Un besoin pour des ateliers d'autodéfense a aussi été mentionné, particulièrement chez les adolescentes qui souhaitent faire face aux situations de harcèlement de rue.

Favoriser la cohésion sociale

- Afin de promouvoir la cohabitation entre les populations, favoriser le dialogue en organisant des rencontres autour d'activités dans les lieux publics.
- Lorsqu'une ressource d'hébergement d'urgence (refuge) est installée dans un quartier, une bonne communication avec les résident·es riverain·es est nécessaire. Pour favoriser cette communication, l'instauration de refuges devrait aller de pair avec un plan de sensibilisation et d'adaptation aux populations en situation de vulnérabilité.
- À la demande des jeunes et des aîné·es rencontré·es lors des groupes de discussion, mettre en place des activités permettant d'établir un dialogue avec les personnes en situation d'itinérance. Dans le même sens, il serait bénéfique d'offrir davantage d'ateliers de sensibilisation aux réalités des personnes en situation d'itinérance.
- Aménager plusieurs espaces dans les parcs afin de favoriser des usages multiples et un meilleur partage de l'espace entre plusieurs populations ayant des besoins différents (ex. : familles, adolescent·es, aîné·es, etc.).

Aménager l'espace de manière à favoriser le sentiment de sécurité

- Assurer la sécurité des usager·ères nocturnes par l'éclairage des axes principaux, des ruelles et des lieux à proximité des stations de métro durant toute l'année. Favoriser l'installation d'un éclairage diversifié adapté aux différents usages de l'espace et réduisant les zones d'ombre.
- Assurer l'ouverture des installations sanitaires (toilettes, fontaines d'eau, haltes fraîcheur et chalets) toute l'année, facilitant l'utilisation des parcs par certaines populations souvent exclues (notamment les aîné·es et les adolescentes).
- Encourager une appropriation de l'espace public par les citoyen·nes grâce à la mise en place d'espaces de détente (bancs, tables, etc.).

Renforcer les solutions de recours dans l'espace public

- Permettre aux citoyen·nes de trouver une assistance dans l'espace public (gardiens de chalet, intervenant·es de milieux) afin de renforcer leur sentiment de sécurité et d'être accompagné·es en cas d'urgence.
- Renforcer les solutions de recours au niveau des stations de métro durant les heures de pointe et en soirée (téléphone d'urgence, gardiens de sécurité, intervenant·es de milieux).
- Aménager des bornes de recharge pour les téléphones cellulaires.

Prévenir la violence

- Instaurer des mesures d'apaisement auprès de la population pour prévenir la violence armée et la circulation d'armes à feu.
- Donner un espace d'expression et de discussion aux populations ayant vécu un événement de violence ou ayant été confrontées à de la violence dans leur quartier.
- Mettre à disposition des formations d'autodéfense.
- Mettre en place des activités de sensibilisation au harcèlement de rue (notamment auprès des jeunes adolescent-es) aux abords des écoles et dans les transports en commun.

Promouvoir les activités et les ressources disponibles

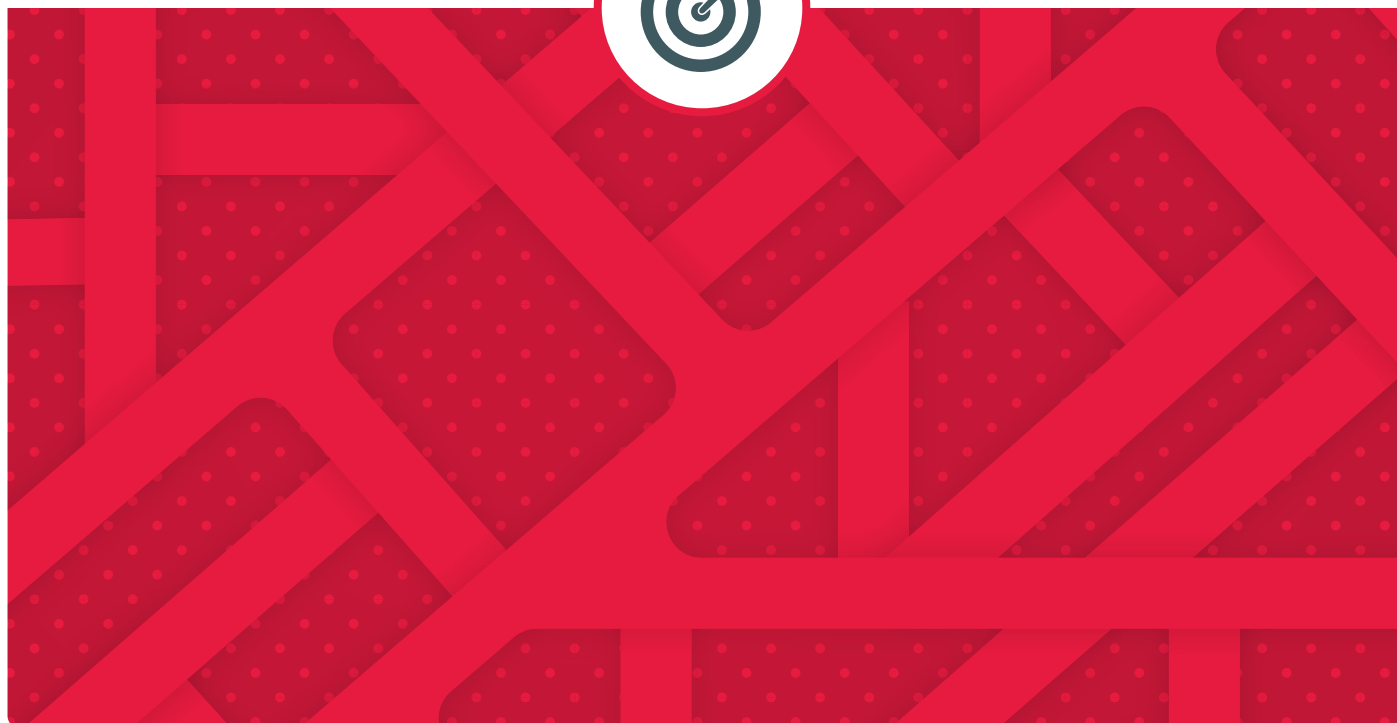
- Communiquer davantage d'informations quant aux ressources disponibles sur le territoire (babillards urbains, distribution de pamphlets). Notamment, informer des ateliers à venir, des causeries et des formations offerts dans les organismes du quartier.
- Encourager les initiatives entreprises par le milieu communautaire dans l'arrondissement et favoriser leur coordination.
- Valoriser les initiatives citoyennes, notamment celles qui impliquent une réappropriation d'espaces publics (ex. : verdissement de ruelles).
- Donner de la visibilité aux activités déployées dans l'arrondissement, notamment celles qui s'adressent aux jeunes.

Assurer la sécurité dans les déplacements

- Assurer le ralentissement des automobilistes grâce à la mise en place d'une signalisation adaptée et d'autres mesures d'apaisement de la circulation.
- Transmettre davantage d'informations aux résident-es quant à la durée des travaux entrepris dans leur quartier et assurer une meilleure cohabitation entre les usager-ères de la route, même en temps de travaux.
- Renforcer l'accessibilité universelle pour les personnes à mobilité réduite (places de stationnement réservées, ascenseurs dans les stations de métro, déneigement).
- Poursuivre la sensibilisation en lien avec la sécurité routière et la cohabitation auprès des enfants, tout en informant les parents des informations transmises afin de réduire leurs craintes.



| Conclusion



Conclusion

Ce diagnostic a brossé un portrait global de la sécurité dans l'arrondissement et a analysé les enjeux qui affectent le sentiment de sécurité des citoyen·nes. L'analyse sociodémographique et socioéconomique a fait ressortir les facteurs de vulnérabilité et de protection présents selon les lieux. Les consultations citoyennes et les entretiens avec les intervenant·es ont permis de faire ressortir les principaux obstacles à la pleine appréciation de l'espace public. Les enjeux de sécurité étant nombreux et complexes, plusieurs aspects restent à approfondir. Voici les aspects qui n'ont pas été abordés dans le présent diagnostic, mais qui pourraient faire l'objet d'une étude approfondie.

Les jeunes de moins de 14 ans n'ont pas été consultés lors de l'étude. Il serait pertinent d'organiser des ateliers pour sonder leur sentiment de sécurité et connaître leurs besoins. La sécurité aux abords des écoles est un enjeu important qui n'a pas été abordé dans le présent diagnostic, puisqu'un projet est en cours en 2023 au sein de L'Anonyme pour cet aspect spécifique.

Les enjeux concentrés dans le quartier de Mercier-Ouest sont également à préciser, puisque l'analyse manque de données tant au niveau du sondage que des groupes de discussion.

Il serait aussi intéressant d'approfondir les analyses en fonction des populations visées. En effet, les données ne sont pas représentatives de toutes les populations. Par exemple, le sentiment de sécurité des personnes racisées et issues de l'immigration ne fait pas l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de cette étude. Un atelier a été mené au sein de la résidence du 3629 rue Sainte-Catherine Est (accueillant une population vulnérabilisée) et il serait intéressant de mener une consultation plus poussée, notamment en lien avec l'usage de l'espace public. Enfin, les jeunes et les aîné·es ont généralement un sentiment de sécurité contrasté et sont confrontés à des enjeux d'aménagement de l'espace urbain différents. À cet égard, il serait pertinent d'approfondir les analyses à partir des données colligées dans le cadre des groupes de discussion. Cela permettrait de mieux comprendre les priorités en termes d'aménagement de l'espace urbain et répondre adéquatement aux besoins de ces groupes.

La sécurité des cyclistes n'a pas été abordée en profondeur. L'accessibilité universelle est un enjeu important, notamment auprès des populations aînées, et mérite d'être étudiée afin de s'assurer que tous les lieux sont universellement accessibles. Des consultations avec des personnes en situation de handicap permettraient de mieux cerner ces enjeux.

Enfin, le contexte de diffusion du sondage aux citoyen·nes est associé à un moment précis dans le temps impliquant une série d'événements influençant le sentiment de sécurité des répondant·es. La réalisation et la diffusion de sondages à différentes périodes au cours d'une année pourraient davantage être représentatives des enjeux associés à un quartier sur le long terme. Certaines questions pourraient aussi être ajoutées au sondage pour compléter l'information du répondant ou de la répondante: le lieu de résidence (code postal), la mobilité dans le quartier au cours des cinq dernières années, l'appartenance ou non à un groupe ethnoculturel.

Il serait donc pertinent que le diagnostic soit mis à jour régulièrement et évolue au fil du temps pour bien représenter le sentiment de sécurité qui évolue dans le temps et pour bien évaluer le sentiment de sécurité des populations, en précisant les enjeux.

Bibliographie

Barker, Anna (2011). Peur du crime et insécurité. Quelques réflexions sur les tendances de la recherche anglo-américaine. *Déviance et Société*, (35)1, 59-91.

Beavon, Daniel J.K., Brantingham, Patricia L. and Brantingham, Paul J. (1994). The influence of street networks on the patterning of property offenses. *Crime prevention studies* (2)2, 115-148.

Bauman, Zygmunt (2001). *Community: Seeking Safety in an Insecure World*. Cambridge, Polity.

Boudreau, Julie-Anne, Davis, Diane E., Boucher, Nathalie, Châtel, Olivier, Élisabeth, Clémence, Janni, Laurence, Philoctète, Pierre R. A., Salazar Salame, Héctor et Noubouwo, Antoine (2012). *Synthèse : La constitution de la citoyenneté des jeunes à Montréal et Mexico : Les exemples des relations entre les jeunes et la police à Saint-Michel et Iztapalapa*. INRS Centre - Urbanisation Culture Société; Laboratoire Ville et ESPaces politiques (VESPA), Montréal.

Brantingham, Patricia L. et Brantingham, Paul J. (1981). *Patterns in Crime*. New York, MacMillan.

Bruneteaux, Patrick (2017). La prise en charge nocturne des sous-prolétaires à la rue. Du hors-droit à la profilisation humanitaire de l'urgence sociale (1980-2015). *Cultures & Conflits*, (1-2) 105-106, 145-162.

Caillère, Lucie, Gagnon, Francis et Giroux, Mireille (2016). *Mercier-Ouest Portrait de quartier 2016*. Mercier-Ouest quartier en santé.

Collectif, C. A. N. D. E. L. A., et al. (2017). Pour une sociologie politique de la nuit. Introduction. *Cultures & Conflits*, (1-2) 105-106, 7-27.

Centre collaborateur OMS du Québec (1998). *Sécurité et promotion de la sécurité : Aspects conceptuels et opérationnels*.

Centre des femmes de Saint-Laurent (2007). *Plan d'action en matière de sécurité urbaine à Saint-Laurent*. Montréal, 63 p.

CIPC (Centre international pour la prévention de la criminalité) (2016). *5e rapport international : Prévention de la criminalité et sécurité quotidienne : les villes et le Nouvel agenda urbain*. Montréal, CIPC.

— (2018). *6e Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne : prévenir la cybercriminalité*. Montréal, CIPC.

— (2022). *Rapport sur la criminalité, agglomération de Montréal*. Montréal, CIPC.

CJM (Conseil jeunesse de Montréal) (2009). *Mettons la sécurité à sa place ! : Avis sur le sentiment de sécurité et les jeunes Montréalais dans l'espace public*. Conseil jeunesse de Montréal.

Cordeau, Gilbert (2016a). *Sondage auprès des résidents du PDQ 23*. SPVM.

— (2016b). *Sondage auprès des résidents du PDQ 48*. SPVM.

Cossette, Sarah-Maude et Boucher, Nathalie (2021). Les adolescentes, tacticiennes de l'espace public : Usages engagés et expériences transgressives des adolescentes dans les parcs de Pointe-aux-Trembles (Montréal). *Canadian Journal of Urban Research* (30)2, 109-123.

Côté, Michelle, Aziki, Yasmina et Pilon, Claude (2022). *Revue de pratiques - Les politiques en matière de police de proximité*. Montréal, CIPC.

Courcy, Isabelle, Lavoie Mongrain, Catherine et Blais, Mélissa (2022). *Rapport de recherche sur le harcèlement de rue à Montréal. Un portrait statistique de la pluralité des expériences, des manifestations et des contextes*. Montréal : Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal/Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal. Recherche soutenue par la Ville de Montréal et le Secrétariat à la condition féminine.

Crawford, Adam (2002). *Crime and Insecurity: The Governance of Safety in Europe*. Cullompton, Willan.

Faulkner, Cassandra, Roy, Michel, Béland, Marie-Pier et Hamel, Jérémy (2020). *Portrait de quartier 2019 Hochelaga-Maisonneuve*. La table de quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Fable, Vanessa (2015). *Le contact des policiers avec les citoyens : les perceptions de jeunes hommes noirs de la ville de Montréal*. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal.

Fondation Roi Baudouin (2006). *À l'écoute du sentiment de sécurité. Rapport général sur le sentiment de sécurité*. Bruxelles, 226 p.

García-Carpintero-Muñoz, María Ángeles, Tarriño-Concejero, Lorena et de Diego-Cordero, Rocío (2020). Consumption of Substances in Nightlife Settings: A Qualitative Approach in Young Andalusians (Spain). *International journal of environmental research and public health* (17)16, 1-17.

Garland, David (2001). *The Culture of Control*. Oxford, Oxford University Press.

Gehl. (s.d.). The Coexistence Toolkit – *Dialogue, Design & Policy Tools for Engaging with Homelessness in Public Space*. Prepared for SPUR.

Gervais, Isabel (2020). *Les expériences urbaines de l'itinérance autochtone au Québec et la représentation des interactions avec la police : une étude exploratoire*. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal.

González Castillo, Eduardo (2016). Le travail de rue et l'environnement social des jeunes. *Nouvelles pratiques sociales* (28)2, 243-263.
Gravel, Marie-Andrée (2014). *Le sentiment de sécurité et les perceptions de la population québécoise à l'égard de la criminalité*. Institut de la statistique du Québec.

Guénat, Olivier (2007). *La délinquance des jeunes. L'insécurité en question*. Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Ibrahim, Dyna (2020). *Perceptions du public à l'égard des services de police dans les provinces canadiennes, 2019*. Ottawa. Ontario, Statistique Canada. Repéré à : <https://www150.statcan.gc.ca1>

INSPQ (Institut national de santé public du Québec) (2021). *Mesures à mettre en place pour favoriser le sentiment de sécurité en contexte de pandémie de Covid-19 et de déconfinement partiel*.

Jacobs, Jane. [1961] (1993). *The Death and Life of Great American Cities*. New York, Random House.

LTQHM (La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve) (2022). RUI Hochelaga. Consultée le 5 janvier 2023 <https://www.ltqhm.org/rui-hochelaga>

Lieber, Marylène (2008). *Genre, violences et espaces publics. La vulnérabilité des femmes en question*. Lectures, Les livres.

Bibliographie

Lovatt, Andy, and O'Connor, Justin (1995). Cities and the Night-Time Economy. *Planning Practice & Research* (10)2, 127-134.

Massey, Joanne (2008). Young people, policing and urban space: a case study of the Manchester Millennium Quarter. *Safer Communities* (7)4, 17-24.

Nastase, Iulia (2021). *La gentrification du quartier Hochelaga-Maisonneuve : le discours sur la mixité à l'épreuve de ses réalités socio-spatiales*. Mémoire de maîtrise. Université de Montréal.

Newman, Oscar (1972). *Defensible Space: Crime Prevention Through Urban Design*. McMillan, New York 2.

Observatoire international des maires sur le vivre ensemble. Sd. ADS+ comme outil pour la sécurité des femmes. Consultée le 6 janvier 2023 <https://observatoirevivreensemble.org/ads-comme-outil-pour-la-securite-des-femmes>

Paquin, Sophie et Michaud, Alain (2002). *Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire*. Montréal.

Paquin, Sophie (2006). Le sentiment d'insécurité dans les lieux publics urbains et l'évaluation personnelle du risque chez des travailleuses de la santé. *Nouvelles pratiques sociales*, (19)1, 21-39. <https://doi.org/10.7202/014783ar>

— (2009). *Ma ville en toute confiance. Guide des meilleures pratiques pour un aménagement sécuritaire destiné aux municipalités et à leurs partenaires*. Union des municipalités du Québec.

Parazelli, Michel, Bellot, Céline, Gagné, Jean et al. (2013). *Les enjeux du partage de l'espace public avec les personnes itinérantes et sa gestion à Montréal et à Québec : perspectives comparatives et pistes d'actions*. Rapport de recherche : programme Actions concertées. Fonds de recherche société et culture Québec.

Schneider, Steve et Pearcey, Patti (1996). *La théorie et la pratique de la prévention du crime par l'aménagement du milieu*. Pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Simon, Jonathan (2007). *Governing Through Crime*. Oxford, Oxford University Press.

Skogan, Wesley G. and Hartnett, Susan M. (1999). *Community Policing, Chicago Style*. Oxford, Oxford University Press.

Smith, Neil et Williams, Peter (2007). *Gentrification of the City*. Routledge. 274 p.

SPVM (Service de police de la Ville de Montréal) (2020a). *Profil de la criminalité poste de quartier 23 Hochelaga-Maisonneuve septembre 2020*.

— (2020b). *Profil de la criminalité poste de quartier 48. Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve septembre 2020*.

Statistiques Canada (2013). *Enquête sociale générale : Aperçu 2013*. Ministre de l'Industrie.

— (2022). Recensement de la population : 2021.

— (2017). Recensement de la population : 2016.

— (2014). *Les perceptions des Canadiens à l'égard de la sécurité personnelle et de la criminalité*. Centre canadien de la statistique juridique.

— (2012). Enquête nationale auprès des ménages : 2011

Table de quartier Solidarité Mercier-Est (2021a). *Portrait de quartier Mercier-Est Partie 4* Consultée le 17 novembre 2022. <https://solidaritemercierest.org/wp-content/uploads/2020/04/Portrait-Mercier-Est-partie-4.pdf>

— (2021b). *Portrait de quartier Mercier-Est Partie 1*. Consultée le 17 novembre 2022 : <https://solidaritemercierest.org/wp-content/uploads/2020/04/Portrait-Mercier-Est-partie-1.pdf>

Trottier, Germain, Bastien, Robert, Lévy, Joseph, J., Roy, Élise et Olazabal, Ignaki (2003). Travail de proximité : principes et enjeux préventifs. In *Enjeux psychosociaux de la santé*, sous la dir. De Joseph J. Levy, Danielle Maisonneuve, Henriette Bilodeau et Catherine Garnier, 193-203. Québec, Presse de l'Université du Québec.

Van Crieelingen, Mathieu (2014). Qu'est-ce que la gentrification ? *L'Observatoire*, 79, 21-24.

Ville de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal, Tryspace (2021). *Montréal nocturne Perspective jeunesse sur l'utilisation des espaces publics*. Montréal. Conseil jeunesse de Montréal.

Ville de Montréal (2022a). *Des lieux où l'on se sent en sécurité : Aide-mémoire sur les principes d'aménagement sécuritaire*.

— (2022b). *Plan d'action vision zéro décès et blessé grave 2022-2024*.

— (2022c). Découvrez la Zone de rencontre Simon-Valois. Consultée le 9 janvier 2023 <https://montreal.ca/articles/decouvrez-la-zone-de-rencontre-simon-valois-26050>

— (2019). *Écoparc industriel de la Grande Prairie*. Document d'information sur le développement économique et urbain du secteur Assomption Sud-Longue-Pointe. https://ocpm.qc.ca/sites/default/files/pdf/P93/3.1_-_assomption-sud_longuepointe_lowres.pdf

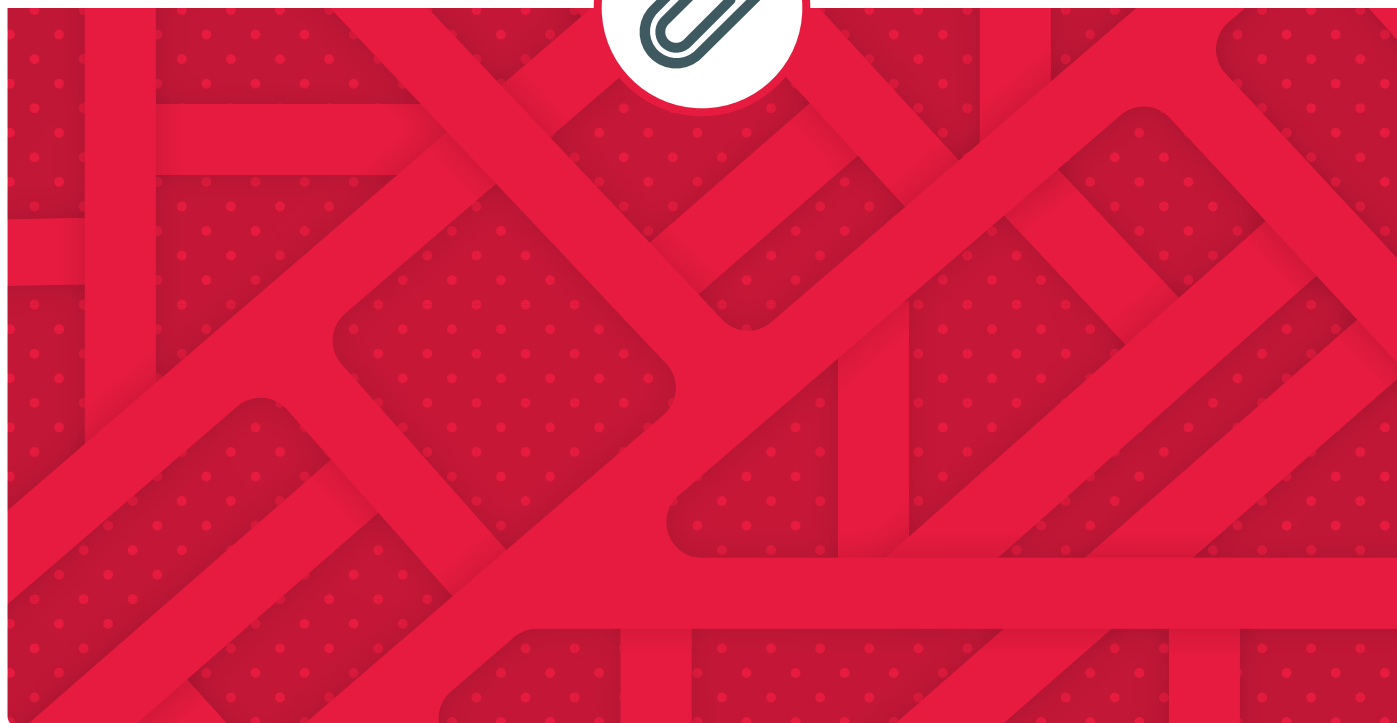
— Données ouvertes : *Demandes de services citoyennes (Requêtes 311) : 2016-2022*

— Données ouvertes : *Actes criminels : 2015-2022*

— Données ouvertes : *Collisions routières : 2015-2022*



| Annexes

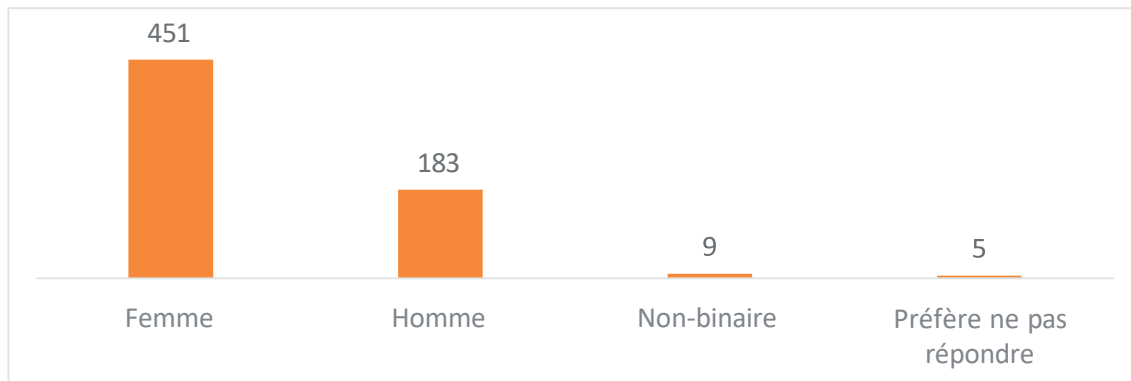


ANNEXE A

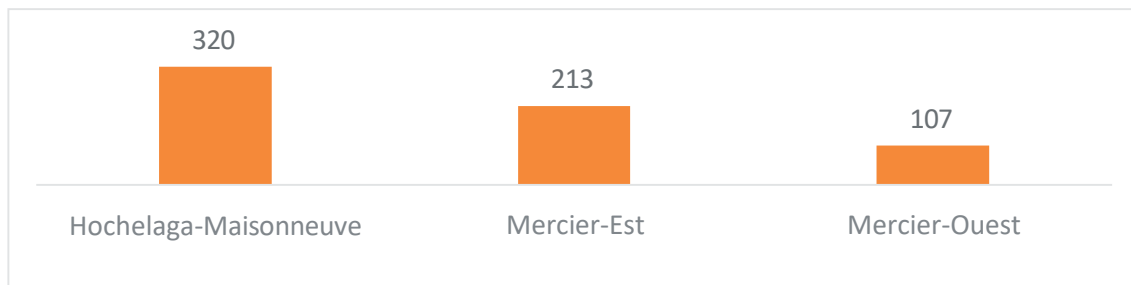
RÉSULTATS DU SONDAGE SUR LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ, L'ANONYME 2022

Résultats du sondage

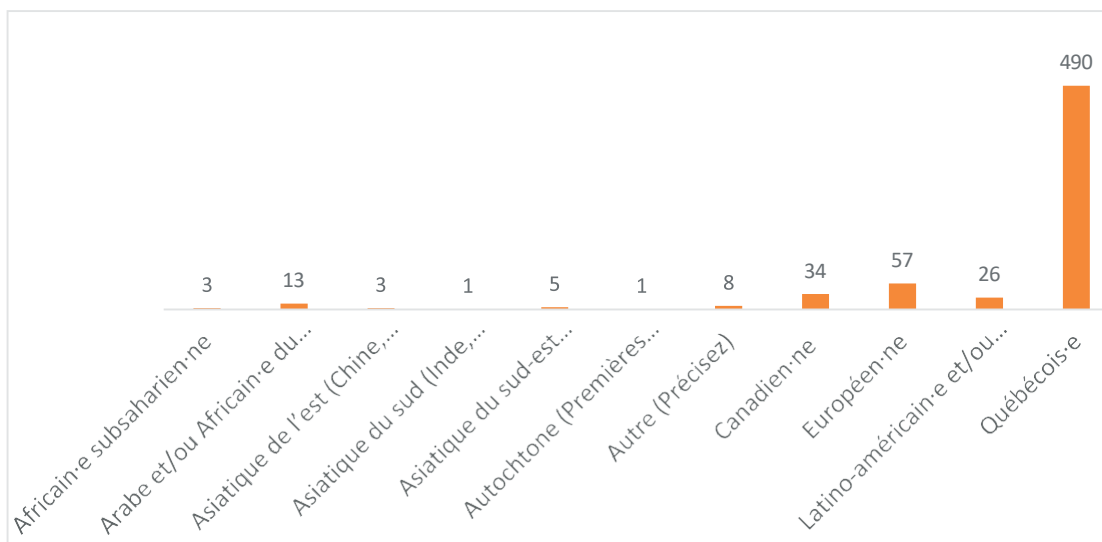
1. À quel genre vous identifiez-vous ?



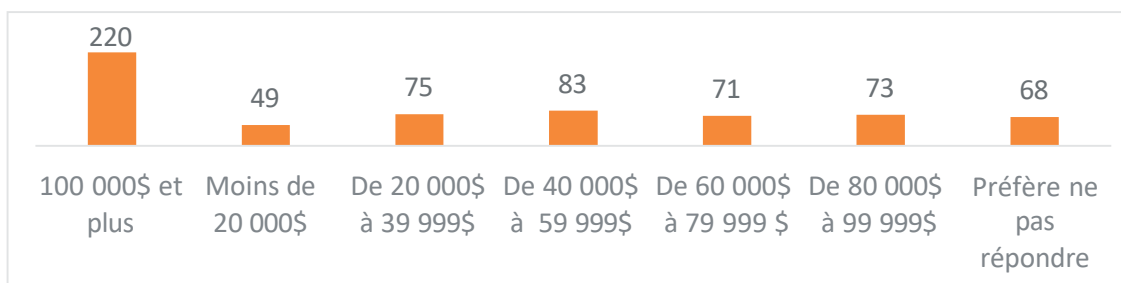
2. Quel quartier habitez-vous ?



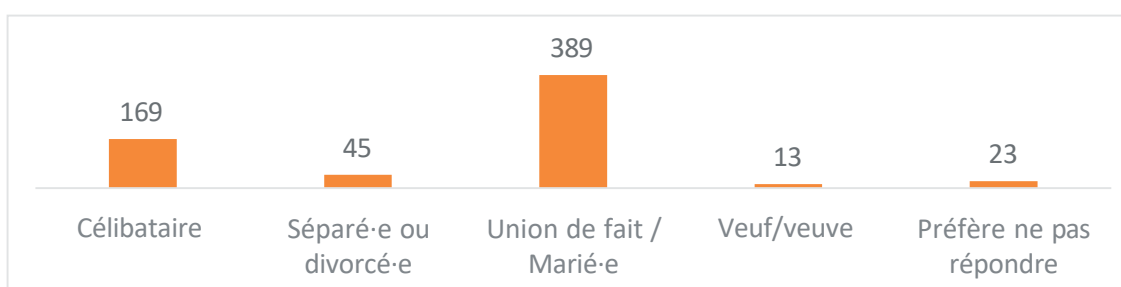
3. À quel groupe ethnoculturel vous identifiez-vous le plus ?



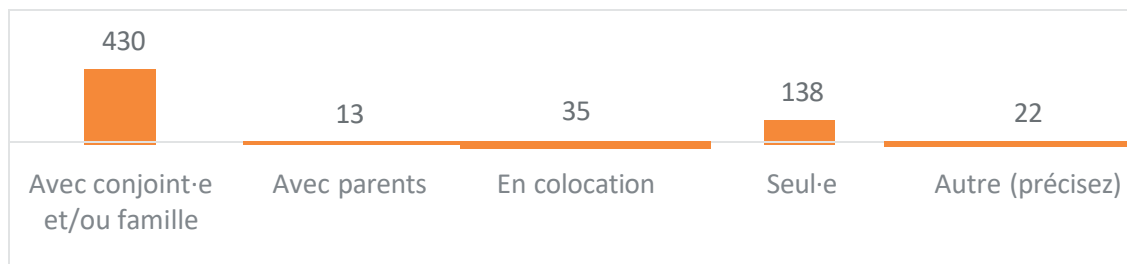
4. Quel est le revenu annuel avant impôts de votre ménage ?



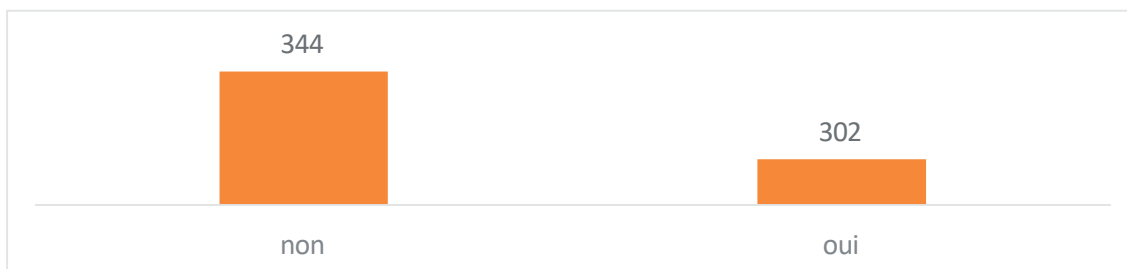
5. Quel est votre état civil ?



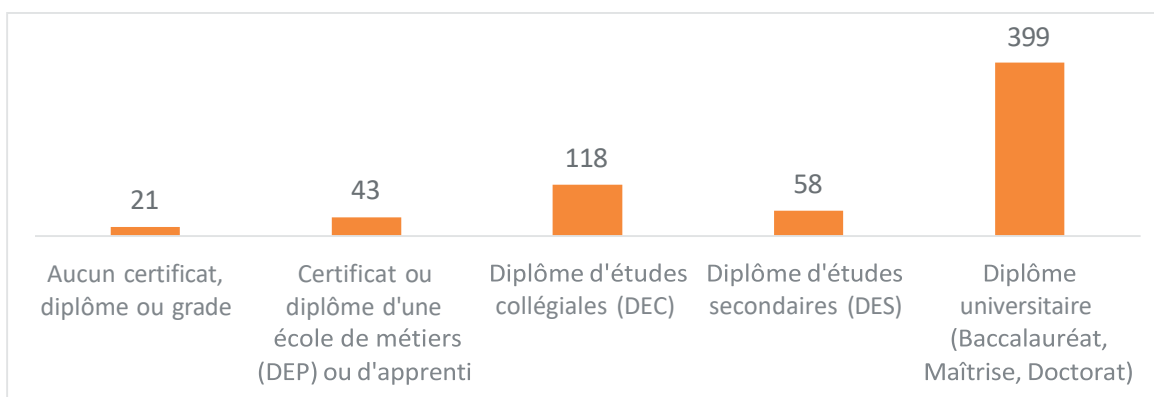
6. Demeurez-vous...?



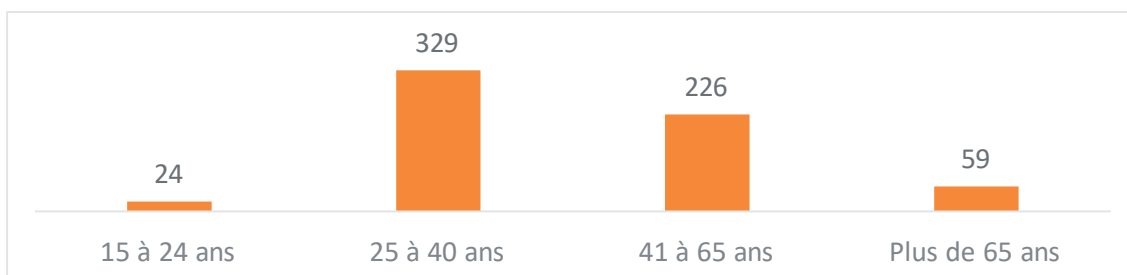
7. Avez-vous des enfants d'âge mineur qui vivent dans votre ménage ?



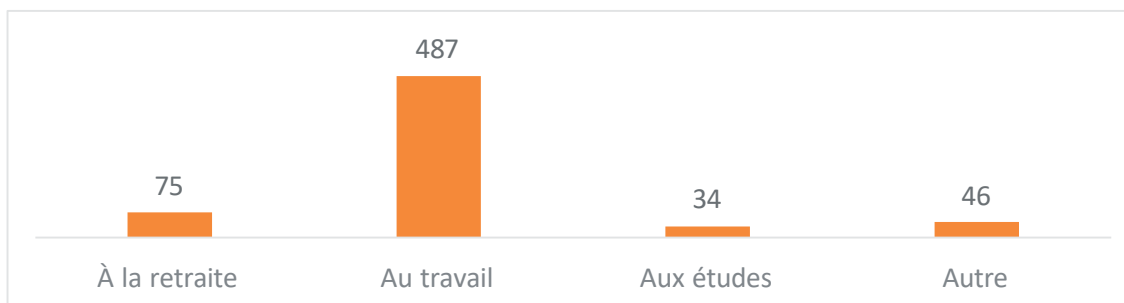
8. Quel est votre plus haut niveau de scolarité complété ?



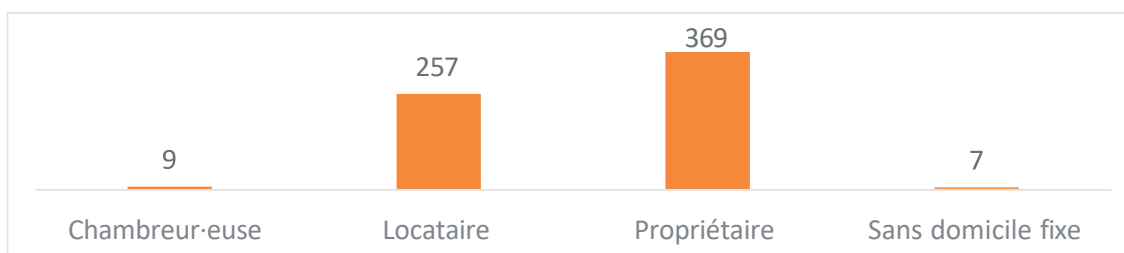
9. Dans quel groupe d'âges vous situez-vous ?



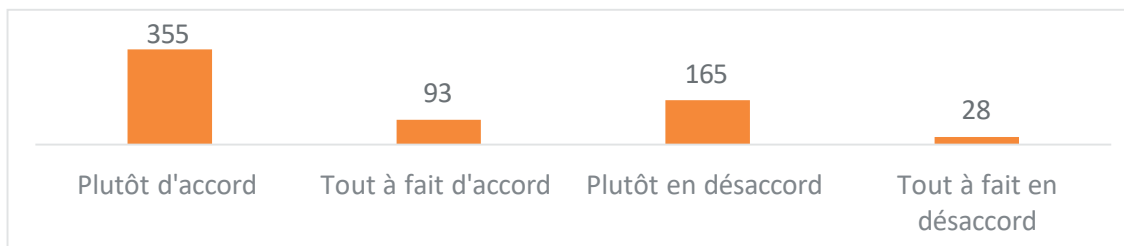
10. Quelle est votre activité principale ?



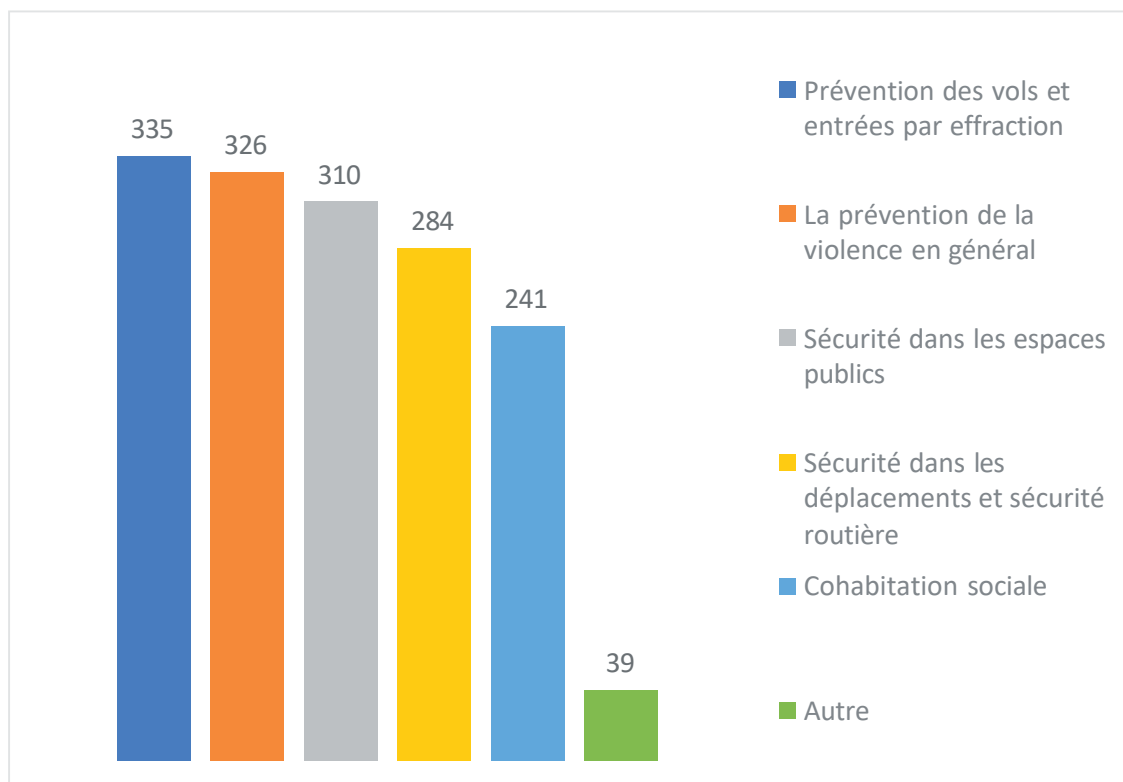
11. En matière de logement, êtes-vous...?



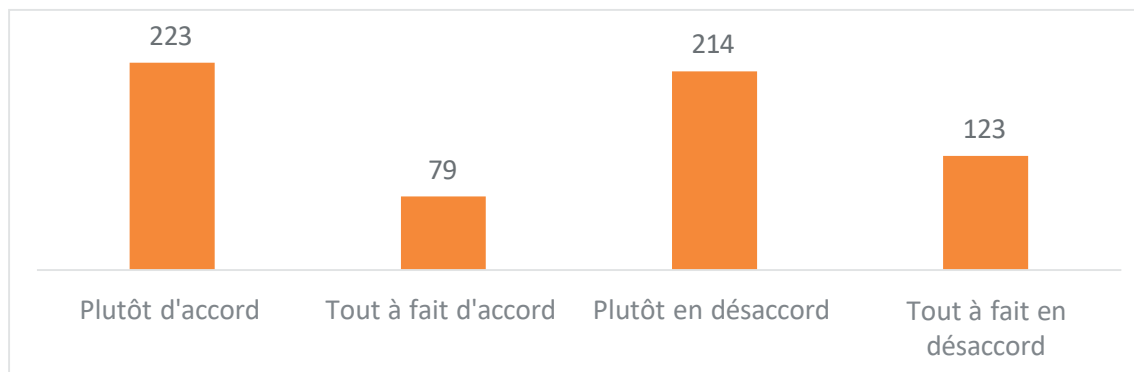
12. Globalement, je me sens en sécurité dans mon quartier.



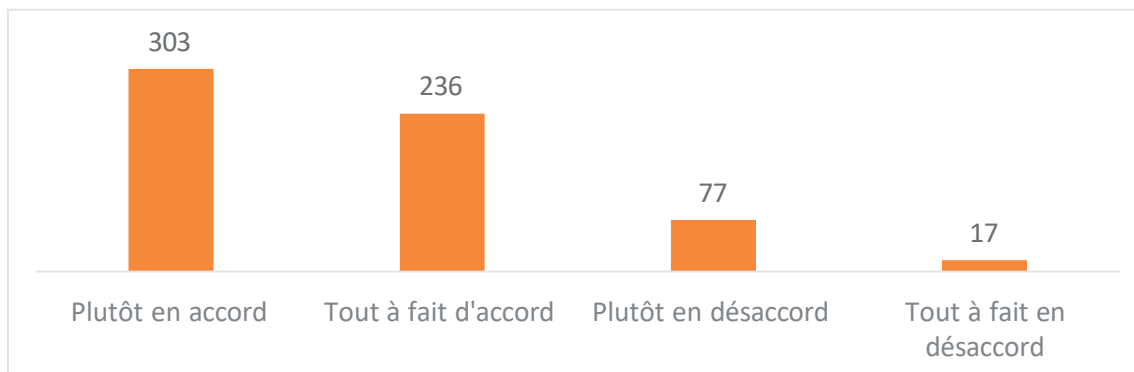
13. En termes de sécurité urbaine, quelles sont les priorités dans votre quartier ?



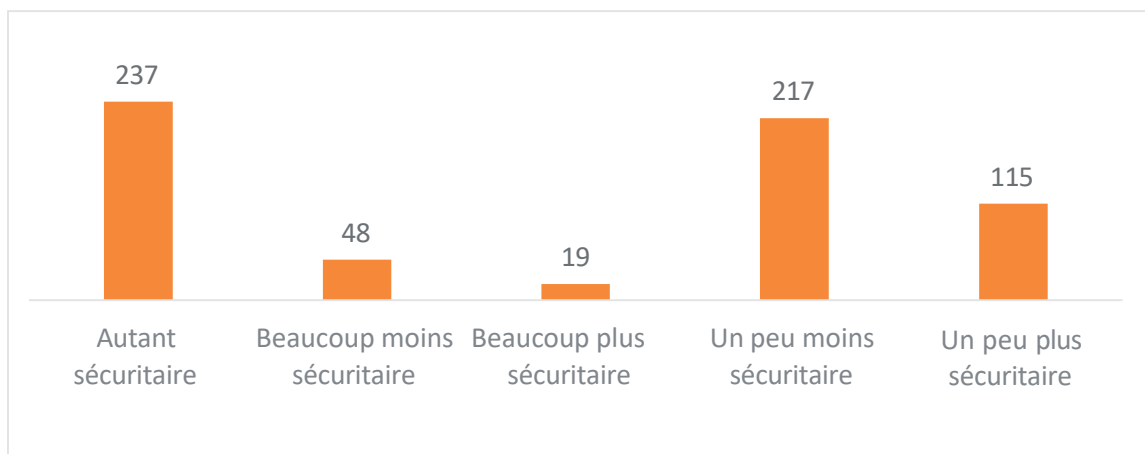
14. Je me sens en confiance de me déplacer à la tombée de la nuit dans mon quartier.



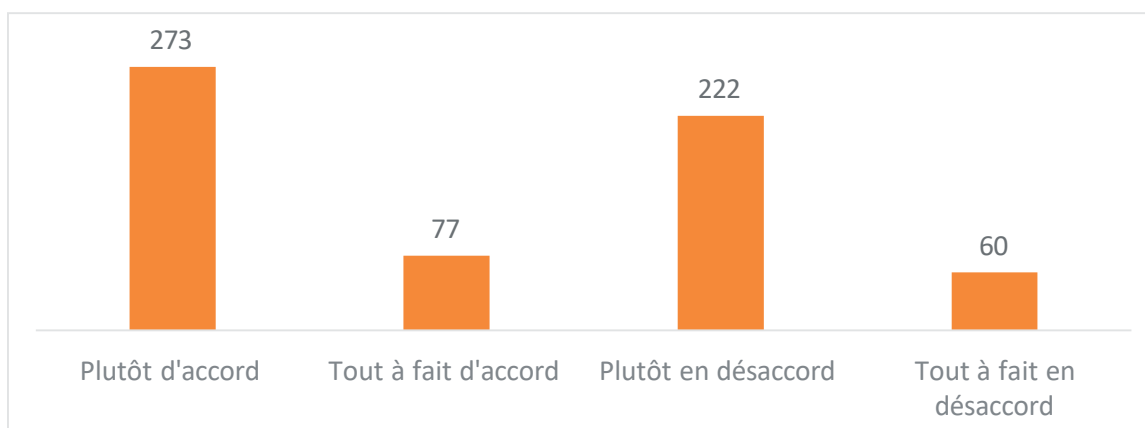
15. Je me sens à l'aise de fréquenter les lieux publics de mon quartier.



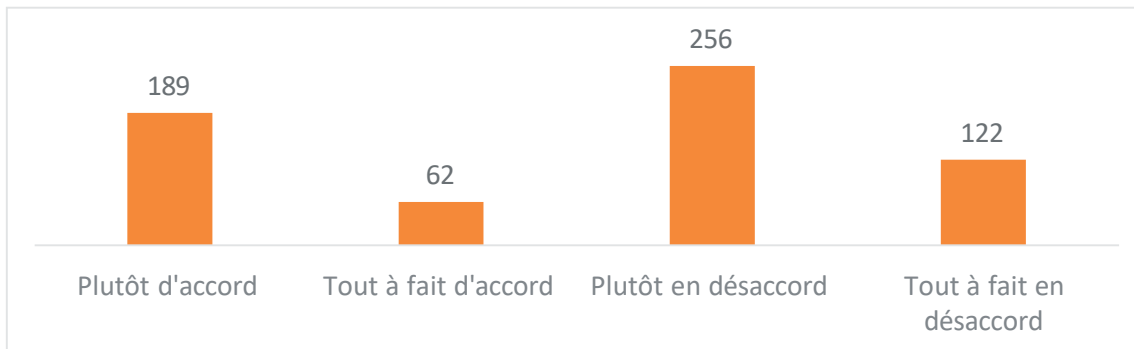
16. Comment évaluez-vous la sécurité de votre quartier par rapport au reste de la ville de Montréal ?



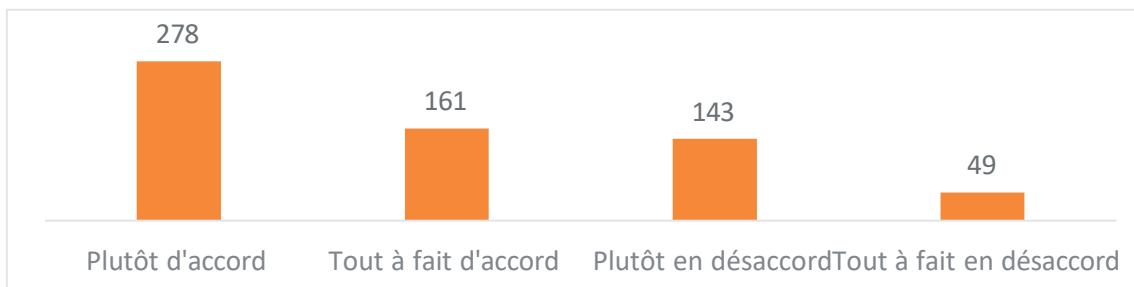
17. Dans mon quartier, il m'arrive de craindre pour ma sécurité ou celle des personnes vivant avec moi.



18. Il y a suffisamment de surveillance policière dans mon quartier.



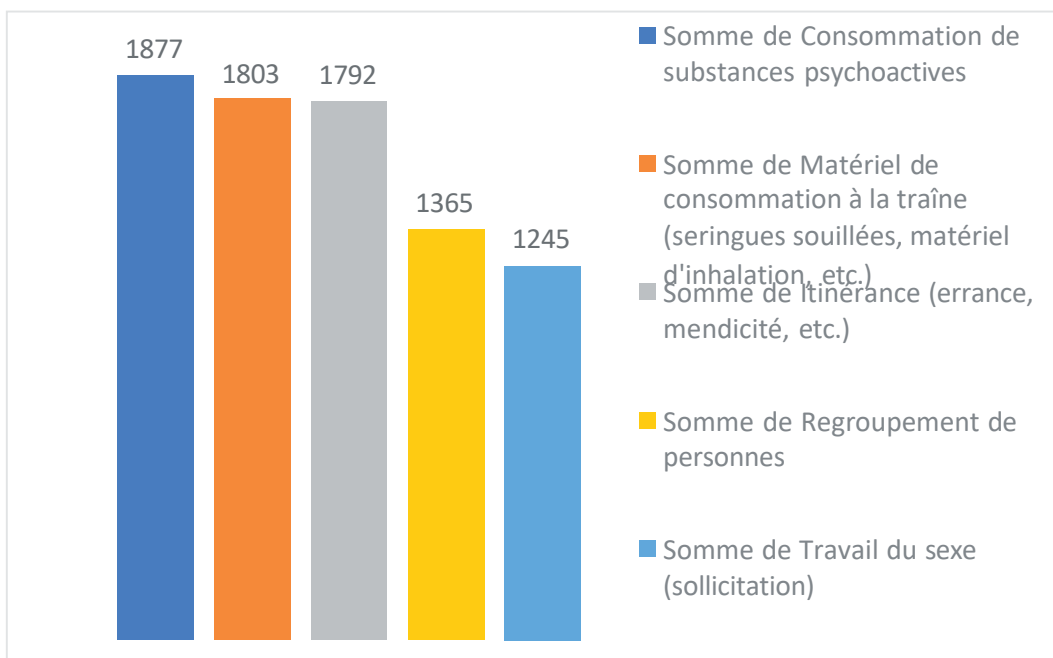
19. La présence policière dans mon quartier contribue à augmenter mon sentiment de sécurité.



20. Dans l'espace public, à quelle échelle ces réalités affectent-elles mon sentiment de sécurité ?

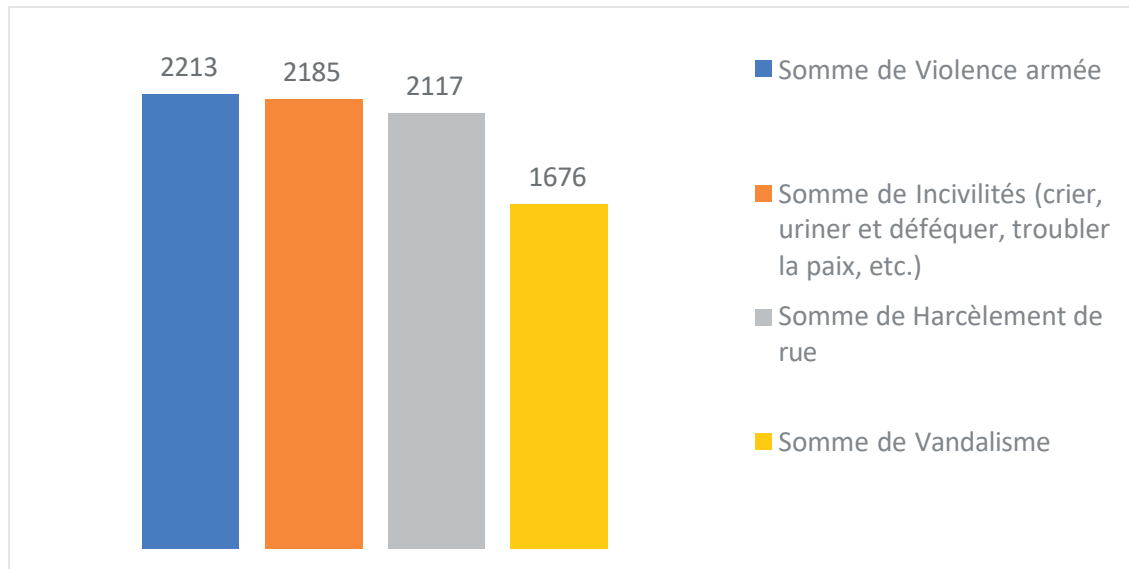
L'échelle se situe de 0 à 5 (0 permet de dire que cette réalité n'affecte pas du tout le sentiment de sécurité et 5 permet de dire que cette réalité affecte beaucoup le sentiment de sécurité).

Les résultats sont la somme des réponses choisies par les répondant.es.

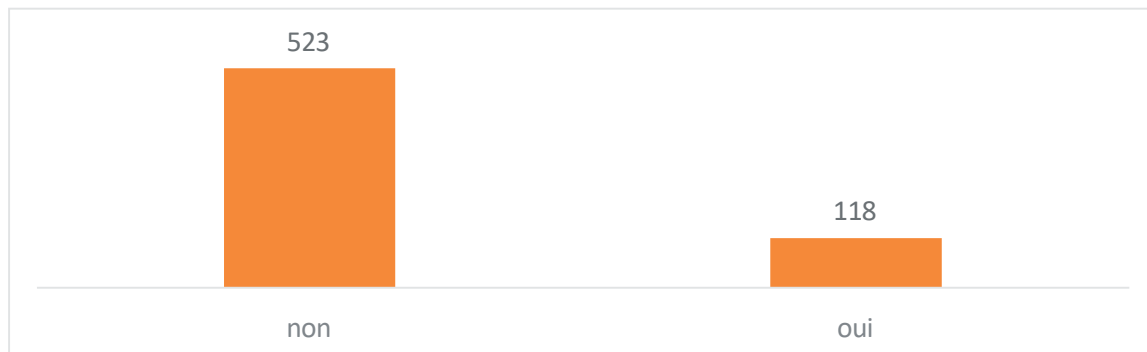


21. Dans l'espace public, ces comportements affectent-ils mon sentiment de sécurité ?

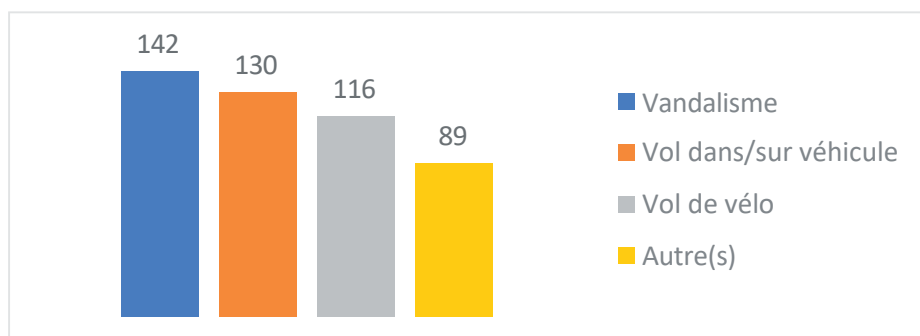
L'échelle se situe de 0 à 5 (0 permet de dire que ce comportement n'affecte pas du tout le sentiment de sécurité et 5 permet de dire que ce comportement affecte beaucoup le sentiment de sécurité). Les résultats sont la somme des réponses choisies par les répondant.es.



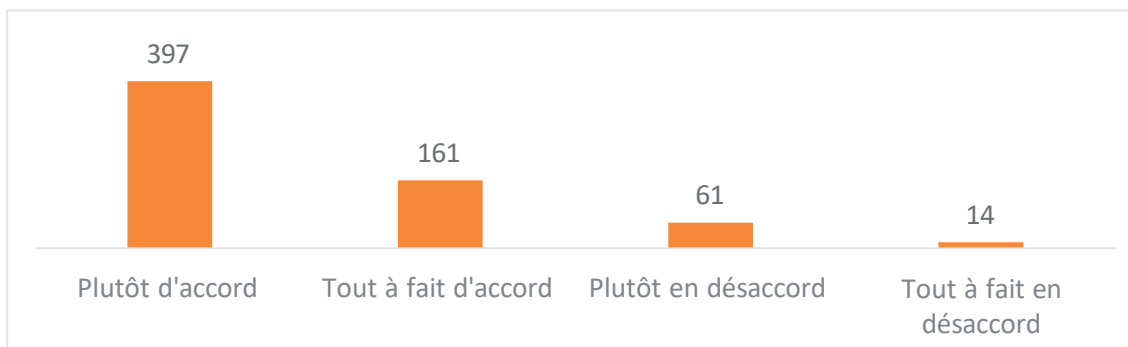
22. Au cours des cinq dernières années, avez-vous été victime d'une introduction par effraction ?



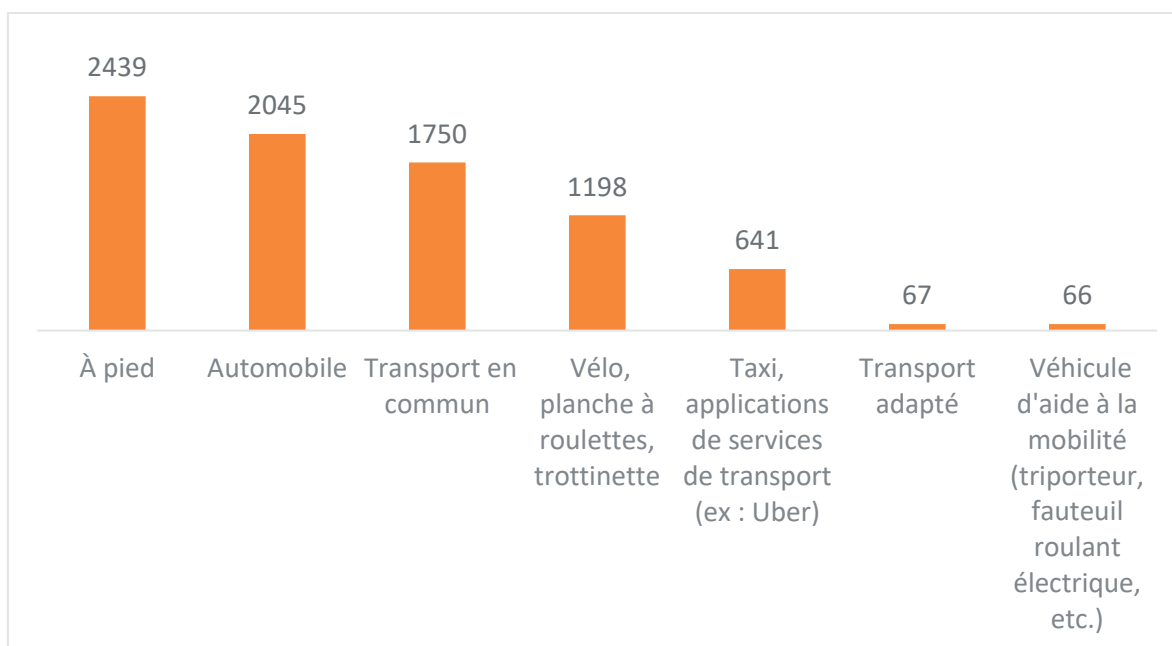
23. Avez-vous été victime des faits suivants?



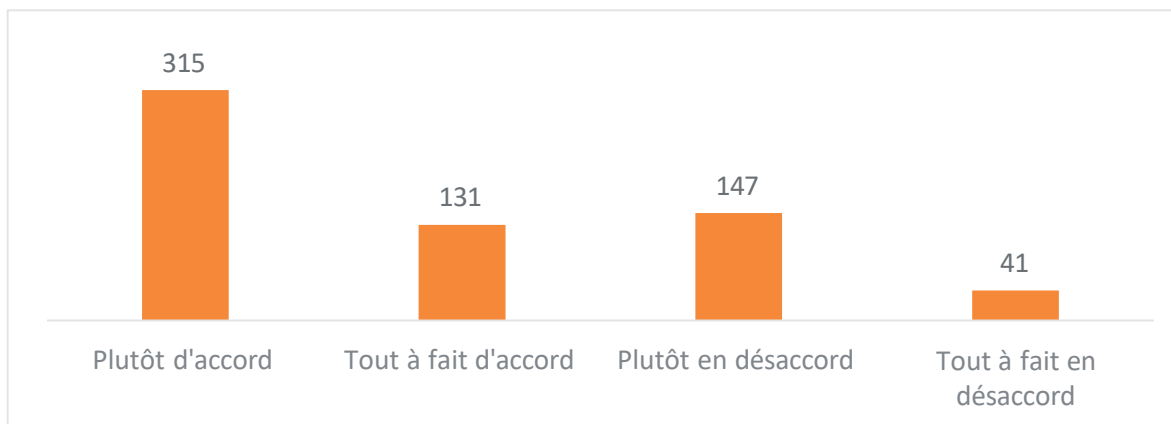
24. Je considère que mon domicile est sécuritaire.



25. Veuillez indiquer à quelle échelle vous utilisez les modes de transport suivants
L'échelle se situe de 0 à 5 (0 permet de dire que ce mode de transport n'est pas du tout utilisé et 5 permet de dire que ce mode de transport est très utilisé). Les résultats sont la somme des réponses choisies par les répondant.es.

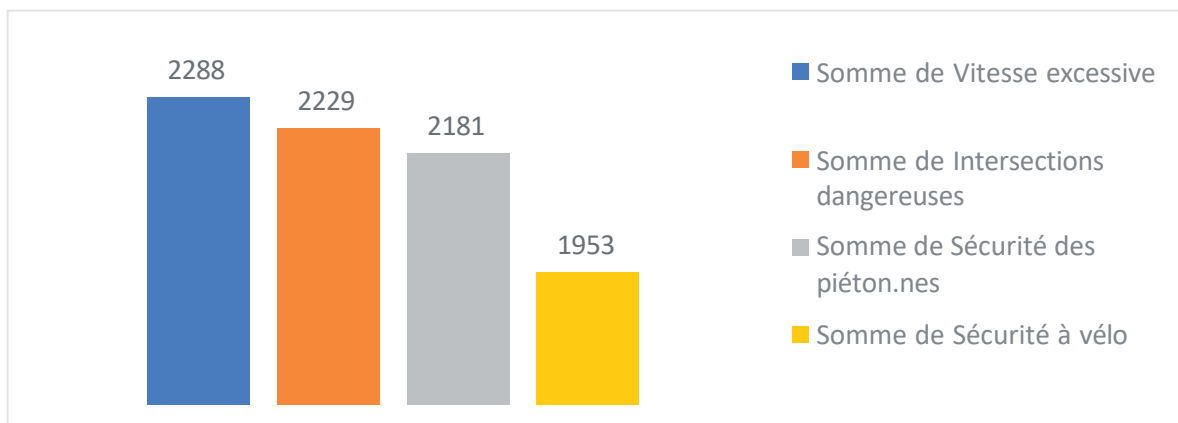


26. Je suis satisfait-e de la cohabitation des différents modes de transport dans mon quartier.

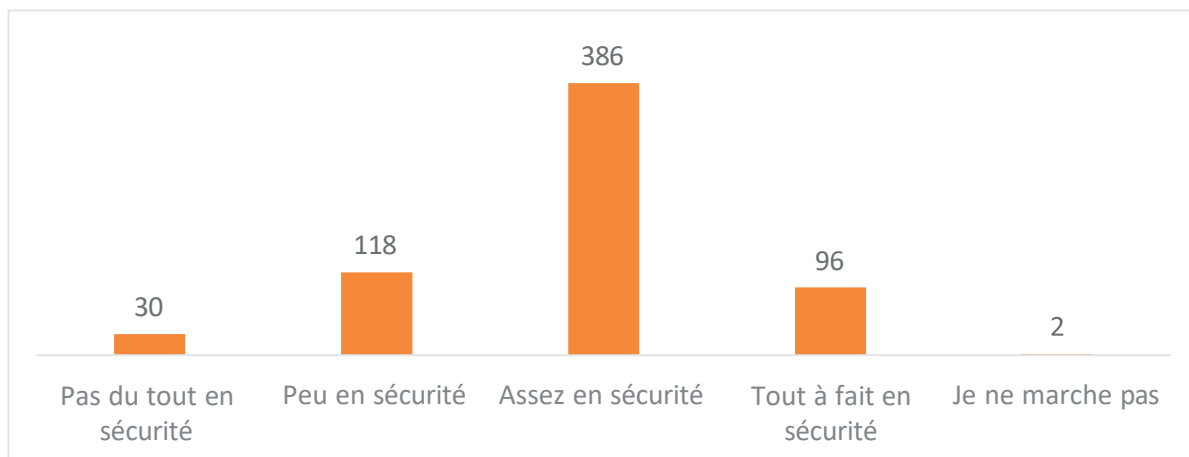


27. En termes de sécurité routière, identifiez votre niveau de préoccupation quant aux éléments nommés ci-bas.

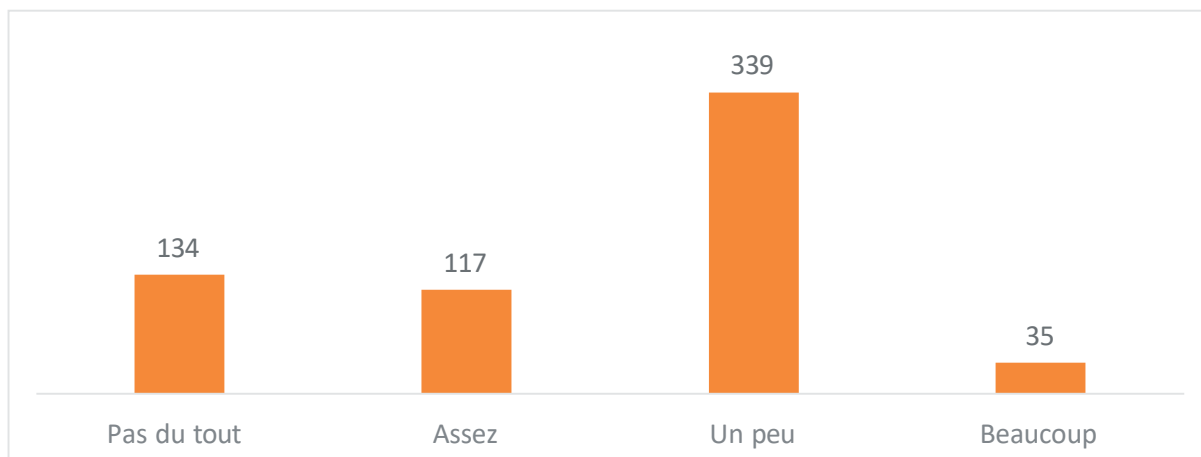
Le niveau se situe de 0 à 5 (0 permet de dire que la préoccupation n'est pas importante et 5 permet de dire que la préoccupation est très importante). Les résultats sont la somme des réponses choisies par les répondant.es.



28. Comme piéton-ne, je me sens en sécurité de marcher dans mon quartier ?



29. Je crains d'être victime d'une agression dans mon quartier.



ANNEXE B

PLAN D'ATELIERS DES GROUPES DE DISCUSSION AVEC LES CITOYEN·NES

1ère partie :

- Les éléments de mon quartier qui me font me sentir en sécurité (lieux fréquentés, comportements rassurants, transports utilisés, police, infrastructures sportives, parcs, etc.) : inscrire les éléments sur une feuille verte.
- Les éléments de mon quartier qui m'insécurisent (lieux, comportements, malpropreté, objets trouvés, éclairage, police, situations vécues, nuit, etc.) : inscrire les éléments sur une feuille rouge.

2e partie : Discussion autour des éléments nommés afin de savoir pourquoi c'est sécurisant et insécurisant.

3e partie : Idées et discussions autour des pistes d'améliorations concernant l'aménagement du territoire.

Les questions posées pour guider les participant·es :

- Sentiment de sécurité général
 - Pouvez-vous nous parler de votre sentiment de sécurité dans l'espace public ?
 - Qu'est-ce qui vous insécurise ?
 - Vous sentez-vous à l'aise de vous déplacer à la tombée de la nuit ?
 - Qu'est ce qui influence votre sentiment de sécurité ?
- Appropriation de l'espace public
 - Est-ce que vous considérez que votre quartier est bien équipé en infrastructures publiques ?
 - Est-ce que vous faites usage des infrastructures publiques de votre quartier (piscine, aires de jeux, parcs...) ?
 - Vous déplacez-vous souvent à l'extérieur du quartier/arrondissement pour faire usage d'autres infrastructures ?
 - Comment vous situez la sécurité de votre quartier par rapport au reste de Montréal ?

- Surveillance policière
 - Comment décrieriez-vous votre lien avec la police ?
 - Est-ce qu'il y a assez de surveillance policière dans le quartier ?
- Sécurité routière
 - Que pensez-vous du comportement des automobilistes dans le quartier ?
 - Vous sentez-vous en insécurité en tant que piéton (vitesse excessive...) ?
- Priorités d'aménagements et mobilité
 - Qu'est-ce qui pourrait être mis en place pour améliorer votre sentiment de sécurité ?
 - Est-ce que vous rencontrez des enjeux pour vous déplacer vers l'école ?
 - Comment vous déplacez-vous pour aller à l'école ?
 - Est-ce que votre école est dans MHM ?
 - Quel est votre moyen de déplacement principale ?

ANNEXE C

PLAN DES ENTREVUES SEMI-DIRIGÉES AVEC LES INTERVENANT·ES

Enjeux de sécurité du quartier

- Quels sont les enjeux de sécurité identifiés dans votre quartier ?
- Quels sont les facteurs qui influencent le sentiment de sécurité des personnes avec qui vous intervenez ?

Sécurité routière

- Quelles sont les intersections et les rues les plus dangereuses dans votre quartier ?
- Quelles sont vos observations en tant que piéton·ne dans le quartier, quels enjeux de sécurité routière observez-vous sur le terrain ?

Fréquentation et cohabitation dans les espaces publics

- Quels sont les espaces publics les plus fréquentés dans votre quartier ?
- Quels sont les espaces publics les moins fréquentés dans votre quartier ?
- Quels sont les enjeux de cohabitation sociale ?
- Quelle est la qualité du mobilier urbain et des infrastructures ? Quels sont les manques en aménagement urbain ?

Amélioration de la sécurité et suggestions pour améliorer la sécurité

- Qu'est-ce qui pourrait être mis en place pour améliorer le sentiment de sécurité des citoyen·nes auprès desquel·les vous intervenez ?

ANNEXE D

RÉSULTATS DU SONDAGE AUX INTERVENANT·ES

1- Pour quel(s) organisme(s) travaillez-vous ?

| Nom de l'organisme | Nombre de répondant·es |
|---|------------------------|
| Auberge du Coeur l'Escalier | 1 |
| Cap St-Barnabé | 1 |
| Info-Femmes | 1 |
| Comité des usagers Lucille Teasdale | 1 |
| La Maison des familles de Mercier-Est | 1 |
| L'Antre-jeunes de Mercier-Est | 2 |
| Le Chez-Nous de Mercier Est | 2 |
| Maison des jeunes MAGI de Mercier Ouest | 1 |
| PACT de rue | 1 |
| PITREM | 1 |
| Projet Harmonie | 5 |
| Résolidaire | 1 |
| N'a pas répondu | 1 |

2- Dans quel(s) quartier(s) intervenez-vous ?

| Quartier | Nombre de répondant·es |
|-----------------------|------------------------|
| Hochelaga-Maisonneuve | 4 |
| Mercier-Ouest | 7 |
| Mercier-Est | 8 |

3- Quelles sont les populations visées par vos interventions ?

| Population visée | Nombre de répondant·es |
|--|------------------------|
| 0-99 ans | 3 |
| 12 mois et plus | 1 |
| 12-17 ans | 3 |
| 12-25 ans | 1 |
| 16-35 ans | 1 |
| 18-30 ans (Personne en situation d'itinérance) | 1 |
| 50 ans et plus | 2 |
| 55 ans et plus | 1 |
| Familles | 1 |
| Familles, personnes seules en HLM | 1 |
| Femmes | 1 |
| HLM (HLM La pépinière) | 2 |
| Itinérante, gériatrique, femmes vulnérables | 1 |

4- Globalement, vous sentez-vous en sécurité lorsque vous intervenez dans votre quartier ?



5- Quels sont les facteurs qui influencent le sentiment de sécurité des personnes auprès desquelles vous intervenez ?

| Quels sont les facteurs qui influencent le sentiment de sécurité des personnes auprès desquelles vous intervenez ? |
|--|
| Des trottoirs déneigés et pas glissants, des accès aux commerces adéquats, des transports en commun plus fréquents pour éviter des attentes trop longues qui insécurisent es personnes moins agiles pour se déplacer rapidement. |
| La présence de jeunes 15-30 ans dans les espaces de stationnements, dans les resserres, et logements vacants, qui sont plus associés au stéréotypes des jeunes criminalisés. |
| Occupation positive des espaces |
| Espaces éclairés et dégagées, personnel présent tout au long des activités pour les diriger ou les seconder s'il y a un problème |
| Les intervenants |
| La présence de la police et la présence de personne en situation d'itinérance. |
| Consommation de drogues, santé mentale. |
| La proximité des commerces et l'accessibilité aux stations de métro |
| Le manque d'infrastructure structurant et répondant aux besoins des jeunes. (Loisirs, culture, lieu de rassemblement, safespace, etc) |
| Portes fermés à clés |
| Le taux de construction dans le quartier augmente définitivement l'impatience des chauffeurs à l'intention des piétons. |
| Proximité avec le poste de quartier 48 |
| La connaissance ou non du quartier (repères) |
| Présence des organismes, connaissance de son voisinage, culture d'entraide dans le quartier. |
| Présence d'intervenants. Rues et cours bien éclairées. Caméra de sécurité. Présence policière. |
| l'heure des déplacements (les femmes ne veulent plus sortir en soirée) |
| proximité avec les résidents. milieu familial. intervention de jour seulement. |
| La réponse des différents acteurs du quartier aux enjeux de sécurité (ex: GLIP, présence policière, etc.) |
| les formations sur la désescalade de crise, d'auto-défense, la réduction des méfaits, les actions mises en place pour limiter la violence en général (autre que la police) |

6- De votre point de vue, vos usager·es se sentent ils en sécurité dans les lieux publics?

| De votre point de vue, vos usager·es se sentent ils en sécurité dans les lieux publics ? |
|---|
| Pas toujours car il y a tellement de situations imprévues et de comportements imprévisibles de la part de certaines personnes. |
| Comme plusieurs rues sont fermées et les personnes doivent circuler dans les ruelles ce n'est pas toujours rassurant |
| La plupart du temps. |
| C'est relatif, certains oui et d'autres non pas du tout |
| Je crois que oui |
| Oui |
| En général oui. Certain jeunes m'ont nommé avoir peur de se déplacer une fois la nuit tomber mais la majorité des jeunes se déplace sans stress dans le quartier peu importe l'heure. |
| Généralement oui mais pas complètement non plus. |
| Généralement oui. Du fait que la majorité des rencontres se font dans les espaces publics dans le quartier. |
| Oui mais pas tous et toutes. Les participantes vivent un peu plus de difficulté au niveau de leur sécurité. (Harcèlement, catcalling, etc) |
| Oui |
| Relativement, oui. |
| Globalement, les personnes semblent se sentir en sécurité dans le quartier sauf cas exceptionnel (hausse de le peur suite aux coups d'arme à feu ces derniers temps) |
| Oui |
| Globalement oui. |
| Oui sauf le soir. |
| Pas le soir |
| +/- |
| ne sais pas |
| non |

- 7- Quels sont les lieux publics les plus fréquentés par les personnes auprès desquelles vous intervenez ?

| Quels sont les lieux publics les plus fréquentés par les personnes auprès desquelles vous intervenez ? |
|---|
| L'Épicerie, les pharmacies, les banques, Teams Horton, certaines fruiteries et petits restaurants |
| À l'extérieur, sur le plan HLM et dans nos locaux du Projet Harmonie |
| Stationnements, cours d'écoles après les heures, parcs , etc. |
| Gymnases d'écoles primaires annexées à des parcs, bureaux administratifs (Hochelaga angle DesOrmeaux) |
| La maison des jeunes, ainsi que le parc Jean-Amyot |
| Ils se tiennent beaucoup au terminus ou dans les parcs environnant |
| Le plan HLM lui même et les parcs avoisinant |
| Dans les parcs et aux abords des bouches de métro. Parfois, dans les restaurants ou cafés. Tout dépendamment de la météo. |
| Les parcs, les centres commerciaux, etc) |
| Parcs |
| Les banques, la caisse, les pharmacies, les épiceries, les cliniques et lieux de cultes. |
| Banques alimentaires, organismes communautaires (activités, accompagnement transport aux rdv médicaux), CLSC, |
| Épiceries, pharmacies, organismes communautaires |
| Les parcs, les écoles, bibliothèque, piscine. |
| Parcs. Transport en commun(arrêt de bus,metro). |
| Promenade Bellerive, autres organismes du quartier |
| école, plan HLM |
| ne sais pas |
| la rue, les squares, les parc, les embouchures de métro, les avenue piétonnières, le campement notre-dame 2.0 |

- 8- Comment évaluez-vous l'accessibilité du mobilier urbain, des installations sanitaires et des aménagements dans les lieux publics ?
- a. Moyenne de 2.15/5

- 9- En lien avec le sentiment de sécurité des personnes auprès desquelles vous intervenez, comment qualifiez-vous la présence policière dans votre quartier ?

| En lien avec le sentiment de sécurité des personnes auprès desquelles vous intervenez, comment qualifiez-vous la présence policière dans votre quartier ? |
|---|
| Pas toujours visible et rassurante sauf pour des rencontres particulières convoquées par des organismes communautaires. Alors la policière dédiée à cette action est vraiment disponible. |
| Une grande présence et encore plus depuis la mise en place du Programme ARRÊT du SPVM |
| Parfois positive, plus souvent qu'autrement négative. |
| Faible |
| Les policiers sont présents et ils vont rencontrer les jeunes |
| on ne voit pas souvent des voitures de police. Il est plutôt rare de les voir dans le quartier |
| Pas assez de présence. |
| Elle est bien présente. |
| Adéquate. Il y a des endroits où une présence policière pourrait favoriser la sécurité. |
| Trop présente |
| Bien, mais insuffisante. |
| La police est plutôt réactive et présente si besoin |
| Pas assez présente |
| Insuffisante. |
| Les femmes nous disent avoir l'impression qu'il y a peu de présence policière |
| non constante |
| on remarque une augmentation de la présence policière dans les environs de Louis-Riel. |
| Le sentiment de confiance n'est pas établi avec les corps policiers pour diverses situations d'abus de pouvoir et de dérogation au code déontologique. |

10- Pour la population auprès de laquelle vous intervenez, quels sont les principaux enjeux en lien avec la cohabitation sociale ?

| Pour la population auprès de laquelle vous intervenez, quels sont les principaux enjeux en lien avec la cohabitation sociale ? |
|---|
| Il y a une méconnaissance de la population itinérante et une peur manifeste de s'approcher des lieux où ceux-ci sont regroupés. On demande aux citoyens de comprendre les itinérants mais peu de travail est fait pour conscientiser les itinérants aux inquiétudes et aux peurs qu'ils suscitent dans la population. Des exigences il doit y en avoir des deux côtés. |
| Consommation de drogues et alcool, itinérance, santé mentale, mauvaise entretien des logements |
| Insalubrité, manques de réparations, sécurité, manque de laveuses et sècheuses disponible, logement désuets i.e.. La population nomme qu'elle sent qu'on les traite comme des "sous citoyens". |
| À nos bureaux administratifs, à cette période de l'année et tout au long de l'hiver, nous devons souvent intervenir avec des personnes en situation d'itinérance qui recherchent un endroit pour se réchauffer, se reposer, aller aux toilettes, etc. Situation pas trop évidentes quand nous offrons nos activités et que des aînés ou des jeunes enfants circulent. Cela cause un certain niveau d'anxiété et de malaise. Surtout que dans bien des cas, les personnes en situation d'itinérance ont aussi des problèmes mentaux. |
| Je n'en ai pas remarqué |
| Les jeunes ne parle pas très souvent de cohabitation social. |
| La consommation de drogues, le flânage, la santé mentale |
| Exclusion ou marginalisation |
| Enjeux de logement abordable. Manque d'espace dans la maison donc il est plus facile que les jeunes se tiennent à l'extérieur. |
| L'employabilité |
| Le manque d'accessibilité aux logements, et le prix de ceux-ci, adapté à la population âgée. |
| L'abus de pouvoir des propriétaires envers les locataires et locataires. Le manque de connaissance et de sensibilisation concernant les droits de la personne, des locataires et locataires, et de l'aîné.e. |
| Abus de certains propriétaires sur leurs locataires, enjeux de santé mentale et conflits de voisinage.. |
| La santé mentale |
| Quelques personnes auprès desquelles j'interviens vivent aux abords et dans un parc et sont stigmatisés par le voisinage qui fait appel à la police régulièrement d'après leurs dires. |
| Composition des menages (voisinage).Intergenerationnalité.interculturalité |
| l'impression que le nombre d'agressions et de crimes augmentent |
| mauvais entretien des bâtiments, mixité sociale, proximité des écoles |
| regroupement de jeunes (ados et jeunes adultes), personnes en consommation |
| la stigmatisation de la toxicomanie et de la maladie mentale |

11- Comment évaluez-vous l'accessibilité du service de transport en commun dans l'arrondissement ?

a. Moyenne 2.6/5.

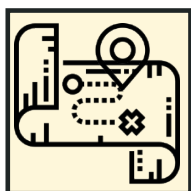
12- Avez-vous d'autres commentaires à nous partager ?

| Avez-vous d'autres commentaires à nous partager ? |
|--|
| C'était difficile de répondre à certaines de vos questions en quelques mots. J'espère que ça aide! |
| Non |
| non merci. |
| Le transport en commun est déficient. Certains passages piétons sont dangereux. (AA Desroches et Hochelaga par exemple) |
| Le niveau d'anxiété chez les femmes a augmenté depuis la pandémie et joue énormément sur leur sentiment de sécurité |

ANNEXE E

PRINCIPES D'AMÉNAGEMENTS

LES 7 PRINCIPES DE L'AMÉNAGEMENT SÉCURITAIRE



La signalisation : savoir où l'on est et où l'on va

Le nom des rues est-il bien indiqué ? Est-ce qu'un plan est affiché ? La présence de signalisation augmente le sentiment de sécurité, aussi, la signalétique doit être claire. Par exemple, les détours en lien avec la construction ne devraient pas nous faire tourner en rond.



La visibilité : voir et être vu·e

Par exemple, la peinture jaune appliquée sur les trottoirs au coin des rues rappelle l'interdiction de s'y stationner, ce qui assure la visibilité des piéton·nes. La présence de racoins ou cachettes ainsi que les recommandations en lien avec l'éclairage s'inscrivent aussi dans ce principe.



L'achalandage : entendre et être entendu·e

Dans les lieux habités où circulent plusieurs personnes, il y a surveillance informelle. Cette surveillance informelle, assurée par les citoyen·nes qui occupent l'espace public, augmente le sentiment de sécurité. Par exemple, on a la certitude qu'en criant, quelqu'un viendra à notre secours.



La surveillance formelle et l'accès à l'aide : pouvoir s'échapper et obtenir du secours

Les endroits dotés de peu d'issues peuvent avoir une influence négative sur le sentiment de sécurité (par exemple, un stationnement souterrain), contrairement aux espaces ouverts et où le réseau de téléphonie est accessible. La présence de niches d'assistance et l'accès aux téléphones publics contribuent aussi au sentiment de sécurité.



L'aménagement d'un lieu et son entretien : un environnement propre et accueillant

Pouvoir se sentir le·la bienvenu·e dans un lieu public contribue au sentiment de sécurité. La qualité du mobilier urbain, l'accès à des poubelles, des parcs et ruelles bien entretenus, l'aménagement d'une section pour débutant·e dans un « skatepark » et l'accès à des toilettes non genrées sont tous des éléments qui permettent de se sentir à sa place dans un lieu.



La concertation municipale et la participation de la communauté : agir ensemble

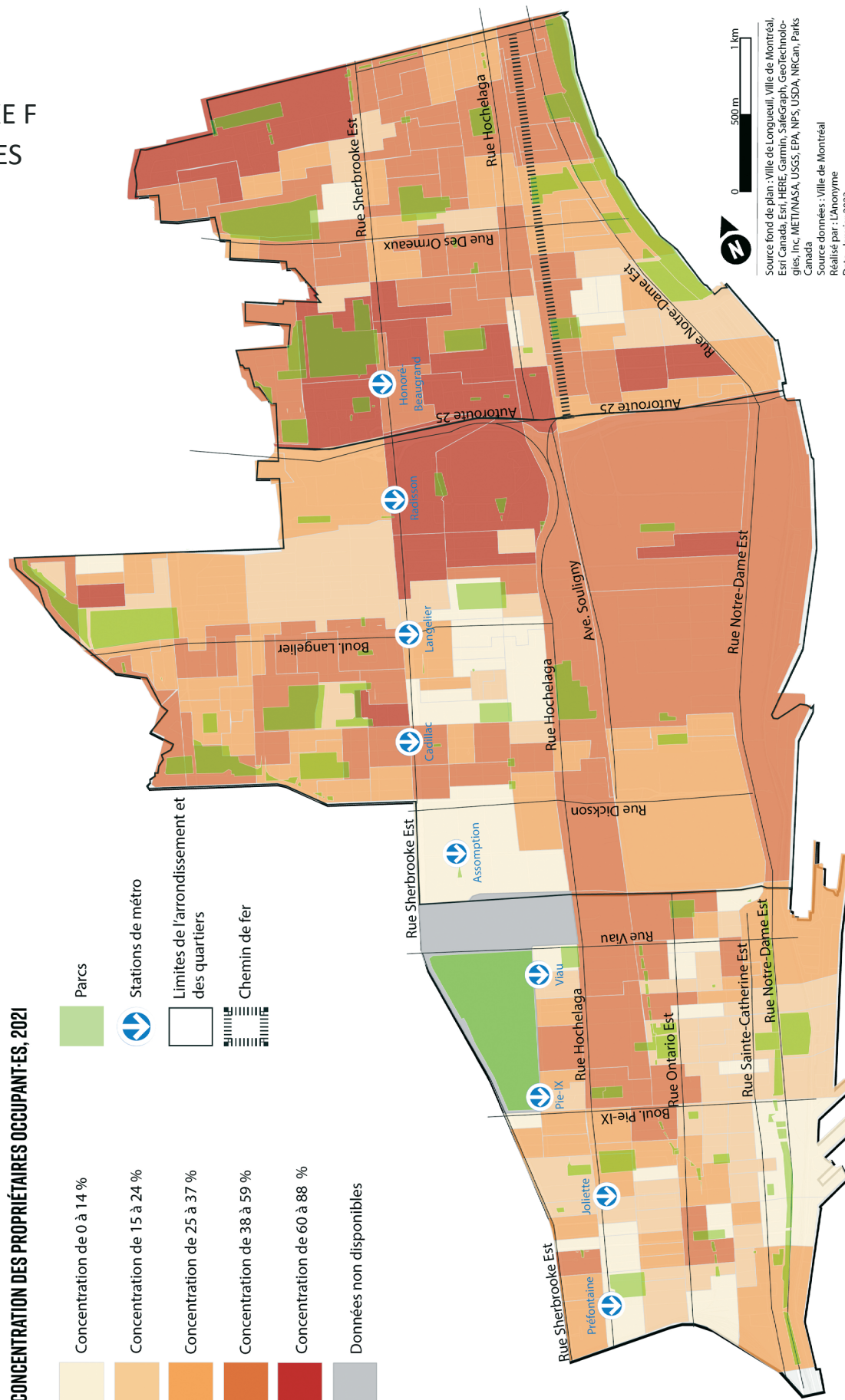
Ce principe n'est pas directement lié à l'aménagement urbain, bien que les marches exploratoires s'y inscrivent. Il inclut le bon voisinage, les projets collectifs, l'action citoyenne et tout ce qui contribue au sentiment d'appartenance au quartier. Il est aussi question de travailler en concertation avec les élu·es municipaux et des différents paliers gouvernementaux pour faire entendre les préoccupations des citoyen·nes.



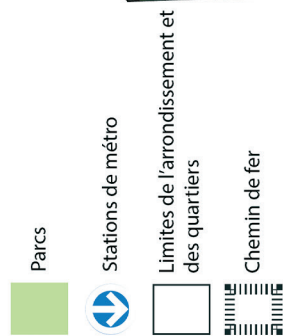
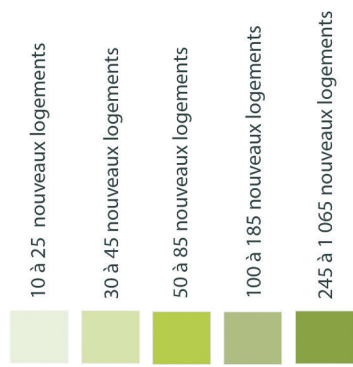
L'accès universel : un environnement inclusif et accessible à tou·tes

Ce principe ne concerne pas que les personnes à mobilité réduite. Ainsi, des mères utilisatrices de poussettes ont joint leurs forces aux personnes en situation de handicap pour l'accès aux immeubles, espaces publics et transport en commun. Ce principe implique aussi, par exemple, de planifier des bancs et espaces de repos sur les trajets empruntés par les ainé·es et d'assurer que les temps de traverses sont adaptés à tou·tes, même l'hiver.

ANNEXE F CARTES

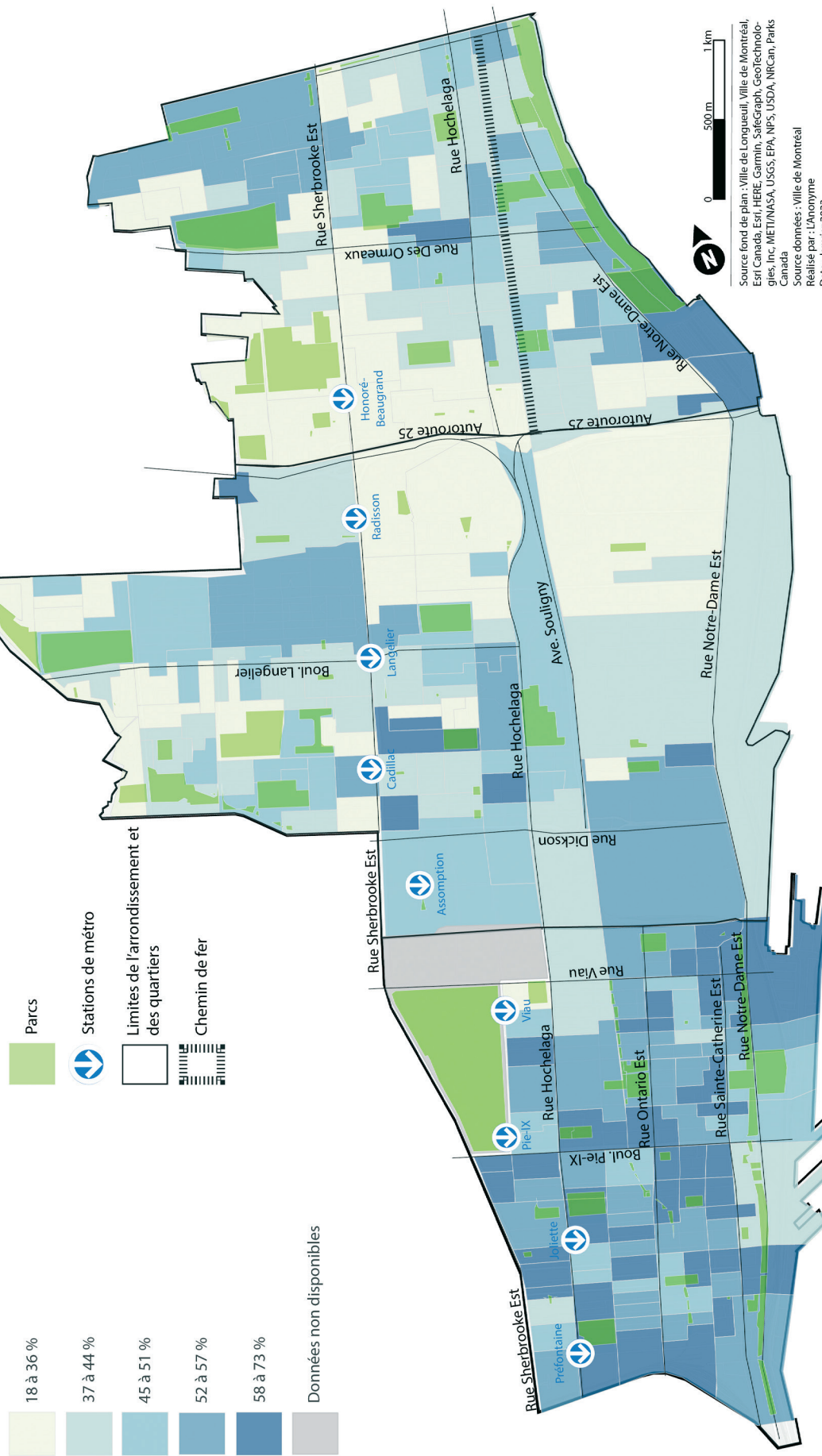


CONSTRUCTION DE NOUVEAUX LOGEMENTS DEPUIS 2011, 2021

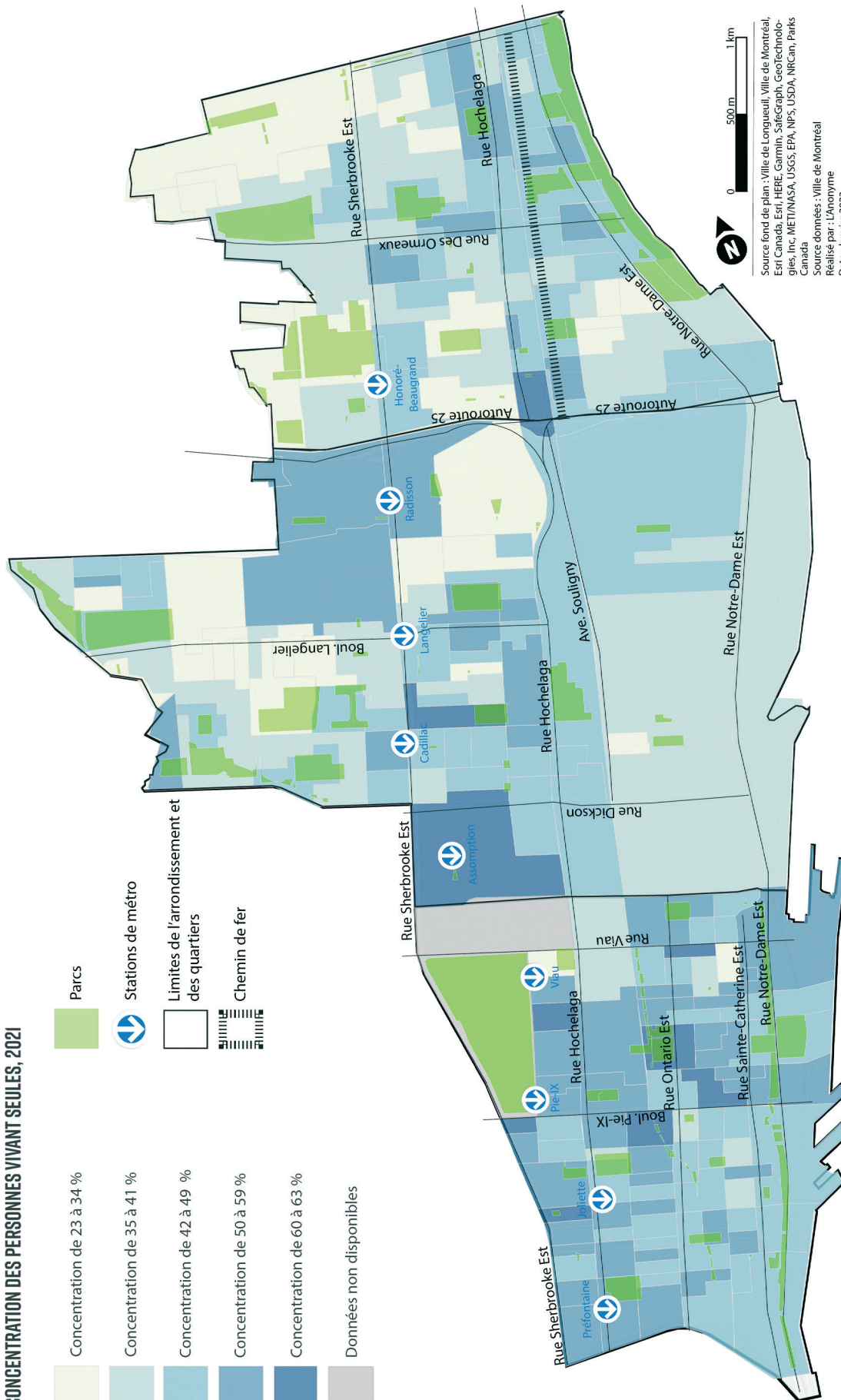
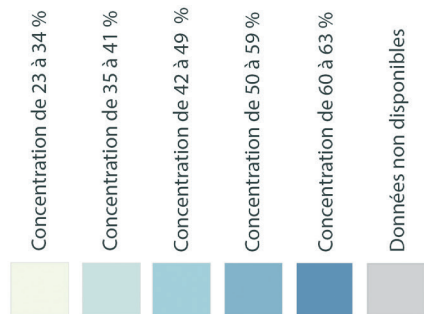


Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023

MOBILITÉ RÉSIDEN­TIELLE DES 5 DERNIÈRES ANNÉES, 2021

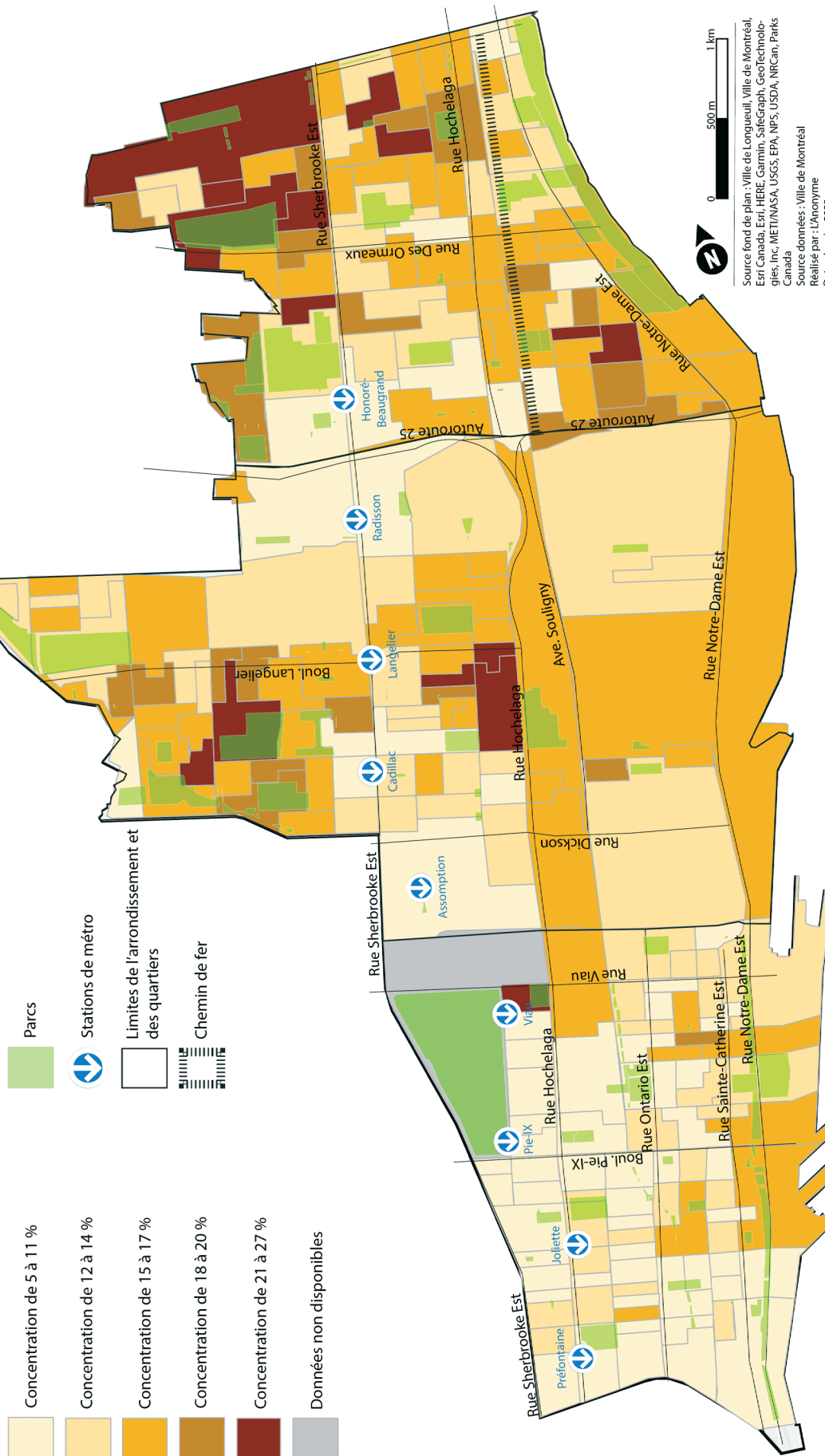


CONCENTRATION DES PERSONNES VIVANT SEULES, 2021



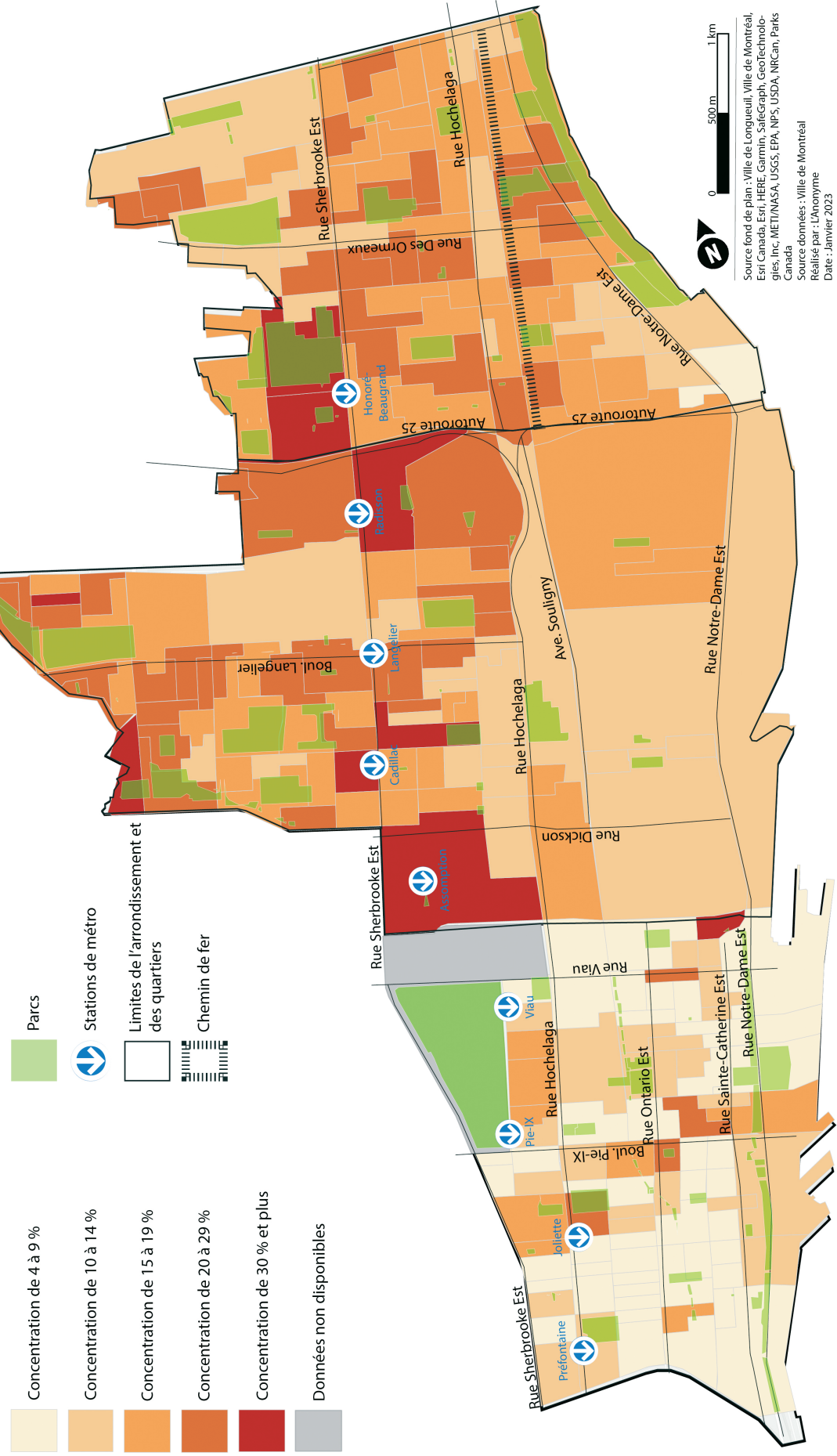
Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, Geotechnologies, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023

CONCENTRATION DES ENFANTS ÂGÉS DE 0 À 14 ANS, 2021



Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc., MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023

CONCENTRATION DES PERSONNES ÂGÉES DE 65 ANS ET PLUS, 2021



Concentration de 0 à 25 %

Concentration de 26 à 32 %

Concentration de 33 à 41 %

Concentration de 42 à 52 %

Concentration de 53 à 73 %

Données non disponibles

Parcs

Stations de métro

Limites de l'arrondissement et des quartiers

Chemin de fer

Source: fond de plan: Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc., Inc., MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada
 Source données: Ville de Montréal
 Réalisé par: L'Anonyme
 Date: Janvier 2023

Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
Source données : Ville de Montréal
Réalisé par : L'Anonyme
Date : Janvier 2023

Concentration de 2 à 9 %

Concentration de 10 à 19 %

Concentration de 20 à 29 %

Concentration de 30 à 39 %

Concentration de 40 à 77 %

Données non disponibles

Parcs

Stations de métro

Limites de l'arrondissement et des quartiers

Chemin de fer

Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc, METI/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada

Source données : Ville de Montréal

Réalisé par : L'Anonyme

Date : Janvier 2023

Diagnostic local en sécurité urbaine • Page 104

Concentration de 0 à 19 %

Concentration de 20 à 24 %

Concentration de 25 à 30 %

Concentration de 31 à 38 %

Concentration de 39 à 55 %

Données non disponibles

Parcs

Stations de métro

Limites de l'arrondissement et des quartiers

Chemin de fer

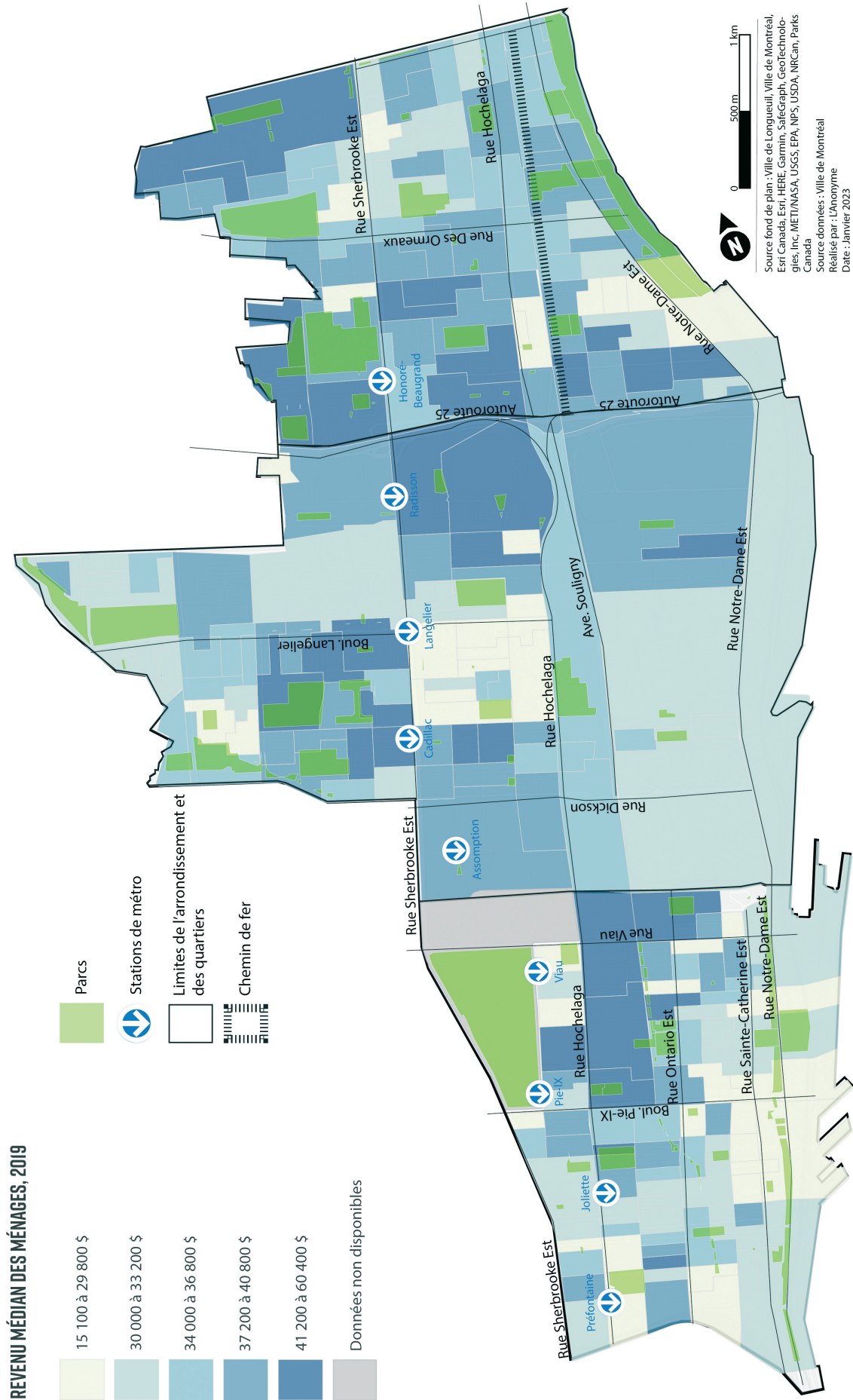
Source: fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc., MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada

Source données : Ville de Montréal

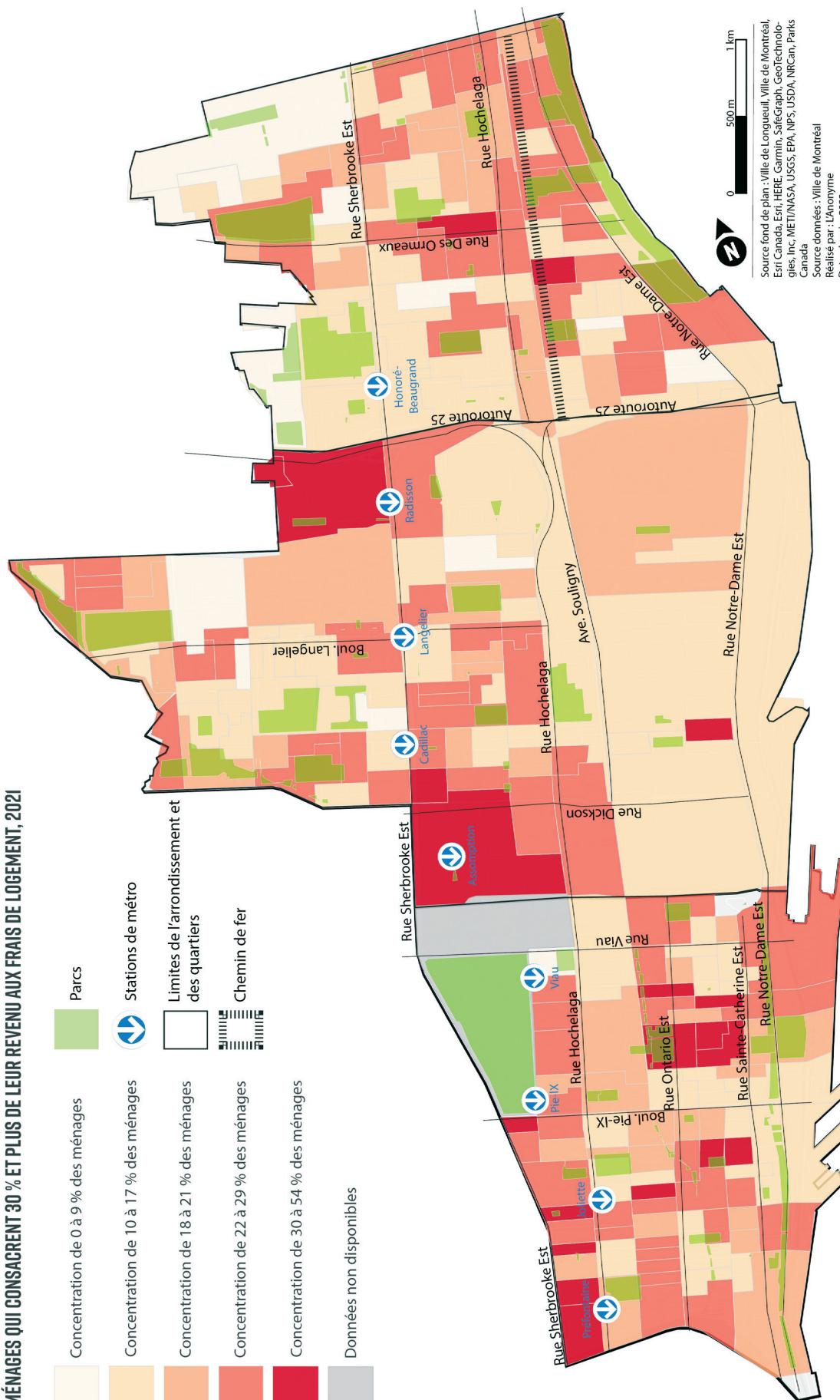
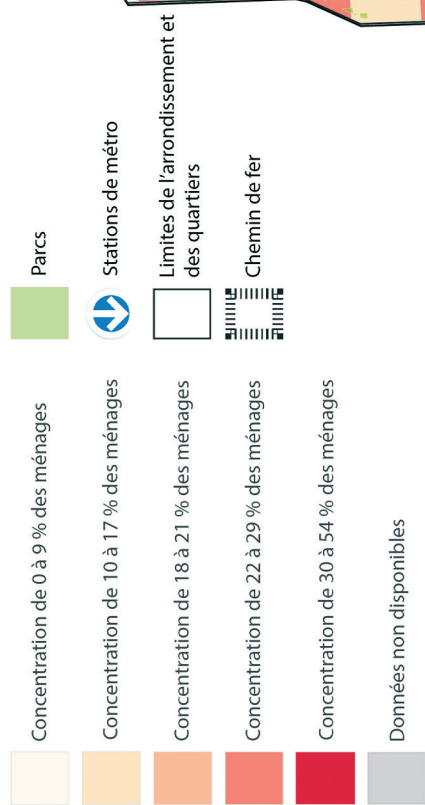
Réalisé par : L'Anonyme

Date : Janvier 2023

Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnology, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
Source données : Ville de Montréal
Réalisé par : L'Anonyme
Date : Janvier 2023

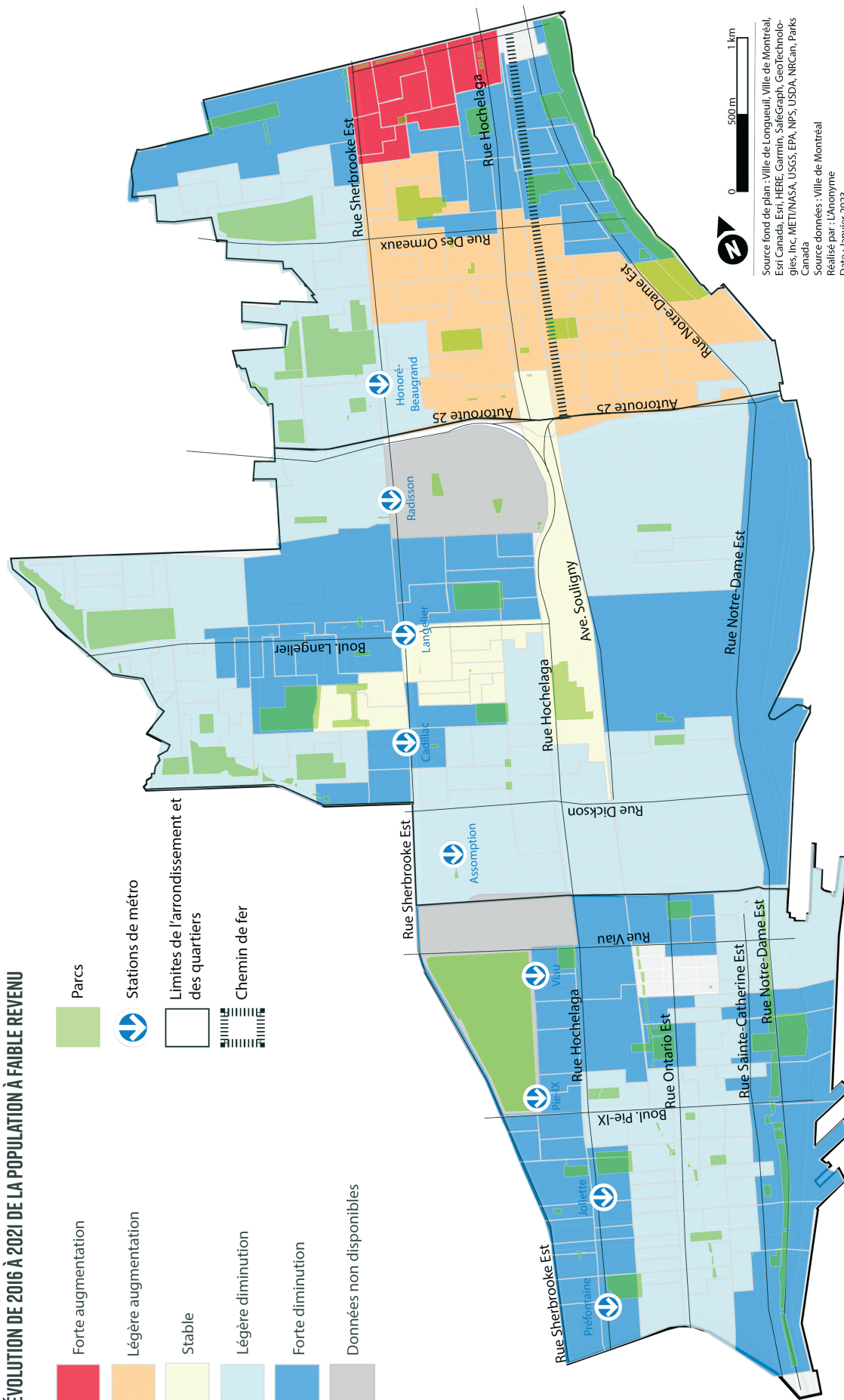
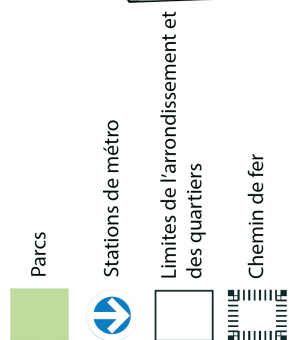
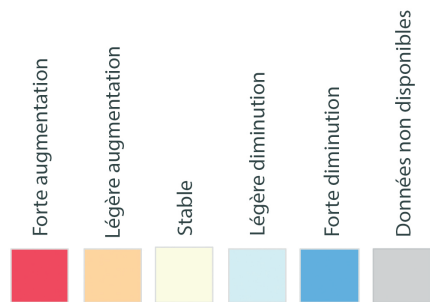


MÉNAGES QUI CONSACRENT 30 % ET PLUS DE LEUR REVENU AUX FRAIS DE LOGEMENT, 2021





Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc., MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCAN, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023





ÉVOLUTION DE 2016 À 2021 DE LA POPULATION À FAIBLE REVENU



Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnology, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023

LIEUX MANQUANTS D'ÉCLAIRAGE ET DE MOBILIER

-  Lieux manquants d'éclairage
-  Lieux manquants de mobilier ou d'infrastructures

-  Parcs
-  Stations de métro
-  Limites de l'arrondissement et des quartiers
-  Chemin de fer



Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc., MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
 Source données : Ville de Montréal
 Réalisé par : L'Anonyme
 Date : Janvier 2023

LIEUX LES PLUS APPRÉCIÉS



Lieux les plus appréciés



Enjeux de cohabitation



Parcs



Stations de métro



Limites de l'arrondissement et des quartiers



Chemin de fer



Source fond de plan : Ville de Longueuil, Ville de Montréal, Esri Canada, Esri, HERE, Garmin, SafeGraph, GeoTechnologies, Inc, MET/NASA, USGS, EPA, NPS, USDA, NRCan, Parks Canada
Source données : Ville de Montréal
Réalisé par : L'Anonyme
Date : Janvier 2023

ANNEXE G : LISTE NON EXHAUSTIVE DES INITIATIVES ENTREPRISES DANS L'ARRONDISSEMENT

Aménagements sécuritaires

- YAM : <https://yammontreal.org/>
- La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve : <https://www.ltghm.org/>
- Mercier-Ouest Quartier en santé : <https://moqs.org/>
- Solidarité Mercier-Est : <https://solidaritemercierest.org/>

Actions et interventions en travail de rue, de proximité et de milieu

- Dopamine : <https://www.dopamine.ca/>
- Stella : <https://chezstella.org/>
- PACT de rue : <http://www.pactderue.org/>
- L'Antre-Jeunes de Mercier-Est : <https://lantre-jeunes.com/>
- Le PAS de la rue : <https://pasdelarue.org/>
- Centre des jeunes Boyce-Viau : <https://cjbv.com/>
- GCC La Violence : <https://gcclaviolence.com/>
- Projet Harmonie : <https://projetharmonie.ca/>
- Tel-Écoute et Tel-Aînés : <https://tel-ecoute.org/programme-tel-aines/>
- Le Chez-Nous de Mercier-Est : <https://lecheznous.org/>
- La Maison des familles de Mercier-Est :
<https://www.maisondesfamilles.ca/>
- L'Anonyme : <https://www.anonyme.ca/>

SPVM

- Poste de quartier 23 : <https://spvm.qc.ca/fr/pdq23>
- Poste de quartier 48 : <https://spvm.qc.ca/pdq48>
- Cadets du SPVM : <https://recrutementspvm.ca/cadets/>
- EMMIS : <https://montreal.ca/articles/equipe-mobile-de-mediation-en-intervention-sociale-emmis-20213>

L'ANONYME

5600, rue Hochelaga, bureau 160
Montréal (Québec) H1N 3L7
Téléphone : 514 842-1488
administration@anonyme.ca
www.anonyme.ca

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal 

Ce projet a été financé par l'arrondissement de
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre du programme
Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine.